RAPPORT DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL A LA SEIZIEME SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION

Période couverte : 1er janvier 2022 au 30 juin 2024

11 octobre 2024

Table des matières

ABREVIATIONS ET ACRONYMES iii

RESUME ANALYTIQUE iv

INTRODUCTION 1

Objectif du rapport 1

Buts et objectifs des projets et programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » de FEM-8 2

CHAPITRE 1: SUITE DONNEE PAR LE FEM AUX DECISIONS DE LA CONFERENCE DES PARTIES 5

CHAPITRE 2 : ÉTAT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FEM DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DEGRADATION DES TERRES » 10

Programmation des ressources du FEM au cours de la période considérée 10

Programmation par objectif du domaine d'intervention pour FEM-8 13

Programmation des activités habilitantes 16

Programmation multisectorielle par le biais des programmes intégrés de FEM-8 17

Programmation multisectorielle à travers d'autres programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » 19

Programme de microfinancements 20

Programme de financement mixte 20

Tendances géographiques des programmes du DIDT 22

CHAPITRE 3 : PROJETS A PLUSIEURS FINANCEMENTS INTERNES 25

CHAPITRE 4 : REALISATIONS DE LA PROGRAMMATION DE FEM-8 26

CHAPITRE 5 : SUIVI ET EVALUATION DU PORTEFEUILLE 28

Rapport de suivi du portefeuille et performance globale 28

Degré de réalisation des objectifs institutionnels de FEM-8 concernant le domaine d'intervention « dégradation des terres » 28

Évaluations indépendantes des activités du FEM dans le cadre du DIDT 30

Assistance apportée par le FEM aux efforts d'atténuation de la sécheresse et d'adaptation à ses effets 31

CHAPITRE 6 : ENJEUX TRANSVERSAUX 34

Enseignements tirés de la mise en œuvre du concept de neutralité en matière de dégradation des terres 34

Mobilisation du secteur privé 35

Égalité des sexes 38

CONCLUSIONS **39**

ANNEXES **41**

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AFOLU	Agriculture, foresterie, et autres affectations des terres
BAsD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BIE	Bureau indépendant d'évaluation du FEM
CI	Conservation International
CNULD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
COP	Conférence des Parties
CRIC	Comité d'examen de la mise en œuvre de la Convention
DIDT	Domaine d'intervention « dégradation des terres »
DT	Dégradation des terres
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FEM-7	Septième reconstitution des ressources du FEM (juillet 2018 à juin 2022)
FEM-8	Huitième reconstitution des ressources du FEM (juillet 2022 à juin 2026)
FEM-9	Neuvième reconstitution des ressources du FEM (juillet 2026 à juin 2030)
GES	Gaz à effet de serre
GMV	Grande Muraille verte
LAC	Amérique latine et Caraïbes
MPME	Micro-, petites et moyennes entreprises
NDT	Neutralité en matière de dégradation des terres
NGI	Instruments financiers autres que les aides directes
OSC	Organisation de la société civile
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPG	Financement pour la préparation de projets
SGP	Programme de microfinancements
STAR	Système transparent d'allocation des ressources
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
WBCSD	Conseil mondial des entreprises pour le développement durable

RESUME ANALYTIQUE

1. Le présent rapport a été établi par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Il s'agit du neuvième rapport que le FEM présente à la Conférence des Parties en application des dispositions du Mémorandum d'accord conclu entre la Conférence des Parties à la CNULD et le Conseil du FEM. C'est également le septième rapport présenté par l'Institution depuis la modification apportée à l'Instrument du FEM, en 2010, en vue d'inclure la CNULD parmi les conventions pour lesquelles le Fonds fait office de mécanisme financier.

2. Le rapport fournit des informations sur les activités menées par le FEM dans le cadre de son domaine d'intervention « dégradation des terres » (DIDT) pour la période comprise entre le 1er janvier 2022 et le 30 juin 2024. Cette période coïncide avec le dernier semestre du septième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-7, du 1er juillet 2018 au 30 juin 2022) et les deux premières années du huitième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-8, du 1er juillet 2022 au 30 juin 2026).

Suite donnée par le FEM aux décisions de la Conférence des Parties

3. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des progrès importants ont été réalisés s'agissant de la suite à donner aux décisions sur la collaboration avec le FEM prises à la 15e Conférence des Parties à la CNULD, tenue en mai 2022. Tous les éléments des décisions prises ont été abordés. Le chapitre 1 du présent rapport décrit les décisions prises par la Conférence des Parties et l'état d'avancement de la suite donnée et des mesures prises par le Secrétariat du FEM.

Programmation des activités menées par le FEM dans le cadre de son domaine d'intervention « dégradation des terres » (DIDT) pendant la période considérée

4. Au cours de la période considérée, 201 projets ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources du DIDT et d'autres guichets associés de la Caisse du FEM : 8 activités habilitantes, 20 projets indépendants du DIDT et 173 activités multisectorielles. Les ressources investies par le FEM atteignent au total 1 582,76 millions de dollars (voir tableau 1).

5. 16,93 millions de dollars ont été utilisés pour les activités habilitantes au titre de la CNULD, 84,16 millions pour les projets indépendants du DIDT, et 372,14 millions pour les projets multisectoriels. Le total de l'allocation dans le DIDT pour la période considérée s'élève à 473,23 millions de dollars.

6. Le financement du FEM pour les projets a totalisé 1 420,80 millions de dollars et a permis de mobiliser 12 464,64 millions de dollars supplémentaires au titre de cofinancement, soit un ratio de 8,77 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM pour la période considérée. C'est légèrement mieux que la cible de 8 dollars de cofinancement pour chaque dollar investi fixée pour l'ensemble du portefeuille de FEM-8.

7. Les financements du FEM consacrés aux projets multisectoriels ont totalisé 1 481,67 millions de dollars, dont 372,14 millions de dollars des ressources du DIDT et 1 109,53 millions provenant d'autres guichets de financement de la Caisse du FEM. Ceci signifie que chaque dollar des ressources du DIDT alloué aux projets multisectoriels a mobilisé 2,34 dollars provenant d'autres domaines d'intervention du FEM et de mécanismes d'incitation poursuivant de multiples objectifs.

Tableau 1 : Programmation des ressources du FEM au cours de la période considérée (janvier 2022 – juin 2024)

Type de projet	Nombre de projets	Financement du FEM[1] [millions de dollars)]	Total des ressources du FEM[2] [millions de dollars]	Cofinancement[3] [millions de dollars]
Activités habilitantes	8	15,46	16,93	0,00
Projets indépendants du DIDT	20	74,96	84,16	776,87
Total des projets multisectoriels	173	1 330,37	1 481,67	11 687,77
Dont : « dégradation des terres »	*173*	*333,42*	*372,14*	-
Total de l'allocation du DIDT	201	423,84	473,23	-
Total général	**201**	**1 420,80**	**1 582,76**	**12 464,64**

8. Le DIDT a joué un rôle important dans les efforts déployés à l'échelle du FEM pour faciliter l'intégration, qui s'est intensifiée au cours du cycle FEM-8 avec onze programmes intégrés. Dans le cadre des programmes intégrés de FEM-8, 122 projets multisectoriels et trois projets indépendants ont utilisé les ressources destinées à ce domaine d'intervention pour un total de 262,58 millions de dollars, soit 15,8 % de l'enveloppe totale de financement destinée aux programmes intégrés.

[1] Le « financement du FEM » englobe les ressources consacrées par le FEM à l'exécution des projets, à l'exclusion des ressources précédemment approuvées pour la préparation des projets et les commissions des entités d'exécution.

[2] Le « total des ressources du FEM » comprend les financements alloués aux projets par le FEM, les financements approuvés pour la préparation de projets (PPG) et l'ensemble des commissions de gestion des entités d'exécution.

[3] Le « cofinancement » s'entend du financement qui vient s'ajouter au financement de projet du FEM et qui étaye la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme financé par le FEM et la réalisation de son (ses) objectif(s). Voir le document intitulé *Politique de cofinancement mise à jour 2018*, Document du Conseil, GEF/C.54/10/Rev.01.

9. Quatre programmes intégrés FEM-8 peuvent être considérés comme très pertinents au DIDT : i) systèmes alimentaires ; ii) restauration des écosystèmes ; iii) îles bleues et vertes ; iv) biomes forestiers essentiels. Tous ces programmes s'attaquent aux principales causes de la dégradation de l'environnement, font la promotion de la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), catalysent les transformations en faveur de systèmes alimentaires durables, créent de multiples avantages environnementaux et socio-économiques grâce à la restauration des sols dégradés, appliquent des solutions fondées sur la nature à une échelle propice au développement socio-économique, et investissent dans la préservation et la gouvernance efficace de biomes forestiers essentiels, pour maintenir la santé de la planète et sauvegarder les services écosystémiques vitaux.

10. Outre les programmes intégrés, le FEM-8 a approuvé deux programmes appartenant au DIDT et 12 projets rattachés à ce domaine. Les deux programmes du DIDT sont l'« Approche de transformation des investissements à grande échelle, soutenant la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille verte (TALSISI-GGWI) » et le « Programme sur les liens entre l'eau et la terre en Asie centrale » (CAWLN) qui a pour but de restaurer les écosystèmes des bassins de l'Amou-Daria et du Syr-Daria, de renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et d'accroître la résilience et d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales. Ces deux programmes investissent 87 millions de dollars de ressources de la Caisse du FEM, y compris 34,67 millions de dollars de ressources du portefeuille du DIDT.

11. Le portefeuille du DIDT comporte un nombre important de projets portant sur toutes les régions géographiques visées dans les annexes de la CNULD et un large éventail de zones agroécologiques et de questions thématiques. Une tranche de 1 208,33 millions des ressources totales programmées pour la période couverte par le présent rapport a directement servi à réaliser 168 projets nationaux dans 107 pays répartis sur l'ensemble des cinq régions visées par les annexes de la CNULD – Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et orientale, et Méditerranée septentrionale –, l'Afrique recevant la plus grosse part de ce montant (36,1 %), suivie de l'Asie (19,8 %) et de l'Amérique latine et des Caraïbes (17,5 %).

Projets à plusieurs financements internes

12. Au cours de la période couverte par le présent rapport, 6 projets ont bénéficié de financements au titre du Fonds pour les pays les moins avancés (Fonds pour les PMA) (45,99 millions de dollars) et du Fonds spécial pour les changements climatiques (Fonds spécial) (3 millions de dollars), ces sommes étant investies en conjonction avec les ressources pour le financement des projets de la Caisse du FEM dans le cas des projets du DIDT.

Ensemble des réalisations de la programmation de FEM-8

13. La huitième reconstitution des ressources du FEM a atteint le niveau record de 5,33 milliards de dollars pour la Caisse du FEM. De ce montant, 618,37 millions de dollars ont été alloués au DIDT pour la période quadriennale de FEM-8, dont 428,59 millions de dollars au cours des deux premières années de cette période, soit du 1er juillet 2022 au 30 juin 2024. Ce

chiffre représente un taux d'utilisation de 69,3 % de l'allocation du DIDT. La programmation dans ce domaine d'intervention est en bonne voie, et les progrès réalisés se comparent à ceux observés dans d'autres domaines d'intervention du FEM.

14. Sur les 160,65 millions de dollars mis en réserve par le Système transparent d'allocation des ressources (STAR), 54,54 millions ont été utilisés pour inciter les pays participant aux programmes intégrés de FEM-8 à verser un supplément de 25 % sur l'allocation STAR utilisée dans le cadre du programme intégré concerné. En outre, 44,41 millions de dollars ont été utilisés pour contribuer au financement des projets de coordination mondiale de neuf des 11 programmes intégrés. 26,62 millions de dollars ont été réservés pour des projets mondiaux et régionaux visant à promouvoir des questions thématiques transversales telles que l'innovation, le régime foncier, l'intégration de la dimension de genre, le renforcement des capacités et l'échange de connaissances dans le contexte des objectifs stratégiques du DIDT, dont 13,18 millions de dollars ont été programmés. Sur l'ensemble des 23 millions de dollars mis en réserve spécialement pour les activités habilitantes, seuls 6,56 millions de dollars ont été dépensés jusqu'ici. Le reliquat sera programmé au cours de la période couverte par le prochain rapport afin de faciliter l'établissement de rapports par les pays dans le cadre du cycle de rapport 2026 de la CNULD.

Suivi et évaluation du portefeuille

15. Les rapports de suivi du FEM pour 2022[4] et 2023[5] ont révélé que la part des projets dont la mise en œuvre et les résultats étaient jugés satisfaisants était la plus élevée parmi les domaines d'intervention du FEM en 2022 et comparable aux autres domaines d'intervention du FEM en 2023. Dans l'ensemble, 80 % des projets confirment que leur mise en œuvre progresse de manière modérément satisfaisante ou plus et qu'ils sont en bonne voie d'atteindre les résultats escomptés. Les deux rapports de suivi confirment que l'évitement et la réduction de la dégradation des terres, la restauration des écosystèmes et le renforcement de la résistance à la sécheresse sont des priorités essentielles du FEM. Au cours de la période considérée, 7,4 millions d'hectares de terres et d'écosystèmes ont été remis en état et 4,6 millions d'hectares de paysages ont fait l'objet d'une gestion durable des sols dans le cadre de systèmes de production, ce qui a permis de maintenir et de rétablir les services écosystémiques, de préserver la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance.

16. Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FEM a réalisé la première évaluation complète de l'aide du FEM aux zones arides sur la base d'un portefeuille mondial de 195 projets axés sur les zones arides, présenté dans le document intitulé « *Strategic Country Cluster Evaluation: GEF Support to Drylands Countries* »[6]. Le portefeuille de projets inclus dans l'évaluation représente 1 077 millions de dollars de financements du FEM alloués depuis le début de FEM-4, soit 5,2 % du total des financements accordés par le FEM au cours de cette période. Ces 195 projets ont été financés à hauteur de 81 % par la Caisse du FEM, de 6 % par le

[4] FEM, 2022, *Rapport de suivi du FEM*. Document du Conseil GEF/C.63/03.

[5] FEM, 2023, *Rapport de suivi du FEM*. Document du Conseil GEF/C.66/03.

[6] BIE FEM, 2024, *Strategic Country Cluster Evaluation: GEF Support to Drylands Countries*. Document du Conseil GEF/E/C.66/01.

Fonds pour les PMA, de 1 % par le Fonds spécial et de 12 % par des combinaisons de ces trois fonds.

17. Les conclusions du BIE confirment la pertinence de l'appui du FEM et l'attention croissante portée aux zones arides dans ses stratégies et sa programmation au fil du temps. Les projets du FEM ont dans l'ensemble donné de bons résultats et ont eu des effets bénéfiques sur l'environnement mondial et des retombées socio-économiques connexes dans toutes les zones arides, même si ces effets sont moins évidents dans les zones pastorales. L'étude confirme également que les projets du FEM dans les pays de zones arides ont donné des résultats satisfaisants à un taux comparable à celui de l'ensemble du portefeuille du FEM dans tous les sous-habitats d'aridité, et que les projets achevés dans les zones arides ont fait état d'avantages environnementaux et socio-économiques positifs.

18. L'évaluation du BIE formule quatre recommandations que le FEM prendra en compte dans la mise en œuvre des projets en cours et à venir dans les pays arides. Ces quatre recommandations portent sur les points suivants : i) veiller à ce que les directives visant à renforcer la cohérence des politiques dans le cadre des opérations du FEM mettent l'accent sur les niveaux infranational et local ; ii) accorder une plus grande attention à l'intégration de la sécurité foncière et de la résolution des conflits pour la gestion des ressources dans la conception des projets et des programmes et dans les théories du changement sous-jacentes ; iii) veiller à ce que la conception des projets et des programmes tienne également compte de la nécessité de favoriser les synergies et d'atténuer les arbitrages à opérer entre l'environnement et le développement socio-économique, en accordant l'attention voulue aux effets distributifs ; iv) encourager les Entités d'exécution du FEM à fournir des données de suivi au niveau des projets montrant les changements biophysiques associés pour les indicateurs de base pertinents basés sur les zones.

19. En outre, de janvier à mars 2024, le Secrétariat du FEM a procédé à une analyse interne de son portefeuille de projets portant spécifiquement sur l'atténuation de la sécheresse et l'adaptation à ses effets. Cette analyse indique que le FEM a investi 608,84 millions de dollars dans le financement de 108 projets et programmes liés à l'atténuation de la sécheresse et à l'adaptation à ses effets depuis FEM-1 (1994). Le portefeuille englobe 60 pays différents de toutes les annexes de la CNULD, ainsi que des projets/programmes régionaux et mondiaux, avec un accent particulier sur la région Afrique, qui représente 56 % de l'investissement. Ce portefeuille de projets et de programmes est financé par trois fonds fiduciaires : la Caisse du FEM, le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial, ainsi que par des combinaisons de ces trois fonds fiduciaires. Les domaines d'intervention d'où proviennent les contributions sont ceux des « changements climatiques », de la « dégradation des terres », des « eaux internationales » et de la « diversité biologique », ce qui rend le portefeuille véritablement intégré.

20. Dans l'ensemble, les résultats de l'analyse mettent en évidence l'approche intégrée du FEM en matière d'atténuation des effets de la sécheresse et d'adaptation à ses effets, par le biais d'investissements dans des projets à plusieurs financements internes et d'investissements multisectoriels. Les projets portent sur les trois piliers de la gestion de la sécheresse : i) suivi et systèmes d'alerte précoce ; ii) évaluation de la vulnérabilité et analyse d'impact ; iii) atténuation de la sécheresse, préparation et riposte. Parmi les projets, quatre s'alignent sur les plans

nationaux de lutte contre la sécheresse mis en œuvre en Argentine, en Namibie, au Mali et en Mauritanie. En outre, sept pays inclus dans l'« Approche de transformation des investissements à grande échelle, soutenant la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille verte (TALSISI-GGWI) » prévoient d'explorer les liens avec leurs plans nationaux respectifs pendant la phase de préparation du projet (Burkina Faso, Tchad, Éthiopie, Gambie, Niger, Nigéria et Sénégal).

Enjeux transversaux

21. Le Secrétariat du FEM a commandé un rapport sur les enseignements[7] afin de produire des informations et de partager les expériences de réalisation de la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT), de dégager une meilleure compréhension des pratiques les plus efficaces d'intégration de la NDT dans les programmes nationaux de développement durable, et de tirer les leçons des applications en cours du cadre de la NDT dans le portefeuille de projets du DIDT.

22. Le portefeuille comprend 67 projets approuvés entre 2016 et 2022 au cours des cycles de reconstitution des ressources de FEM-6 et de FEM-7, mis en œuvre dans 56 pays couvrant toutes les annexes régionales de la CNULD. Les projets sont mis en œuvre par neuf entités d'exécution différentes du FEM et sont parvenus à différents stades de mise en œuvre, allant de la préparation du projet à l'évaluation à mi-parcours. L'investissement total dans ces projets s'élève à 320 millions de dollars de dons du FEM et à plus de 2 500 millions de dollars de cofinancements.

23. Les résultats et les enseignements ont des implications pour le partenariat plus large du FEM et l'engagement avec les pays pour améliorer la mise en œuvre du mandat de la CNULD. Le cadre de la NDT offre d'énormes possibilités en tant que point d'entrée pour la cohérence des politiques nationales et pour l'intensification de la gestion durable des terres au niveau mondial ; cependant, il est important d'améliorer la façon dont le concept est communiqué pour le rendre politiquement plus attrayant pour les décideurs.

24. Les objectifs du DIDT consistant à soutenir la mise en œuvre sur le terrain du concept de NDT et les interventions de lutte contre les problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse sont l'occasion idéale pour les projets d'accroître et de renforcer la participation et le leadership des femmes à tous les niveaux de prise de décision et d'interventions locales. En outre, l'accent mis par les objectifs du DIDT sur les avantages socio-économiques et le maintien des moyens de subsistance favorise la participation et l'autonomisation économique des femmes dans le développement de la chaîne de valeur pour les produits agricoles. Tous les programmes et projets recueillent des données ventilées par

[7] FEM, juin 2024, *Land Degradation Neutrality Knowledge Management and Learning Initiative: Learning from the GEF Portfolio of Projects*.

sexe et ont établi des cadres pour suivre les indicateurs et les résultats ventilés par sexe et sensibles au genre.

25. La participation du secteur privé pendant la période considérée s'articule autour de trois axes : i) l'accès des agriculteurs et des petites entreprises agroindustrielles au crédit ; ii) l'assistance technique et le renforcement des capacités ; iii) l'ensemble des chaînes de valeur des produits agricoles. Les programmes intégrés de FEM-8 offrent en particulier un champ d'action plus large pour l'engagement du secteur privé, où les objectifs du secteur privé en matière de climat, de biodiversité et de solutions fondées sur la nature peuvent être intégrés dans des programmes et des projets axés sur la gestion durable des terres et sur les enjeux de la dégradation des terres. Les programmes intégrés favorisent la collaboration du secteur privé au niveau de la chaîne de valeur, à travers les régions et les paysages, et relient la demande aux sources d'approvisionnement durable. Ils permettent aux pays de s'attaquer aux facteurs de dégradation de l'environnement corrélés avec les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales, ce qui donne la possibilité d'élaborer un éventail de solutions de mise à contribution du secteur privé, qu'il s'agisse de cofinancements, de financements parallèles ou de création de plateformes institutionnelles pour catalyser des changements. Les approches intégrées permettent aussi de mobiliser un ensemble d'organismes du secteur privé, comme les micro-, petites et moyennes entreprises (MPME), les négociants, les institutions financières et des sociétés multinationales à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

Conclusions

26. Les activités et avancées enregistrées durant la période considérée témoignent de l'importance et de la pertinence constantes du rôle de mécanisme financier de la CNULD que joue le FEM. La stratégie de FEM-8 a été renforcée pour soutenir la mise en œuvre du programme de la CNULD en incluant l'atténuation de la sécheresse dans l'énoncé de l'objectif du DIDT. La programmation axée sur les objectifs des domaines d'intervention et des programmes intégrés de FEM-8 oriente les projets vers la production d'avantages multiples et crée des synergies avec les buts et objectifs d'autres conventions.

INTRODUCTION

Objectif du rapport

1. Le présent rapport a été établi par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour la seizième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD). Il s'agit du neuvième rapport que le FEM présente à la Conférence des Parties en application des dispositions du Protocole d'accord conclu entre la Conférence des Parties à la CNLUD et le Conseil du FEM. C'est aussi le septième rapport présenté par l'Institution depuis la modification apportée à l'Instrument du FEM, en 2010, en vue d'inclure la CNULD parmi les conventions pour lesquelles le Fonds fait office de mécanisme financier. Le DIDT est le guichet de financement principal du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour les projets et programmes de lutte contre la dégradation des terres, la désertification et la sécheresse ; il appuie directement la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).

2. Le chapitre 1 du rapport décrit les décisions prises par la Conférence des Parties et l'état d'avancement de la suite donnée et des mesures prises par le Secrétariat du FEM.

3. Le chapitre 2 présente une analyse du portefeuille des projets et des programmes du FEM pour le DIDT pour la période comprise entre le 1er janvier 2022 et le 30 juin 2024. La période considérée coïncide avec le dernier semestre du septième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-7, du 1er juillet 2018 au 30 juin 2022) et les deux premières années du huitième cycle de reconstitution des ressources (FEM-8, du 1er juillet 2022 au 30 juin 2026). Des données détaillées sur les tendances de la programmation sont présentées pour les projets indépendants et les projets multisectoriels pour les objectifs des domaines d'intervention et les cinq annexes régionales de la CNULD. L'analyse porte également sur les programmes intégrés soutenus par le FEM-8 et sur d'autres programmes du DIDT. Elle présente enfin un aperçu des ressources fournies par le Programme de microfinancements et par le programme mondial de financement mixte établi au titre de la Caisse du FEM.

4. Le chapitre 3 fournit des informations sur les projets à plusieurs financements internes bénéficiant à la fois des ressources du DIDT fournies à travers la Caisse du FEM et des ressources provenant du Fonds pour les PMA et/ou du Fonds spécial.

5. Le chapitre 4 présente les résultats cumulés de la programmation des ressources du DIDT de FEM-8, et notamment de l'utilisation du Système transparent d'allocation des ressources (STAR), des ressources réservées du DIDT et du financement des activités habilitantes au titre de la CNULD.

6. Le chapitre 5 présente une synthèse du suivi et de l'évaluation du portefeuille du domaine d'intervention ainsi que des progrès vers les cibles et des résultats de l'exécution de FEM-8.

7. Enfin, le chapitre 6 met en lumière les enseignements tirés de la mise en œuvre du portefeuille dans le contexte de la NDT et examine les enjeux communs de la collaboration avec le secteur privé et de la parité hommes-femmes.

Buts et objectifs des projets et programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » de FEM-8

8. Le huitième cycle de reconstitution des ressources du FEM (FEM-8) a débuté le 1er juillet 2022. Les orientations de la programmation de FEM-8, incluant l'allocation des ressources, établies dans le résumé des négociations de ce huitième cycle de reconstitution, ont été approuvées par le Conseil du FEM à sa 62e réunion en juin 2022.[8]

9. La stratégie du FEM dans le DIDT a pour objectif d'éviter, de réduire, voire d'inverser la tendance à la dégradation et à la désertification des sols et d'atténuer les effets de la sécheresse. Cette stratégie s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique de la CNULD 2018 – 2030 dont la vision est de « construire un avenir qui évite, minimise et inverse la désertification et la dégradation des terres et qui atténue les effets de la sécheresse dans les zones touchées à tous les niveaux… pour créer un monde neutre en matière de dégradation des terres, compatible avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 », en appuyant les cinq objectifs stratégiques et la mise en œuvre de cibles volontaires de NDT établies par les pays participants.

10. La stratégie de FEM-8 dans le domaine d'intervention « dégradation des terres »[9] comporte quatre objectifs de programmation (DS) et un objectif qui consiste à aider les parties prenantes nationales à rendre compte des activités habilitantes (AH) menées au titre de la CNULD :

- **DS-1** : éviter et réduire la dégradation des terres en appliquant des mesures de gestion durable des sols ;
- **DS-2** : inverser la dégradation des terres en appliquant des mesures de restauration des paysages ;
- **DS-3** : s'attaquer aux problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse, en particulier dans les zones arides ;
- **DS-4** : améliorer le cadre des politiques et instruments habilitants pour atteindre la NDT ;
- **DS-AH** : aider les pays à s'acquitter des obligations qui leur incombent dans le cadre de la convention en mettant l'accent sur la communication des résultats et sur la formulation de stratégies et de plans nationaux.

[8] FEM, 2022, *Summary of Negotiations of the Eighth Replenishment of the GEF Trust Fund*. Document du Conseil GEF/C.62/03

[9] FEM, 2022, *GEF-8 Programming Directions*. Document du Conseil GEF/R.08/29/Rev.01

11. Les investissements du DIDT mettent l'accent sur la lutte contre les causes de la dégradation des terres dans les zones terrestres d'activité économique où les pratiques d'agriculture et de gestion des terrains de parcours assurent la préservation des moyens de subsistance des collectivités rurales, des petits exploitants agricoles et des populations pastorales. Les projets et programmes du DIDT encouragent les interventions innovantes qui peuvent être mises à l'échelle afin d'optimiser les bienfaits pour l'environnement mondial et faire face en même temps aux enjeux locaux de promotion des moyens de subsistance et de lutte contre la pauvreté.

12. Le FEM-8 met particulièrement l'accent sur la gestion durable des terres en zones arides, la lutte contre les problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse dans les écosystèmes et les populations exposés à la sécheresse. Les financements du FEM soutiennent la mise en œuvre des aspects pertinents des plans nationaux de lutte contre la sécheresse et d'autres activités connexes fondées sur les besoins des pays et relevant du mandat du FEM afin d'engendrer des effets positifs sur l'environnement mondial.

13. En adoptant une approche intégrée de la gestion des ressources naturelles, les activités propres au DIDT visent à produire des effets positifs multiples sur l'environnement mondial, et notamment à promouvoir la préservation et l'exploitation durable de la biodiversité, l'atténuation des effets du changement climatique et l'utilisation durable des bassins hydrographiques transnationaux. Dans cette perspective, la programmation conjointe avec d'autres domaines d'intervention du FEM est activement encouragée avec des projets et programmes multisectoriels, notamment les programmes intégrés soutenus par FEM-8[10].

14. Les orientations programmatiques de FEM-8 prévoient la mise en œuvre de 11 programmes intégrés qui traitent collectivement des grands facteurs de dégradation de l'environnement et/ou qui ont de multiples effets positifs dans les nombreuses dimensions thématiques propres au mandat du FEM. La portée thématique et la couverture géographique des programmes sont en phase avec des objectifs mondiaux de développement qui sont à la fois positifs pour la nature, climatiquement neutres et non polluants, et qui favorisent une vie en harmonie avec la nature. Nombre des priorités s'appuient sur les plateformes mondiales et régionales existantes qui aident le FEM à mobiliser d'autres parties prenantes, y compris le secteur privé, à renforcer le partage des connaissances et l'apprentissage, et à assurer une utilisation plus rationnelle des ressources du FEM. Neuf des 11 programmes intégrés sont en phase avec les buts et objectifs du DIDT et bénéficient à des degrés divers des financements destinés à ce domaine d'intervention dans les pays qui choisissent de s'en prévaloir en utilisant leur allocation au titre du système transparent d'allocation des ressources (STAR).

15. Dans le contexte de la programmation intégrée, il est noté que les orientations stratégiques de FEM-8[11] prévoient que le STAR évoluera dans les pays vers une flexibilité totale de la manière dont les allocations des domaines d'intervention « dégradation des terres »,

[10] https://www.thegef.org/what-we-do/topics/integrated-programs

[11] FEM 2022, GEF-8 Policy Directions: The Enabling Environment for Transformation. Document du Conseil GEF/R.08/31

« biodiversité » et « changement climatique » seront programmées. Ces allocations sont entièrement assimilables aux ressources du STAR et peuvent être consacrées aux objectifs des trois domaines d'intervention couverts par le STAR et utilisées de manière flexible dans le cadre des programmes intégrés.

16. Les cibles institutionnelles de FEM-8 concernant le DIDT[12] se déclinent comme suit : i) 85 millions d'hectares de paysages soumis à des pratiques de gestion améliorées ; ii) 10 millions d'hectares de terres restaurées ; iii) réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à hauteur de 1,850 milliard de tonnes métriques. Tous les domaines d'intervention et tous les programmes intégrés du FEM peuvent contribuer à l'atteinte de ces cibles. Par ailleurs, le nombre de bénéficiaires de l'ensemble des projets et programmes du FEM sera contrôlé et ventilé par sexe.

[12] FEM 2022, GEF-8 Programming Scenarios and Global Environmental Benefits Targets. Document du Conseil GEF/R.08/30

CHAPITRE 1: SUITE DONNEE PAR LE FEM AUX DECISIONS DE LA CONFERENCE DES PARTIES

17. Au cours de la période couverte par le présent rapport, des progrès importants ont été réalisés s'agissant de la suite à donner aux décisions sur la collaboration avec le FEM prises à la 15e Conférence des Parties à la CNULD, tenue à Abidjan (Côte d'Ivoire) en mai 2022[13]. Les décisions et la suite donnée ainsi que les mesures prises par le Secrétariat du FEM sont présentées au tableau 2.

Tableau 2 : Suite donnée par le FEM à la décision 9 adoptée par la 15e Conférence des Parties à la CNULD

Décision 9 de la COP 15	Suite donnée par le FEM
Se félicite i) du volume important de la huitième reconstitution des ressources du FEM ; ii) de la très forte augmentation des ressources allouées au DIDT ; et demande : iii) de continuer à mettre l'accent sur la mise en œuvre de mesures de gestion des terres dans le cadre des programmes à impact et des programmes intégrés du Fonds pour l'environnement mondial ; iv) de prévoir des possibilités de renforcer les synergies entre tous les domaines d'intervention en gardant à l'esprit l'importance que revêt le DIDT, qui en fait partie intégrante ; v) de prendre en considération les personnes et les populations vulnérables dans tous les secteurs ;	Le FEM a noté avec satisfaction les observations formulées concernant les points i) et ii). S'agissant des points iii) et iv), les orientations programmatiques de FEM-8 mettent davantage l'accent sur les actions visant les sols mises en œuvre dans le cadre des programmes intégrés et continuent à offrir des possibilités de renforcement des synergies entre tous les domaines d'intervention par le biais de la programmation des projets multisectoriels. S'agissant du point v), la stratégie du DIDT prend en compte et cible spécifiquement les personnes vulnérables à une série de problèmes tels que l'insécurité alimentaire, la sécheresse, la pauvreté et les effets du changement climatique sur les terres, en mettant notamment l'accent sur les groupes vulnérables tels que les femmes, les enfants et les jeunes.
Invite le Fonds pour l'environnement mondial à continuer de fournir un appui aux pays pour programmer les ressources du DIDT, afin de lutter contre la désertification/ dégradation des terres et la sécheresse et d'atteindre leurs cibles volontaires de NDT, notamment dans le cadre de projets et programmes transformateurs à cet égard ;	La stratégie de programmation de FEM-8 en ce qui concerne la dégradation des terres reste conforme au programme d'action de la CNULD et intègre totalement le concept de NDT en aidant les pays à atteindre leurs cibles volontaires à cet égard. De plus, le FEM encourage les pays à appliquer les directives relatives à la mise en œuvre du concept de NDT de la CNULD pour la conception et la mise en œuvre de projets et de programmes transformateurs de NDT. Le chapitre 6 du présent rapport décrit plus en détail les

[13] https://www.unccd.int/sites/default/files/2022-10/9_cop15.pdf

	réalisations et les enseignements tirés du portefeuille de projets du FEM dans le domaine de la NDT.
Invite le Fonds pour l'environnement mondial à continuer d'aider les Parties à s'acquitter en temps voulu de leurs obligations en matière d'établissement de rapports ;	Comme annoncé sur le site Web du FEM[14], le 15 août 2024, le Secrétariat du FEM mettra le financement des activités habilitantes à la disposition des pays jusqu'à deux ans avant la date limite de présentation des rapports afin de faciliter la préparation et la collecte des données requises pour la préparation de ces rapports. Le niveau de financement par pays est fixé à 120 000 dollars, y compris l'allocation pour frais aux entités d'exécution. Le financement est accessible par l'intermédiaire de deux entités d'exécution du FEM qui offrent deux options de soutien, décrites en détail dans l'annonce. En outre, le Secrétariat du FEM soutiendra les parties par le biais d'un projet d'appui mondial (GSP IV) exécuté par le Mécanisme mondial et visant à organiser des ateliers régionaux et à soutenir un service d'assistance pour le Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre (PRAIS).
Recommande au Fonds pour l'environnement mondial de promouvoir, selon qu'il conviendra, l'utilisation de la base de données de l'Aperçu mondial des approches et technologies de conservation désignée au titre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification afin de faciliter la mise en commun des connaissances et la diffusion de pratiques optimales de gestion durable des terres ;	La gestion des connaissances est une question importante et fait l'objet d'une stratégie dans tous les projets du FEM, y compris ceux du portefeuille « dégradation des terres », où il est nécessaire de mettre en place des mécanismes pour utiliser les connaissances existantes sur les meilleures pratiques dans la conception des projets et de partager les enseignements tirés pendant et après leur mise en œuvre. Le Secrétariat du FEM, en étroite collaboration avec le réseau mondial (Aperçu mondial des approches et technologies de conservation - WOCAT), encourage les agences de mise en œuvre et d'exécution des projets à utiliser la base de données WOCAT, le cas échéant, en particulier pour les projets appliquant des pratiques de gestion durable des terres. Un lien

[14] https://www.thegef.org/documents/gef-announces-support-eligible-country-parties-unccd-reporting-gef-8

	direct vers la base de données WOCAT a été établi sur le site Web du FEM.
Prend note avec satisfaction de l'engagement pris par le Fonds pour l'environnement mondial de lancer et d'appuyer l'Initiative de la Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel et lui *demande* de continuer d'apporter son soutien et de nouer des partenariats;	Noté avec satisfaction. Au cours de la période considérée, le FEM a investi 87 millions de dollars dans le programme « Approche de transformation des investissements à grande échelle, soutenant la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille verte (TALSISI-GGWI) » (GEF ID 11455) qui associe plusieurs sources de financement internes, y compris des ressources provenant de la Caisse du FEM et du Fonds pour les PMA. L'approche du programme est alignée sur la vision et les éléments clés de la stratégie d'accélération de la Grande Muraille verte proposée sous la direction de la CNULD, permettant une approche coordonnée avec le Fonds vert pour le climat (FVC) et d'autres partenaires pour faire avancer cette initiative.
Demande au Fonds pour l'environnement mondial de soutenir l'Initiative de la Grande Muraille verte pour l'Afrique australe ;	Le Secrétariat du FEM coopère avec le Mécanisme mondial et d'autres partenaires clés sur l'engagement en amont avec la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). Lors d'une manifestation parallèle organisée en marge de l'Assemblée du FEM, en août 2023, le Secrétariat du FEM a annoncé qu'il était prêt à contribuer à l'avancement de l'initiative de la Grande Muraille du Sud par le biais d'un projet de moyenne envergure de 2,25 millions de dollars, qui est en cours d'élaboration et devrait être soumis pour examen au cours du second semestre de 2024.
Invite le Fonds pour l'environnement mondial à aligner davantage l'application de la stratégie du DIDT sur les objectifs de la Convention afin de permettre aux pays de mettre en œuvre leurs priorités en matière de désertification/dégradation des terres et de sécheresse, en particulier par la gestion durable des terres et la restauration des terres dégradées ;	La stratégie du DIDT de FEM-8 est toujours pleinement alignée sur la stratégie et les objectifs de la CNULD. Elle accorde en outre une plus grande attention à l'atténuation de la sécheresse en incluant cet enjeu dans l'énoncé de ses objectifs et par le biais d'un domaine d'intervention spécifique, l'objectif DT-3, afin d'offrir aux pays de meilleures possibilités de s'attaquer aux problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse, en particulier dans les zones arides.

Demande au Fonds pour l'environnement mondial d'appuyer, dans le cadre de son mandat, la mise en œuvre des plans nationaux de lutte contre la sécheresse et d'autres politiques relatives à la sécheresse, notamment le renforcement des systèmes d'alerte précoce, de prévention, d'atténuation et de redressement, de remise en état et de suivi, et le renforcement des capacités ;	Les résultats d'une analyse interne indiquent que le FEM a investi environ 608,84 millions de dollars dans 108 projets et programmes liés à l'atténuation de la sécheresse et à l'adaptation à ses effets depuis FEM-1 (1994). Le portefeuille englobe 60 pays différents de toutes les annexes de la CNULD ainsi que des projets/programmes régionaux et mondiaux. Ce portefeuille est financé par trois participants : la Caisse du FEM, le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial, ainsi que par une combinaison de ces trois fonds fiduciaires. Les contributions des domaines d'intervention « changements climatiques », « dégradation des terres », « eaux internationales » et « diversité biologique » assurent la pleine intégration du portefeuille. La stratégie du DIDT de FEM-8 contribue, dans les limites de son mandat, à donner aux pays la possibilité de mettre en œuvre leurs plans nationaux de lutte contre la sécheresse et d'autres politiques connexes. Les chapitres 2 et 5 du présent rapport contiennent des informations plus détaillées sur l'appui du FEM aux efforts d'atténuation des effets de la sécheresse et d'adaptation à ses effets.
Invite le Fonds pour l'environnement mondial à évaluer, dans le cadre de son mandat, la possibilité de créer un domaine d'intervention « sécheresse » pour rendre celle-ci plus visible et accroître les ressources financières qui lui sont allouées ;	Le Secrétariat du FEM, en consultation avec diverses parties prenantes et sur la base d'une évaluation de l'appui historique et actuel aux projets et programmes liés à la sécheresse, comme indiqué ci-dessus, a conclu que la création d'un domaine d'intervention « sécheresse » n'était ni faisable ni utile pour accroître la visibilité et les ressources financières allouées à la lutte contre la sécheresse. Il propose plutôt de poursuivre l'approche intégrée du financement des projets et programmes liés à la sécheresse par le biais des différents guichets de financement du FEM et d'accroître la visibilité et les ressources financières par le biais d'options de programmation améliorées dans FEM-9, lesquelles seront examinées lors des négociations sur la reconstitution des ressources dans le cadre de la stratégie de programmation de FEM-9. En outre, toute modification du nom du domaine d'intervention, par exemple « Dégradation des

	terres, désertification et sécheresse », visant à accroître la visibilité de cet enjeu, nécessiterait des délibérations et l'approbation du Conseil. De tels changements toucheraient également l'instrument du FEM et nécessiteraient l'approbation de la prochaine Assemblée du FEM, suite à une décision du Conseil.
Engage le Fonds pour l'environnement mondial à continuer de renforcer les moyens de tirer parti des possibilités de synergie entre les conventions de Rio et les autres accords pertinents relatifs à l'environnement, compte tenu de leurs mandats et de leurs objectifs respectifs, ainsi qu'avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030 au niveau de la mise en œuvre, notamment en encourageant la collaboration entre ses centres de liaison nationaux, les conventions de Rio et les autres accords pertinents relatifs à l'environnement ;	Bien noté. Le FEM continue d'offrir ces possibilités par l'intermédiaire des programmes intégrés de FEM-8, qui encouragent les pays à respecter les engagements pris au titre de plusieurs conventions. La programmation de FEM-8 favorise également la cohérence des politiques au sein des pays, notamment en encourageant la coopération intersectorielle et la collaboration entre les points focaux nationaux. Par ailleurs, tous les points focaux pour les Conventions et tous les points focaux des opérations du FEM sont invités à participer aux ateliers de dialogue national et aux ateliers de consultation élargie pour faciliter le processus de collaboration et exploiter les possibilités de synergie entre les Conventions de Rio.
Invite le Fonds pour l'environnement mondial à lui rendre compte de l'application de la présente décision dans le prochain rapport qu'il lui soumettra, à sa seizième session.	Prière de s'en référer au présent rapport.

CHAPITRE 2 : ÉTAT DU PORTEFEUILLE DE PROJETS DU FEM DANS LE DOMAINE D'INTERVENTION « DEGRADATION DES TERRES »

Programmation des ressources du FEM au cours de la période considérée

18. Au cours de la période considérée, 201 projets ont été approuvés aux fins de financement sur les ressources du DIDT et d'autres guichets associés de la Caisse du FEM : 8 activités habilitantes, 20 projets indépendants du DIDT, et 173 projets multisectoriels. Les ressources investies par le FEM dans ces projets s'élèvent au total à 1 582,76 millions de dollars (voir tableau 2).

Tableau 2 : Ressources de la Caisse du FEM consacrées au DIDT au cours de la période considérée (janvier 2022 – juin 2024)

Type de projet	Nombre de projets	Financement du FEM[15] [millions de dollars]	Total des ressources du FEM[16] [millions de dollars]	Cofinancement[17] [millions de dollars]
Activités habilitantes	8	15,46	16,93	0,00
Projets indépendants du DIDT	20	74,96	84,16	776,87
Total des projets multisectoriels	173	1 330,37	1 481,67	11 687,77
Dont : « dégradation des terres »	*173*	*333,42*	*372,14*	-
Total de l'allocation du DIDT	201	423,84	473,23	-
Total général	**201**	**1 420,80**	**1 582,76**	**12 464,64**

[15] Le « financement du FEM » englobe les ressources consacrées par le FEM à l'exécution des projets, à l'exclusion des ressources précédemment approuvées pour la préparation des projets et des commissions des entités d'exécution.

[16] Le « total des ressources du FEM » comprend les financements alloués aux projets par le FEM, les financements approuvés pour la préparation de projets (PPG) et l'ensemble des commissions de gestion des entités d'exécution.

[17] Le « cofinancement » s'entend du financement qui vient s'ajouter au financement de projet du FEM et qui étaye la mise en œuvre d'un projet ou d'un programme financé par le FEM et la réalisation de son (ses) objectif(s). Voir le document intitulé *Politique de cofinancement mise à jour 2018*, Document du Conseil, GEF/C.54/10/Rev.01. Noter que les montants de cofinancement sont des totaux qui ne sauraient être associés à des ressources des domaines d'intervention dans les projets multisectoriels.

19. Le tableau 2 indique que 16,93 millions de dollars des ressources du DIDT ont servi aux activités habilitantes au titre de la CNULD, que 84,16 millions de dollars ont été consacrés aux projets indépendants du DIDT et que 372,14 millions de dollars ont été consacrés aux projets multisectoriels. Au total, les financements consacrés au DIDT au cours de la période considéré se sont établis à 473,23 millions de dollars.

20. Une somme de 372,14 millions de dollars, soit 78,6 % des ressources du DIDT, a servi à l'exécution de projets multisectoriels combinant les ressources de ce domaine d'intervention à celles consacrées à d'autres domaines (« diversité biologique », « changements climatiques », « eaux internationales », « produits chimiques et déchets »), ainsi qu'à des incitations supplémentaires fournies au travers des programmes intégrés de FEM-8, le Programme de microfinancements et le programme mondial de financements mixtes. Les ressources du FEM consacrées aux projets multisectoriels s'élèvent à 1 481,67 millions de dollars, dont 372,14 millions provenaient des ressources du DIDT et 1 109,53 millions venaient d'autres guichets de financement de la Caisse du FEM. Cela signifie que chaque dollar des ressources du DIDT alloué aux projets multisectoriels a mobilisé 2,34 dollars provenant d'autres domaines d'intervention du FEM et de mécanismes d'incitation poursuivant plusieurs objectifs.

Tableau 3 : Ressources de la Caisse du FEM consacrées au domaine d'intervention « dégradation des terres », par période de reconstitution (janvier 2022 – juin 2024)

Période	Type de projet	Nombre de projets	Financement du FEM [millions de dollars]	Total des ressources du FEM [millions de dollars]	Cofinancement (millions de dollars)
Janvier – juin 2022 (FEM-7)	Activités habilitantes	7	13,52	14,80	0,00
	Projets indépendants du DIDT	8	16,02	18,10	58,73
	Projets multisectoriels	9	23,62	26,55	98,36
	Dont : « dégradation des terres »	*9*	*10,42*	*11,74*	-
Total partiel		***24***	***53,16***	***59,45***	***157,09***
Dont : « dégradation des terres »		***24***	***39,96***	***44,64***	**-**
Juillet 2022 – juin 2024 (FEM-8)	Activités habilitantes	1	1,94	2,13	0,00
	Projets indépendants du DIDT	12	58,94	66,06	718,14

	Projets multisectoriels	164	1 306,76	1 455,12	11 589,41
	Dont : « dégradation des terres »	*164*	*323,00*	*360,40*	-
Total partiel		***177***	***1 367,64***	***1 523,31***	***12 307,55***
Dont : « dégradation des terres »		***177***	***383,88***	***428,59***	**-**
Total général		**201**	**1 420,80**	**1 582,76**	**12 464,64**
Dont : « dégradation des terres »		**201**	**423,84**	**473,23**	**-**

21. Comme le montre le tableau 3, la période faisant l'objet du présent rapport couvre les six derniers mois du cycle de reconstitution des ressources de FEM-7 (1er janvier 2022 – 30 juin 2022) et les deux premières années du cycle de reconstitution des ressources de FEM-8 (1er juillet 2022 – 30 juin 2024). Au cours des six derniers mois de FEM-7, le solde du financement alloué au DIDT de 44 64 millions a été programmé, y compris le financement de l'activité habilitante pour le cycle de présentation des rapports de la CNULD de 2022. L'état d'avancement de la programmation de FEM-7 a été communiqué à la quinzième Conférence des Parties à Abidjan[18] ; il s'établissait déjà à 94,0 % six mois avant la conclusion de FEM-7. La programmation du solde au cours des six derniers mois de la période FEM-7 a permis d'atteindre un taux d'utilisation de 100 % au cours de cette période.

22. Au cours des deux premières années de FEM-8, une activité habilitante, 12 projets indépendants du DIDT et 164 projets multisectoriels ont été financés à même les ressources du DIDT. Cette cohorte de 177 projets représente 1 523,31 millions de dollars de ressources du FEM, dont une part de 428,59 millions de dollars pour le DIDT. Il convient de noter que la programmation des deux premières années de FEM-8 a été remarquablement solide, avec un taux d'utilisation global de 59,1 % de l'ensemble des ressources de la Caisse du FEM et de 69,3 % des ressources du DIDT.

23. Pour FEM-8, le montant moyen du financement de projets par le FEM est de 5,51 millions de dollars pour les projets indépendants du DIDT et de 8,87 millions de dollars pour les projets multisectoriels. Ainsi, l'approche multisectorielle permet aux pays de s'attaquer à plusieurs problèmes environnementaux mondiaux sur une plus grande échelle que les projets du DIDT.

24. Un financement total du FEM de 1 420,80 millions de dollars a permis de mobiliser 12 464,64 millions de dollars supplémentaires à titre de cofinancement, soit un ratio de 8,77 dollars mobilisés pour chaque dollar financé par le FEM pour la période considérée. C'est

[18] Rapport du Fonds pour l'environnement mondial sur le financement des programmes et projets concernant la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. ICCD/CRIC(20)/4.

légèrement mieux que la cible de 8 dollars de cofinancement pour chaque dollar investi fixée pour l'ensemble du portefeuille de FEM-8.

Programmation par objectif du domaine d'intervention pour FEM-8

25. La stratégie de FEM-8 dans le DIDT (2022–2026) comporte quatre objectifs de programmation (DT : Dégradation des terres) et un objectif qui consiste à aider les parties prenantes nationales à rendre compte des activités habilitantes (AH) menées au titre de la CNULD :

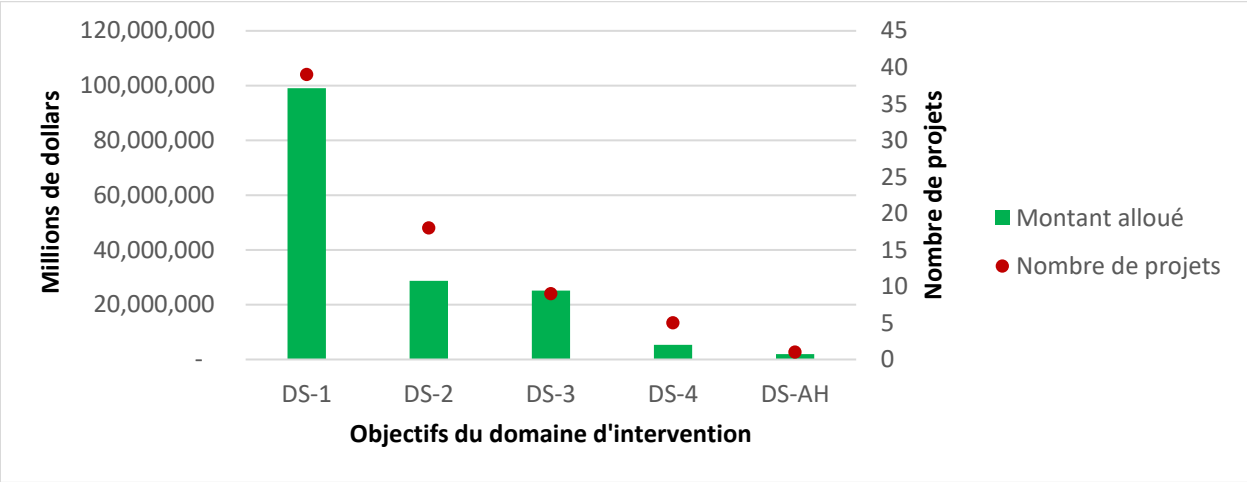
- **DT-1** : éviter et réduire la dégradation des terres en appliquant des mesures de gestion durable des sols ;
- **DT-2** : inverser la dégradation des terres en appliquant des mesures de restauration des paysages ;
- **DT-3** : s'attaquer aux problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse, en particulier dans les zones arides ;
- **DT-4** : améliorer le cadre des politiques et instruments habilitants pour atteindre la NDT ;
- **DT-AH** : aider les pays à s'acquitter des obligations qui leur incombent dans le cadre de la convention en mettant l'accent sur la communication des résultats et sur la formulation de stratégies et de plans nationaux

Les projets peuvent viser un ou plusieurs de ces objectifs, chacun avec des montants de financement spécifiques, et les pays décident de leurs priorités de programmation sur la base des stratégies et des plans nationaux, des contextes spécifiques et des investissements antérieurs réalisés.

26. Une portion de 160,27 millions de dollars des ressources du DIDT[19] est précisément destinée à la réalisation des objectifs du DIDT dans FEM-8.

[19] Veuillez noter que seuls les financements destinés au DIDT visent directement les objectifs du domaine d'intervention. Les ressources consacrées au frais des entités d'exécution et à la préparation des projets ne sont pas comprises.

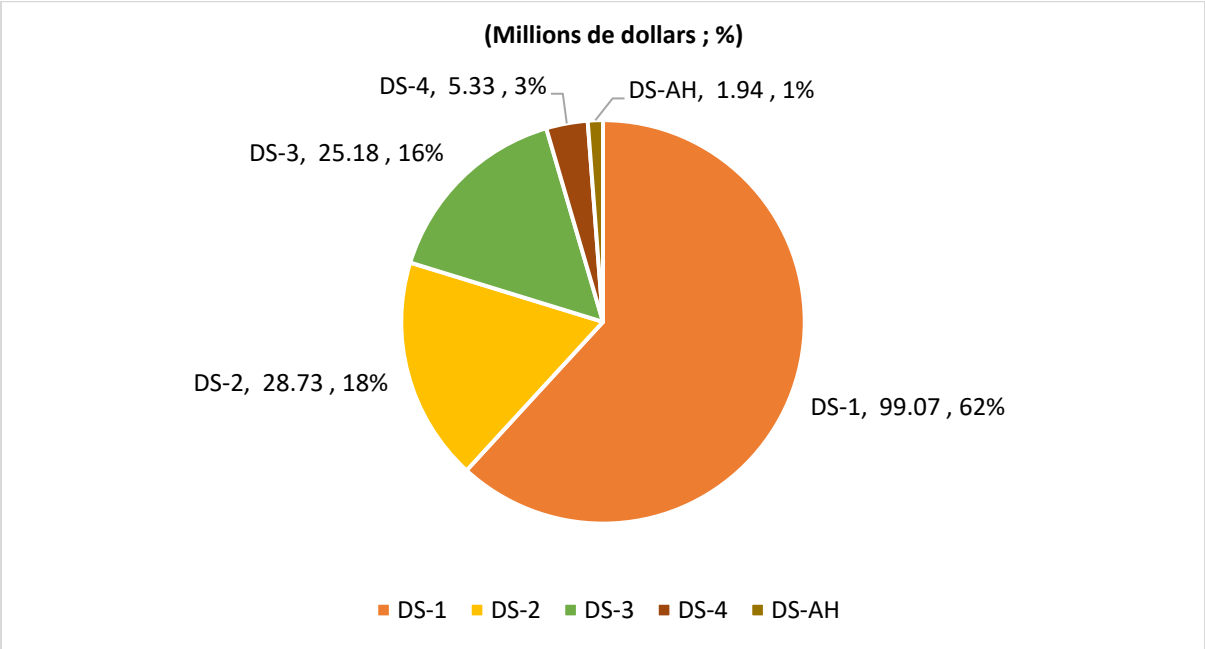
Graphique 1a : Programmation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » par objectifs pour FEM-8 (juillet 2022 – juin 2024)



27. Comme le montre le graphique 1a, l'objectif DT-1 a bénéficié de la part la plus importante du portefeuille de financement des projets, soit 99,07 millions de dollars programmés au titre de 39 projets, suivi de l'objectif DT-2, avec 28,73 millions de dollars programmés au titre de 18 projets, de l'objectif DT-3, avec 25,18 millions de dollars programmés au titre de 9 projets, de l'objectif DT-4, avec 5,34 millions de dollars programmés au titre de 5 projets, et de l'objectif DT-AH, avec 1,94 million de dollars programmés au titre de 3 projets. La plupart des projets s'intéressent à plus d'un des objectifs du domaine d'intervention, particulièrement les projets de grande envergure qui appliquent des approches paysagères à cette fin. Ces montants programmés excluent les frais des entités d'exécution et les financements pour la préparation des projets, qui ne peuvent pas être imputés aux objectifs précis du domaine d'intervention.

28. Il convient de noter qu'une part de 235,23 millions de dollars des financements destinés au DIDT a été consacrée aux objectifs des programmes intégrés respectifs, répondant aux objectifs spécifiques des programmes intégrés, et ne peut pas être imputée aux objectifs individuels du domaine d'intervention.

Graphique 1b : Proportion des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » par objectif pour FEM-8 (juillet 2022 - juin 2024)



29. Les données du graphique 1b indiquent que les interventions de gestion durable des sols (objectif DT-1) restent au cœur des projets indépendants du DIDT et des projets multisectoriels, 62 % des ressources étant utilisées pour cet objectif. Les objectifs fixés de restauration des paysages (objectif DT-2) suivent avec 18 % des ressources. Ces deux objectifs concernent la mise en œuvre de la NDT, laquelle constitue un aspect prioritaire des investissements dans le DIDT. L'objectif DT-3 représente la part des investissements consacrés à la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse, qui s'établit à 16 %. Il convient cependant de noter que l'objectif DT-1 englobe la gestion des sols tenant compte de la sécheresse dans le cadre des interventions de gestion durable des sols et qu'à ce titre, il contribue également à la lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse. Le cadre de gestion durable de la NDT (objectif DT-4) consacre une part de 3 % au financement des projets du DIDT. Cette part est comparativement faible, car des investissements substantiels ont été réalisés précédemment pour traiter de la neutralité en matière de dégradation des terres dans le cadre de FEM-7. Le reste des financements, soit 1 %, a été utilisé pour une activité habilitante visant à mettre en œuvre la décision de la COP 15 concernant la sécheresse.

30. Sur les neufs projets qui s'attaquent précisément aux problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse, huit sont des projets nationaux menés en Argentine

(GEF ID 11336), au Tchad (GEF ID 11459), à Djibouti (GEF ID 11284), en Gambie (GEF ID 11460), en Irak (GEF ID 11426), au Niger (GEF ID 11463), au Sénégal (GEF ID 11462) et au Turkménistan (GEF ID 11384), et le neuvième est un projet régional multinational mené aux Caraïbes (GEF ID 11390). Les projets menés en Argentine, au Tchad, en Gambie, au Niger et au Sénégal, entre autres activités, fournissent de l'assistance technique et contribuent au renforcement des capacités des administrations nationales et locales pour les aider dans la mise en œuvre des stratégies et des mesures d'atténuation de la sécheresse prévues dans leurs plans nationaux de lutte contre la sécheresse.

Programmation des activités habilitantes

31. Le soutien apporté par le FEM par le biais des activités habilitantes aide les pays à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention en mettant l'accent sur l'établissement de rapports et la formulation de stratégies et de plans nationaux conformes aux décisions de la Conférence des Parties et à la stratégie de la CNULD. Il vise également à faciliter les travaux du Groupe de travail intergouvernemental sur la sécheresse (2022-2024) et à permettre aux Parties à la CNULD de faire le point sur leurs plans nationaux de lutte contre la sécheresse afin de définir leurs stratégies et les moyens de les mettre en œuvre.

32. Au cours de la période considérée, 16,93 millions de dollars de financement d'activités habilitantes ont été approuvés, dont 14,80 millions de dollars débloqués au cours des six derniers mois de FEM-7 (janvier – juin 2022) pour soutenir les pays dans le cadre du cycle de présentation des rapports de la CNULD de 2022. Dans le cadre de FEM-8, un projet mondial intitulé « *Enabling Activities for Implementing UNCCD COP15 Decisions on Drought* » (GEF ID 11481) d'un montant de 2,13 millions de dollars a été approuvé pour faciliter la mise en place de politiques et de partenariats efficaces sur la sécheresse, le recensement et l'évaluation des instruments et cadres mondiaux de gestion de la sécheresse dans le cadre de la Convention, le recensement des besoins de financement pour la réduction des risques de sécheresse et le renforcement de la résilience, et le partage des connaissances et de l'expérience grâce à des outils transformateurs.

33. Dans le cadre de FEM-8, un montant de 23,00 millions de dollars tiré de l'allocation destinée au DIDT a été mis en réserve pour accompagner les activités habilitantes en vue de la mise en œuvre de la CNULD. La majeure partie de ce montant sera mise à la disposition des parties par l'intermédiaire de deux entités d'exécution du FEM, le PNUE et la FAO, avec des options de soutien spécifiques qui ont été décrites en détail dans une annonce faite par le Secrétariat du FEM le 15 août 2024 sur le site Web du FEM[20].

34. Le soutien financier prévu par FEM-8 est de 0,12 million de dollars par pays admissible, y compris les allocations pour frais aux entités d'exécution du FEM. Ce financement est accessible

[20] https://www.thegef.org/documents/gef-announces-support-eligible-country-parties-unccd-reporting-gef-8

jusqu'à deux ans avant la date limite de présentation des rapports au titre de la CNULD en 2026, afin de permettre aux Parties de disposer de suffisamment de temps pour recueillir et analyser les données nécessaires.

35. Outre les financements fournis directement aux pays admissibles, le Mécanisme global de la CNULD s'emploie actuellement à préparer un Programme de soutien mondial (GSP IV) sur le renforcement des capacités des pays Parties en vue du suivi et de l'établissement de rapports au titre de la CNULD (« *Strengthening Capacities of Country Parties for UNCCD Monitoring and Reporting* ») qui sera présenté au Secrétariat du FEM aux fins de financement. Le GSP IV déploiera des efforts complémentaires pour faciliter l'établissement des rapports sur la base d'indicateurs convenus grâce à des outils modernisés et améliorés, renforcer les capacités des pays Parties à rédiger des rapports en s'appuyant sur les indicateurs de la CNULD et permettre à ces pays de suivre et élaborer des moyens intégrés de lutte contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse.

Programmation multisectorielle par le biais des programmes intégrés de FEM-8

36. Dans le cadre des programmes intégrés de FEM-8, sur un total de 199 projets rattachés, 122 projets multisectoriels et 3 projets indépendants ont utilisé les ressources du DIDT pour un montant total de 262,58 millions de dollars, soit 15,8 % de l'enveloppe totale de financement des programmes intégrés.

37. Le tableau 4 présente les 11 programmes intégrés de FEM-8 et l'ensemble des projets y afférents, les projets financés au titre du DIDT, la part des ressources du DIDT consacrée au programme correspondant, y compris les ressources des autres domaines d'intervention, et la proportion des ressources totales du programme consacrée au DIDT. Les ressources consacrées au DIDT sont utilisées dans 9 des 11 programmes, et par 125 des 199 projets.

Tableau 4 : Programmation des projets multisectoriels à travers les programmes intégrés de FEM-8

Programme intégré de FEM-8	Nombre total de projets	Nombre de projets bénéficiant de ressources du DIDT	Ressources du DIDT [millions de dollars]	Ressources provenant d'autres domaines d'intervention	Ressources totales du FEM [millions de dollars]	Proportion des ressources du DIDT [%]
Systèmes alimentaires	33	24	65,73	215,78	281,51	23,3
Restauration des écosystèmes	21	18	48,38	156,66	205,04	23,6

Îles bleues et vertes	16	14	37,20	98,43	135,63	27,4
Biomes de forêts essentiels	33	24	35,44	271,13	306,57	11,6
Villes durables	21	17	32,94	136,54	169,48	19,4
Conservation des espèces sauvages pour le développement	16	11	16,26	134,05	150,31	10,8
Accélérateur carboneutre et positif pour la nature	13	12	13,93	96,04	109,97	12,7
Création d'une infrastructure de transport verte	6	2	6,62	20,22	26,84	24,7
Océans propres et sains	15	3	6,08	106,29	112,37	5,4
Solutions circulaires à la pollution par les plastiques	16	-	-	107,94	107,94	0,0
Élimination des substances chimiques dangereuses	9	-	-	51,31	51,31	0,0
Total général	**199**	**125**	**262,58**	**1 394,39**	**1 656,97**	**15,8**

38. Quatre programmes peuvent être considérés comme très pertinents pour le DIDT i) Systèmes alimentaires ; ii) Restauration des écosystèmes ; iii) Îles bleues et vertes ; iv) biomes de forêts essentiels. Ces programmes s'attaquent tous aux principaux facteurs de dégradation de l'environnement, font la promotion de la NDT, catalysent la transformation vers des systèmes alimentaires durables, génèrent de multiples avantages environnementaux et socio-économiques grâce à la restauration des terres dégradées, appliquent à grande échelle des solutions fondées sur la nature qui soutiennent le développement socio-économique, et investissent dans la conservation et la gouvernance efficace des biomes forestiers essentiels qui maintiennent la santé de la planète et le flux des services écosystémiques vitaux. Les programmes de restauration des écosystèmes et des îles bleues et vertes ont également intégré la résilience à la sécheresse dans leur approche.

39. En outre, les programmes v) Villes durables, vi) Conservation des espèces sauvages pour le développement, vii) Accélérateur carboneutre et positif pour la nature, viii) Création d'une infrastructure de transport verte et ix) océans propres et sains contribuent tous dans une

certaine mesure à la réalisation des objectifs du DIDT, principalement en faisant progresser les approches systémiques vers des villes résilientes au changement climatique, en préservant la faune et les paysages en transformant les facteurs de disparition des espèces, en accélérant la mise en œuvre de voies de développement positives et carboneutres pour la nature, en élaborant des portefeuilles de projets d'infrastructures de transport qui intègrent la durabilité et évitent la dégradation des terres dès le départ, et en réduisant la pollution côtière due aux effluents agricoles.

40. Les neuf programmes intégrés utilisant les ressources du DIDT sont décrits en détail à l'annexe 3, laquelle présente également une liste des projets utilisant les ressources de ce domaine d'intervention dans le cadre de chacun des programmes.

Programmation multisectorielle à travers d'autres programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres »

41. Outre les programmes intégrés, le FEM-8 a approuvé deux programmes appartenant au DIDT et 12 projets rattachés à ce domaine. Les deux programmes du DIDT sont l'« Approche de transformation des investissements à grande échelle, soutenant la mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille verte (TALSISI-GGWI) » (GEF ID 11455), et le « Programme sur les liens entre l'eau et la terre en Asie centrale » (CAWLN) qui a pour but de restaurer les écosystèmes des bassins de l'Amou-Daria et du Syr-Daria, de renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et d'accroître la résilience et d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales (GEF ID 11378). Ces deux programmes investissent 73,29 millions de dollars de ressources de la Caisse du FEM, y compris 34,67 millions de dollars de ressources du portefeuille du DIDT.

42. Les deux programmes apportent un appui notable à la mise en œuvre de cibles volontaires de NDT dans les pays participants. Le programme TALSISI-GGWI s'harmonise de près avec la vision et les éléments clés de la stratégie d'accélération proposée du projet de la Grande Muraille verte appliquée sous l'impulsion de la CNULD. Globalement, le programme offre la possibilité de tirer parti de l'élan donné dans la région de la Grande Muraille verte et de catalyser une transformation holistique grâce à une approche intégrée visant à renforcer l'adaptation et la gestion durable des terres dans cette région en s'appuyant sur une base solide et un leadership politique de plus en plus solide, en renforçant la cohérence des politiques et en encourageant les partenariats entre les différents acteurs et parties prenantes aux niveaux régional, national et local.

43. Le programme CAWLN a pour objectif d'améliorer les approches et la mise en œuvre axées sur les liens entre l'eau et la terre afin de renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau, d'accroître la résilience et d'améliorer les moyens de subsistance des populations rurales dans les bassins de l'Amou-Daria et du Syr-Daria. Il soutient une approche transformatrice pour gérer les sources d'eau partagées au niveau régional ainsi que la transformation des pratiques nationales des cinq pays participants pour renforcer la sécurité de l'approvisionnement en eau et améliorer le statut et l'état des terres. Les deux programmes sont décrits plus en détail à

l'annexe 3, laquelle présente également une liste des projets utilisant les ressources de ce domaine d'intervention dans le cadre de chacun des programmes.

Programme de microfinancements

44. Le Programme de microfinancements (SGP) est un programme institutionnel du FEM mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et à compter de la période de FEM-8, par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et par Conservation International (CI)[21]. Ce programme fournit des financements aux organisations de la société civile (OSC), aux organisations de proximité et aux groupes autochtones pour appuyer les initiatives communautaires et pour s'attaquer à des problèmes environnementaux à caractère mondial grâce à un mécanisme décentralisé d'exécution des projets au niveau des pays. Il est conçu pour promouvoir des actions ascendantes auprès des OSC et des organisations de proximité, notamment les femmes, les populations autochtones, les jeunes et les populations marginalisées et vulnérables et pour leur donner les moyens de faire face aux enjeux environnementaux mondiaux.

45. Le FEM a approuvé 67,50 millions de dollars de financements de base au cours de la période couverte par le présent rapport sur le budget institutionnel de FEM-8. Une deuxième tranche de 87,50 millions de dollars devrait être approuvée plus tard au cours du cycle de programmation de FEM-8.

46. Outre les financements de base, les pays peuvent utiliser les ressources qui leur sont allouées au titre du STAR pour compléter les investissements du programme de base. Le montant total des ressources approuvées au titre du STAR pour le Programme de microfinancements durant la période considérée était de 70,04 millions de dollars, dont 15,93 millions de dollars utilisés par 56 pays sur leurs allocations au titre du STAR dans le DIDT. Les ressources du DIDT ont été utilisées à l'appui de la gestion durable des écosystèmes agricoles et des zones d'activité productive, où la détérioration des services et des biens écosystémiques compromet les moyens de subsistance des populations locales. Le Programme de microfinancements (GEF ID 11285) est décrit en détail à l'annexe 3.

Programme de financement mixte

47. Depuis 2008, le FEM et ses entités d'exécution ont utilisé avec succès un large éventail d'instruments hors aides directes comme les prêts, les fonds propres et les garanties pour attirer les investissements du secteur privé et produire des effets positifs sur l'environnement mondial en dehors de son modèle opérationnel normal. Il a lancé le Programme pilote sur l'utilisation des instruments financiers autres que les aides directes au cours de la période FEM-6, suivi par le Programme relatif aux instruments financiers autres que les aides directes (NGI) de FEM-7 qui a mis en place un processus de sélection concurrentiel utilisant des appels à propositions périodiques. Le FEM-8 ajoute le programme de financement mixte[22] qui s'inscrit

[21] https://www.thegef.org/what-we-do/topics/gef-small-grants-programme

[22] https://www.thegef.org/what-we-do/topics/blended-finance

dans la foulée du programme NGI et porte l'enveloppe de financement à 196,00 millions de dollars. Ce programme permet au FEM de promouvoir l'innovation, d'éliminer les risques des structures financières et d'accélérer le recours aux financements mixtes pour améliorer l'état de l'environnement mondial et dynamiser les investissements du secteur privé et des marchés financiers aux niveaux mondial et national, dans le droit fil des objectifs retenus dans les domaines d'intervention et les programmes intégrés.

48. Au cours de la période considérée, deux projets de financement mixte représentant un investissement total du FEM de 21,57 millions de dollars ont répondu précisément aux objectifs DT-1 et DT-2 du DIDT avec un investissement de 11,63 millions de dollars. Les projets à financement mixte sont mentionnés à l'annexe 1 et brièvement décrits à l'annexe 3.

49. Le projet à financement mixte intitulé « Fonds de capital naturel : Investir dans des entreprises agroalimentaires respectueuses de la nature en Asie et dans le Pacifique » (*Natural Capital Fund (NCF): Investing in Nature-Positive Agri-Food Enterprises in Asia and the Pacific* (GEF ID 11062) est particulièrement novateur, cherchant à mobiliser des sources de capitaux catalytiques pour investir dans les petites et moyennes entreprises (PME) et les fournisseurs de technologie qui mettent en œuvre des projets de systèmes agroalimentaires climato-intelligents aptes à protéger, restaurer et utiliser durablement le capital naturel. Le Fonds de capital naturel est un fonds de financement mixte catalytique de 650 millions de dollars conçu pour soutenir la transformation des systèmes agroalimentaires (augmentation de la productivité, amélioration de la résilience et réduction des émissions de GES) qui protègent, restaurent et utilisent durablement le capital naturel dans les pays membres en développement de la Banque asiatique de développement (BAsD). Le projet fera du FEM un investisseur de référence pour le fonds et encouragera également la préparation de projets pour les petits exploitants afin de créer une réserve de projets admissibles à l'investissement. Il permettra de restaurer 1 600 000 hectares de terres et d'améliorer les pratiques sur 1 000 000 hectares, tout en évitant l'utilisation de plus de 1 000 tonnes de produits chimiques et de plastiques agricoles. Il bénéficiera à 300 000 personnes (51 % de femmes).

50. Le projet à financement mixte intitulé « Fonds d'opportunités Yield Lab I : Accélération des progrès technologiques et de l'innovation locale pour des systèmes alimentaires durables et décarbonés dans la région Amérique latine et Caraïbes » (*Yield Lab Opportunity Fund I: Accelerating technology and local innovation for sustainable and decarbonized food systems in Latin America and the Caribbean*) (GEF ID 11066) fournira un investissement en capital spécialisé ainsi qu'un soutien stratégique et un mentorat pour les entreprises dans les premières phases critiques d'investissement et renforcera leurs capacités à élaborer des solutions durables pour les cultures intensives en Amérique centrale, au Mexique et dans les Caraïbes, ainsi que pour l'élevage, l'agriculture et l'aquaculture en Amérique du Sud et dans la région des Andes. Le projet financera et encadrera un portefeuille de 30 entreprises naissantes du secteur de l'agrotechnologie qui recevront des fonds propres et un soutien spécialisé à hauteur de 2 millions de dollars, avec possibilité d'investissements supplémentaires lors de cycles ultérieurs et d'actifs stratégiques dans le processus de croissance et de régionalisation de l'entreprise. Le fonds d'opportunités Yield Lab I devrait avoir des effets bénéfiques sur

l'environnement mondial en favorisant des pratiques axées sur la biodiversité, et inverser la tendance à la dégradation des terres en soumettant 11 550 000 hectares de paysage à des pratiques améliorées, en évitant l'émission de 29,7 millions de tonnes de CO_2e, et en éliminant 15 680 tonnes métriques de pesticides très dangereux. Le fonds bénéficiera à 200 000 personnes.

Tendances géographiques des programmes du DIDT

51. Le portefeuille du DIDT compte 168 projets nationaux réalisés dans 107 pays répartis sur l'ensemble des cinq régions visées par les annexes de la CNULD – Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes, Europe centrale et orientale, et Méditerranée septentrionale – ainsi que 23 projets mondiaux et 10 projets régionaux (voir tableau 5). Le montant total de ressources programmées par le FEM pour la période considérée s'élève à 1 582,76 millions de dollars, dont 1 208,33 millions sont directement alloués à des projets nationaux menés dans les cinq régions de la CNULD, et 374,43 millions sont programmés au titre des projets mondiaux et régionaux.

Tableau 5 : Financement des projets du FEM par région des annexes de la CNULD durant la période considérée

Région	Nombre de projets	Financements du FEM [millions de dollars]	Ressources totales du FEM [millions de dollars)	Part des ressources du FEM [%]	Cofinancements millions de dollars]
Afrique	81	513,08	573,87	36,1	6 581,12
Asie	43	281,89	315,52	19,8	1 969,28
Amérique latine et Caraïbes	36	248,55	277,66	17,5	1 661,44
Méditerranée septentrionale	2	6,06	6,83	0,4	41,66
Europe centrale et orientale	6	30,78	34,45	2,2	300,03
Projets mondiaux	23	256,82	281,78	18,1	532,80
Projets régionaux	10	83,62	92,65	5,9	1 378,31
Total	**201**	**1 420,80**	**1 582,76**	**100,0**	**12 464,64**

Région Afrique

52. Pour la période couverte par le présent rapport, la région Afrique obtient la plus grande part (36,1 % des ressources de programmation du FEM avec un total de 573,87 millions de

dollars répartis entre 81 projets nationaux réalisés dans 47 pays : Algérie, Angola, Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Rwanda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Tchad, Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe. Pour de plus amples détails, veuillez-vous reporter à l'annexe 1.

53. En outre, la région Afrique bénéficie de deux programmes régionaux : le programme intégré des biomes de forêts essentiels, qui comporte deux sous-programmes réalisés dans le bassin du Congo et dans les forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest, et le programme TALSISI-GGWI (GEF ID 11455).

Région Asie

54. Avec 43 projets en cours pour un financement total du FEM de 315,52 millions de dollars, le portefeuille Asie est le deuxième en termes d'importance (19,8 %) pour la période considérée. Il compte des projets dans 29 pays : Bhoutan, Cambodge, Chine, Indonésie, Îles Salomon, Irak, Kazakhstan, Liban, Malaisie, Maldives, Micronésie, Mongolie, Nauru, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République kirghize, RDP lao, Sri Lanka, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Turkménistan, Vanuatu, Viet Nam et Yémen. Pour de plus amples détails, veuillez vous reporter à l'annexe 1.

55. La plupart des projets réalisés en Asie concernent la mise en œuvre de la NDT et intègrent des composantes de gestion durable des sols et de restauration. Le portefeuille de l'Asie compte aussi 7 projets dans des petits États insulaires en développement. La région bénéficie en outre de plusieurs projets et programmes régionaux comme le « Programme sur les liens entre l'eau et la terre en Asie centrale » (CAWLN) qui investit dans la restauration des écosystèmes, l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et le renforcement de la résilience (GEF ID 11378), et le « Fonds de capital naturel : Investir dans des entreprises agroalimentaires respectueuses de la nature en Asie et dans le Pacifique » (GEF ID 11062).

Région Amérique latine et Caraïbes

56. La région Amérique latine et Caraïbes (LAC) est représentée par 36 projets pour la période couverte par le présent rapport, pour un financement total du FEM de 277,6 millions de dollars (17,5 %) dans 23 pays : Argentine, Belize, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Équateur, El Salvador, Grenade, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Suriname, Trinité-et-Tobago Uruguay et Venezuela. Pour de plus amples détails, veuillez vous reporter à l'annexe 1.

57. Le portefeuille comprend principalement des projets multisectoriels mobilisant des ressources du domaine d'intervention « diversité biologique » pour améliorer la gestion intégrée des paysages forestiers à grande échelle. La région LAC bénéficie en outre de deux

investissements régionaux au titre du programme intégré « biomes de forêts essentiels », dans les forêts d'Amazonie et du couloir méso-américain, ainsi que de la phase 2 de l'« Initiative régionale multipays de gestion des sols pour une restauration intégrée des paysages et des systèmes alimentaires résilients (CSIDS-SOILCARE) dans les petits États insulaires en développement des Caraïbes » (GEF ID 11390), un projet régional auquel participent les pays suivants : Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname et Trinité-et-Tobago.

Région Méditerranée septentrionale

58. Parmi les 12 pays concernés par cette annexe de la CNULD, seuls l'Albanie et la Turquie, peuvent prétendre à un financement du FEM. Au cours de la période considérée, la Turquie a bénéficié de deux projets nationaux ayant engagé 6,83 millions de dollars dans la mise en œuvre du concept de NDT et dans la promotion de systèmes alimentaires durables. Pour de plus amples détails, veuillez-vous reporter à l'annexe 1.

Région Europe et Asie centrale

59. Le portefeuille de la région Europe et Asie centrale compte 6 projets pour une programmation des ressources du FEM d'un montant total de 34,45 millions de dollars (2,2 %) dans 5 pays : Arménie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Moldova et Serbie. La plupart des projets apportent un appui à la mise en œuvre de cibles volontaires de NDT dans ces pays. Pour de plus amples détails, veuillez vous reporter à l'annexe 1.

Programmation régionale et mondiale

60. Durant la période considérée, 374,43 millions de dollars des ressources du FEM ont été programmés au travers de 23 projets mondiaux et 10 projets régionaux. Les 10 projets régionaux ont investi 92,65 millions de dollars des ressources du FEM ; les plus pertinents ont été énumérés ci-dessus sous leurs rubriques respectives.

61. Le montant de 281,78 millions de dollars de ressources du FEM investi dans les 23 projets mondiaux a notamment servi à financer neuf projets des programmes intégrés consacrés à la coordination mondiale et deux des autres programmes du DIDT. Il a aussi servi de source principale de financement du Programme de microfinancements et des huit activités habilitantes menées au titre de la CNULD, qui sont assimilées à des projets mondiaux puisqu'elles sont programmées par le biais de projets-cadres.

CHAPITRE 3 : PROJETS A FINANCEMENTS INTERNES MULTIPLES

62. Le portefeuille du DIDT est financé principalement par la Caisse du FEM, comme indiqué au chapitre 2 du présent rapport. Il bénéficie en outre d'investissements destinés à la gestion durable des sols ainsi qu'à l'atténuation des effets de la sécheresse et à l'adaptation à ces effets provenant d'autres fonds fiduciaires gérés par le FEM : le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial établis en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ces fonds se consacrent à l'adaptation aux changements climatiques, mais compte tenu de l'accent qu'ils mettent sur les systèmes de production et la vulnérabilité des moyens de subsistance, selon les priorités nationales, il est parfois possible de réaliser des synergies avec les projets de gestion durable des sols à travers des projets cofinancés par la Caisse du FEM et le Fonds pour les PMA et/ou le Fonds spécial, ce qui est par conséquent encouragé. Ces synergies sont particulièrement importantes pour s'attaquer aux problèmes induits par la sécheresse, l'atténuation des effets de la sécheresse étant étroitement liée à l'adaptation aux changements climatiques et aux systèmes d'alerte rapide, deux aspects pouvant bénéficier de financements du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial.

63. Au cours de la période couverte par le présent rapport, 6 projets à financements internes multiples ont été approuvés par le Fonds pour les PMA et par le Fonds spécial, qui ont respectivement contribué 45,99 et 3,00 millions de dollars, ces montants étant investis en conjonction avec les ressources de la caisse du FEM déjà mentionnées au chapitre 2. Ces projets sont présentés à l'annexe 2 et font l'objet d'une brève description à l'annexe 3.

64. De plus, le programme TALSISI-GGWI (GEF ID 11455) investit 77,89 millions de dollars (38,71 millions des ressources du Fonds pour les PMA et 39,18 millions des ressources du Fonds spécial), ce qui en fait le plus important programme à financements internes multiples à ce jour. Le programme est en phase avec les domaines thématiques du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial de FEM-8 « agriculture et solutions fondées sur la nature » et « domaines d'action stratégique prioritaires » tels que l'accroissement du financement de l'adaptation, le renforcement de la participation du secteur privé et du transfert de technologies, et la promotion d'une approche pansociétale de l'adaptation au changement climatique. Il contribue par ailleurs à la stratégie du DIDT visant à apporter un appui à la mise en œuvre par les pays participants de cibles volontaires de NDT et de plans nationaux de lutte contre la sécheresse. L'approche du programme correspond de près à la vision et aux principaux éléments de la stratégie d'accélération proposée de la Grande Muraille verte menée sous le leadership de la CNULD. Globalement, le programme offre la possibilité de tirer parti de l'élan donné dans la région de la Grande Muraille verte et de catalyser une transformation holistique grâce à une approche intégrée visant à renforcer l'adaptation et la gestion durable des terres dans cette région en s'appuyant sur une base solide et un leadership politique croissant, en influant sur la cohérence des politiques et en encourageant les partenariats entre les différents acteurs et parties prenantes aux niveaux régional, national et local.

CHAPITRE 4 : REALISATIONS DE LA PROGRAMMATION DE FEM-8

65. Comme indiqué au tableau 6, un montant total de 618,37 millions de dollars a été alloué au DIDT pendant FEM-8. Au total, 428,59 millions de dollars ont été programmés entre le 1er juillet 2022 et le 30 juin 2024. Ce chiffre représente un taux d'utilisation de 69,3 % de l'allocation du DIDT. La programmation dans le DIDT est en bonne voie et ses progrès se comparent à ceux d'autres domaines d'intervention du FEM.

Tableau 6 : État de l'utilisation des ressources du domaine d'intervention « dégradation des terres » pour FEM-8

Poste	Allocation pour FEM-8 (millions de dollars)	Montant total des ressources programmées pour FEM-8 (millions de dollars)	Part de l'allocation utilisée [%]
Total de l'allocation dans le DIDT	**618,37**	**428,59**	**69,3**
Allocation au titre du STAR	**457,72**	**314,33**	**68,7**
DT-1: Gestion durable des sols	76,16	92,98	122,1
DT-2 : Restauration des paysages	43,61	27,01	62,0
DT -3 : Lutte contre les problèmes de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse	76,16	27,98	36,7
DT-4 : Cadre de gestion durable de la NDT	61,94	2,73	4,4
Programmation intégrée	199,85	163,63	81,9
Ressources réservées	**160,65**	**114,26**	**71,1**
Ressources réservées pour les incitations de contrepartie du STAR	66,62	54,54	81,9
Ressources réservées pour la programmation intégrée dans les enceintes mondiales	44,41	44,41	100,0
Ressources réservées pour les activités habilitantes	23,00	2,13	9,2
Ressources réservées pour les projets mondiaux et régionaux	26,62	13,18	49,5

66. La programmation des ressources allouées dans le cadre du STAR est conforme dans une proportion de 68,7 % au taux global d'utilisation. Le tableau 6 indique également les allocations dans chaque domaine d'intervention et dans la programmation intégrée, qui ont été examinées au chapitre 2. Il convient de noter que le montant total de l'allocation du DIDT au titre du STAR, laquelle comprend les montants attribués à chacun des objectifs du DIDT, ne sont que des allocations théoriques et qu'elles dépendent de l'utilisation qu'en font les pays conformément à leurs priorités et à la latitude accordée dans le cadre de la stratégie de FEM-8 en ce qui a trait à l'utilisation des allocations dans l'ensemble des domaines d'intervention couverts par le STAR.

67. Sur les 160,65 millions de dollars de ressources réservés à partir du STAR, 54,54 millions de dollars ont été utilisés pour encourager les pays participant aux programmes intégrés de FEM-8 en ajoutant un financement complémentaire de 25 % à l'allocation au titre du STAR utilisée dans le cadre des programmes intégrés respectifs. En outre, 44,41 millions de dollars ont servi à contribuer aux projets de coordination mondiaux de neuf des 11 programmes intégrés.

68. Sur l'ensemble des 23 millions de dollars mis en réserve spécialement pour les activités habilitantes, seuls 2,13 millions ont été dépensés au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport. Toutefois, le reliquat sera programmé au cours de la période couverte par le prochain rapport afin de faciliter la préparation par les pays des rapports du cycle d'établissement des rapports de 2026.

69. 26,62 millions de dollars ont été réservés pour les projets mondiaux et régionaux de promotion des enjeux thématiques transversaux comme l'innovation, les droits fonciers, l'intégration de la dimension de genre, le renforcement des capacités et le partage des connaissances dans le contexte des objectifs stratégiques du DIDT. Il s'agit en particulier de lier et de coordonner les projets du domaine d'intervention élaborés à l'échelle nationale par l'application d'approches programmatiques comme celle de l'Initiative Grande Muraille verte, en investissant 8 millions de dollars des ressources de réserve dans le programme TALSISI-GGWI" (GEF ID 11465).

CHAPITRE 5 : SUIVI ET EVALUATION DU PORTEFEUILLE

Rapport de suivi du portefeuille et performance globale

70. Le rapport de suivi du FEM (anciennement rapport annuel de suivi du portefeuille) résume les progrès et les performances du portefeuille de projets en cours d'exécution. Il reflète l'approche du FEM en matière de suivi du portefeuille et de rapports sur les résultats, la performance et le financement. Il se caractérise par son orientation stratégique, mettant en évidence les données et les tendances dans les domaines de performance qui intéressent le Conseil du FEM. Les rapports de suivi du FEM pour 2022[23] et 2023[24] ont indiqué que la proportion des projets du DIDT jugés satisfaisants quant à la mise en œuvre et aux résultats était la plus élevée dans les domaines d'intervention du FEM en 2022, et comparable à celle d'autres domaines d'intervention du FEM en 2023. En 2022, 91 % des projets du DIDT ont été jugés de modérément à très satisfaisants quant à l'évolution de leur exécution. Pour ce qui est de la réalisation de leurs objectifs de développement respectifs, 94 % des projets ont été jugés modérément à très satisfaisants. En 2023, ces chiffres ont marqué une baisse pour s'établir à 76 et 78 % respectivement. Toutefois, les perspectives de réalisation des objectifs des projets restent positives. Globalement, 80 % des projets ont affiché des progrès modérément satisfaisants, des progrès plus marqués au chapitre de la mise en œuvre, et se trouvaient en bonne voie de donner les résultats attendus.

71. Les deux rapports de suivi confirment que les mesures permettant d'éviter ou de réduire la dégradation des terres, de restaurer les écosystèmes et de renforcer la résistance à la sécheresse sont des priorités essentielles du FEM. Au cours de la période considérée, 7,4 millions d'hectares de terres et d'écosystèmes ont été remis en état et 4,6 millions d'hectares de paysages ont fait l'objet d'une gestion durable des terres dans le cadre de systèmes de production, ce qui a permis de maintenir et de rétablir les services écosystémiques, de préserver la sécurité alimentaire et d'améliorer les moyens de subsistance.

Degré de réalisation des objectifs institutionnels de FEM-8 concernant le domaine d'intervention « dégradation des terres »

72. Pour la huitième reconstitution des ressources du FEM, l'Institution a actualisé son mécanisme de gestion axée sur les résultats [25] pour mieux refléter les objectifs et les résultats de la programmation intégrée sur l'ensemble des domaines thématiques. Les cibles et indicateurs liés au DIDT sont présentés dans le domaine de résultat « gestion durable et restauration des terres ». Le mécanisme inclut l'indicateur de base « superficie des terres et des écosystèmes en cours de restauration », qui se décline en quatre catégories (terres agricoles, espaces forestiers, prairies naturelles et savanes, et zones humides), et le sous-indicateur

[23] FEM, 2022, *The GEF Monitoring Report*. Document du Conseil GEF/C.63/03.

[24] FEM, 2023, *The GEF Monitoring Report*. Document du Conseil GEF/C.66/03.

[25] FEM, 2022, *Guidelines on the Implementation of the GEF-8 Results Measurement Framework*. Document du Conseil GEF/C.62/Inf.12/Rev.01.

« superficie des paysages sous gestion durable des sols dans les systèmes de production ». Le FEM suit également le nombre de « personnes bénéficiant des investissements dans la gestion durable des terres et la restauration » ventilé par sexe.

73. Le DIDT contribue par ailleurs aux objectifs et résultats du domaine de résultats « réduction des émissions de GES » par le biais du « carbone séquestré ou des émissions évitées dans le secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres affectations des terres (AFOLU) ».

74. La fiche de performance institutionnelle du FEM[26] est le principal rapport sur les progrès réalisés au cours des périodes de reconstitution des ressources du FEM. Elle constitue le principal outil de suivi et de mesure des performances du FEM et de la réalisation de ses priorités stratégiques, présentant les objectifs cumulés des projets et programmes approuvés au cours de chaque cycle de reconstitution des ressources.

75. Les indicateurs de base et sous-indicateurs des résultats attendus dans les domaines de résultats précités sont présentés au tableau 7, assortis des cibles fixées dans tous les projets et programmes approuvés contribuant à ces indicateurs dans FEM-8, de juillet 2022 à juin 2024.

76. Les résultats attendus pour la cible « superficie restaurée » laissent constater des progrès remarquables avec 8,9 millions d'hectares, ou 86,0 %. Le sous-indicateur « superficie des paysages sous gestion durable des sols dans les systèmes de production » affiche des progrès satisfaisants et est en bonne voie d'atteindre 42,5 millions d'hectares, soit 50 % de la cible. Le nombre de personnes bénéficiant des investissements dans la gestion durable des terres et la restauration s'établit à 8,9 millions, dont 4,4 millions de femmes. En outre, les résultats escomptés en ce qui concerne l'accroissement des stocks de carbone représentent 95,3 % de la cible institutionnelle fixée pour FEM-8, à laquelle le carbone séquestré ou les émissions évitées dans le secteur AFOLU contribuent sensiblement avec une réduction des émissions de GES atteignant 1 251,6 millions de tonnes de CO_2e.

Tableau 7 : Indicateurs de base et sous-indicateurs de FEM-8 et leur résonance par rapport aux objectifs du domaine d'intervention « dégradation des terres » (juillet 2022 à juin 2024)

Indicateurs de base/sous-indicateurs	Cible institutionnelle de FEM-8	Cibles provisoires fixées dans les projets/programmes approuvés dans le cadre de FEM-8	Pourcentage de cibles institutionnelles du FEM
Superficie restaurée (millions d'hectares) - Terres agricoles dégradées - Forêts et espaces forestiers	**10,0**	**8,6** 4,1 2,3 1,9	**86,0**

[26] FEM, 2024, GEF-8 Scorecard June 2024.

- Prairies naturelles et savanes - Zones humides		0,3	
Superficie de paysages sous gestion durable des sols dans les systèmes de production [millions d'hectares]	**85,0**	**42,5**	**50,0**
Nombre de personnes bénéficiant des investissements dans la gestion durable des terres et la restauration [millions] - Femmes - Hommes	(l'indicateur est suivi, aucune cible n'a été fixée)	**8,9** 4,4 4,5	(s.o.)
<u>Émissions de gaz à effet de serre atténuées</u> [millions de tonnes de CO_2e] - Carbone séquestré ou émissions évitées dans le secteur AFOLU - Carbone séquestré ou émissions évitées en dehors du secteur AFOLU	**1 850,0**	**1 762,3** 1 251,6 510,7	**95,3**

77. Les indicateurs de base et sous-indicateurs des résultats attendus dans FEM-7 ont déjà été présentés dans le rapport du FEM à la quinzième Conférence des Parties pour la période se terminant le 31 décembre 2021. Pour les six derniers mois de FEM-7 couverts par le présent rapport, les résultats attendus n'ont pas beaucoup changé. La cible de FEM-7 concernant la « superficie restaurée » a été atteinte, voire dépassée, avec 8,2 millions d'hectares ou 137 %. L'indicateur de base « superficie de paysages soumise à des pratiques de gestion améliorées » devrait atteindre la cible fixée de 50 %, le sous-indicateur sur la « gestion durable des sols dans les systèmes de production » contribuant considérablement à cet indicateur de base avec 72,8 millions d'hectares. En outre, les résultats escomptés en ce qui concerne l'accroissement des stocks de carbone ont été atteints, voire dépassés, avec une réduction des émissions de GES de 1 542 millions de tonnes de CO_2e, ou 103 %. S'agissant des bénéficiaires des projets, 78,1 millions de personnes, dont 38,3 millions de femmes et 39,8 millions d'hommes, devraient bénéficier directement des projets et programmes du domaine d'intervention « dégradation des terres » approuvés dans le cadre de FEM-7.

Évaluations indépendantes des activités du FEM dans le cadre du DIDT

78. Le Bureau indépendant d'évaluation (BIE) du FEM a procédé à la première évaluation complète de l'aide apportée par le FEM dans les zones arides fondée sur un portefeuille mondial de 195 projets axés sur cet enjeu. Il a présenté ses conclusions dans un rapport intitulé

« *Strategic Country Cluster Evaluation: GEF Support to Drylands Countries* »[27]. Le portefeuille de projets inclus dans l'évaluation représente 1 077 millions de dollars de financements alloués par le FEM depuis le début de FEM-4, soit 5,2 % du montant total alloué au cours de cette période. Ces 195 projets ont été financés à hauteur de 81 % par la Caisse du FEM, de 6 % par le Fonds pour les PMA, de 1 % par le Fonds spécial et de 12 % par des combinaisons de ces trois fonds. Comme la majeure partie des financements de la Caisse du FEM provient du DIDT, l'étude est très pertinente pour ce domaine d'intervention.

79. Les conclusions du BIE confirment la pertinence de l'aide du FEM et l'attention croissante accordée aux zones arides dans ses stratégies et sa programmation au fil du temps. L'appui du FEM aux zones arides est progressivement passé d'un caractère unique à un caractère multifocal, et d'une approche axée sur les projets à une approche intégrée et programmatique, en particulier par le biais du Programme d'impact sur la gestion durable des zones arides de FEM-7 (GEF ID 10206), qui est fortement aligné sur l'aide apportée aux pays pour atteindre les objectifs volontaires de la NDT dans le cadre de la CNULD. Les conclusions du BIE montrent que le FEM a obtenu de bons résultats dans l'ensemble et qu'il a produit des effets bénéfiques sur l'environnement mondial et des retombées socio-économiques connexes dans les zones arides, et dans une moindre mesure dans les zones pastorales. Elles confirment également que les projets du FEM dans les pays des zones arides ont donné des résultats satisfaisants à un taux comparable à celui de l'ensemble du portefeuille du FEM dans tous les sous-habitats arides et que les projets achevés dans les zones arides ont fait état de retombées environnementales et socio-économiques positives.

80. L'évaluation du BIE comprend quatre recommandations que le FEM prendra en compte dans la mise en œuvre des projets en cours et à venir dans les pays arides : i) veiller à ce que les directives visant à renforcer la cohérence des politiques dans le cadre des opérations du FEM mettent l'accent sur les niveaux infranational et local ; ii) accorder une plus grande attention à l'intégration de la sécurité foncière et de la résolution des conflits pour la gestion des ressources dans la conception des projets et des programmes et dans les théories de changement sous-jacentes ; iii) veiller à ce que la conception des projets et des programmes tienne également compte de la nécessité de favoriser les synergies et d'atténuer les arbitrages entre l'environnement et le développement socio-économique, en accordant l'attention voulue aux effets distributifs ; iv) encourager les entités d'exécution du FEM à fournir des données de suivi au niveau des projets montrant les changements biophysiques associés pour les indicateurs de base pertinents axés sur les régions.

Assistance apportée par le FEM aux efforts d'atténuation de la sécheresse et d'adaptation à ses effets

81. La 15e Conférence des Parties à la CNULD a *invité* le FEM à mieux aligner la mise en œuvre de la stratégie DIDT sur les objectifs de la Convention afin de permettre aux pays de

[27] Bureau indépendant d'évaluation du FEM, 2024, *Strategic Country Cluster Evaluation: GEF Support to Drylands Countries*. Document du Conseil GEF/E/C.66/01.

s'attaquer à leurs priorités en matière de désertification, de dégradation des terres et de sécheresse, notamment par le biais d'une gestion durable des terres et de la restauration des terres dégradées, et a *demandé* au FEM de soutenir, dans les limites de son mandat, la mise en œuvre des aspects pertinents des plans nationaux de lutte contre la sécheresse et des autres activités connexes, notamment en renforçant les dispositifs d'alerte rapide, l'état de préparation, les mesures d'atténuation et de rétablissement, la remise en état et les systèmes de surveillance, et les capacités.

82. En guise de réponse, la stratégie de FEM-8 a accordé une attention accrue à l'atténuation de la sécheresse en l'incluant dans l'énoncé de l'objectif du DIDT et en consacrant un objectif spécifique du DIDT, DT-3, à l'aide prodiguée aux pays pour faire face aux enjeux du DIDT, en particulier dans les zones arides. Le soutien apporté dans le cadre de cet objectif au cours de la période couverte par le rapport a été examiné au chapitre 2.

83. En outre, en s'appuyant sur le document du BIE intitulé « Évaluation stratégique plurinationale : aide apportée par le FEM aux pays des zones arides » (*Strategic Country Cluster Evaluation : GEF Support to Drylands Countries*), le Secrétariat du FEM a procédé à une analyse interne de son portefeuille de projets portant spécifiquement sur l'atténuation de la sécheresse et l'adaptation à ses effets. Cette analyse montre que le FEM a investi 608,84 millions de dollars dans 108 projets et programmes liés à l'atténuation de la sécheresse et à l'adaptation à ses effets depuis FEM-1 (1994). Le portefeuille inclut 60 pays différents de toutes les annexes de la CNULD, ainsi que des projets/programmes régionaux et mondiaux, en insistant sur la région Afrique, qui représente 56 % des investissements. Ce portefeuille de projets et de programmes est financé par trois fonds fiduciaires : la Caisse du FEM, le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial, ainsi que par des combinaisons de ces trois fonds fiduciaires. Les domaines d'intervention d'où proviennent les contributions sont ceux des « changements climatiques », de la « dégradation des terres », des « eaux internationales » et de la « diversité biologique », ce qui rend le portefeuille véritablement intégré.

84. Les projets portent sur les trois piliers de la gestion de la sécheresse : i) surveillance et alerte précoce ; ii) évaluation de la vulnérabilité et de l'impact ; iii) atténuation de la sécheresse, préparation et riposte. La plupart des projets abordent plus d'un de ces piliers et combinent des activités d'atténuation et d'adaptation de manière flexible. Vingt-sept projets sont clairement axés sur la sécheresse, plus de 50 % de leur financement visant des résultats propres aux piliers précités. Quarante-huit projets concernent au moins en partie les enjeux de la sécheresse, consacrant à ces enjeux de 10 à 50 % des sommes investies, selon le cas. Enfin, 33 projets ont un lien indirect avec la gestion de la sécheresse, principalement par le biais de leur gestion de l'évaluation des risques, avec moins de 10 % des sommes investies en faveur de la gestion de la sécheresse.

85. Quatre de ces projets s'alignent sur les plans nationaux de lutte contre la sécheresse en Argentine (GEF ID 11336), en Namibie (GEF ID 10251), au Mali (GEF ID 10362) et en Mauritanie (GEF ID 10444). En outre, sept pays participant au programme GGWI-TALSISI (GEF ID 11455) prévoient d'étudier les liens avec leur Plan national respectif pendant la phase de préparation

du projet : Burkina Faso (GEF ID 11456), Tchad (GEF ID 11459), Éthiopie (GEF ID 11458), Gambie (GEF ID 11460), Niger (GEF ID 11463), Nigéria (GEF ID 11461) et Sénégal (GEF ID 11462).

86. Dans l'ensemble, les résultats de l'analyse mettent en évidence l'approche intégrée adoptée par le FEM pour atténuer les effets de la sécheresse et s'y adapter, par le biais de projets à plusieurs financements internes et d'investissements multisectoriels. En effet, la gestion proactive de la sécheresse est une question complexe qui doit être abordée par plusieurs domaines d'intervention dans le cadre d'approches multisectorielles et intégrées, en tenant compte des enjeux météorologiques, environnementaux, socio-économiques et de développement. Plutôt que de l'aborder par le biais d'un seul domaine d'intervention, il conviendrait d'intégrer cette gestion dans les stratégies de tous les domaines d'intervention concernés, et les investissements devraient être coordonnés avec les initiatives du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial, ainsi qu'avec d'autres donateurs soutenant l'adaptation au changement climatique.

Enseignements tirés de la mise en œuvre du concept de neutralité en matière de dégradation des terres

87. Le Secrétariat du FEM a commandé un rapport sur les enseignements[28] pour générer des connaissances et partager des expériences sur la mise en œuvre de la neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) afin de mieux comprendre les pratiques les plus efficaces d'intégration de la NDT dans les programmes nationaux de développement durable, en tirant des enseignements des applications en cours du cadre de la NDT dans le portefeuille de projets du DIDT.

88. Le portefeuille comprend 67 projets approuvés entre 2016 et 2022 au cours des cycles de reconstitution des ressources de FEM-6 et de FEM-7, mis en œuvre dans 56 pays couvrant toutes les annexes régionales de la CNULD. Les projets sont mis en œuvre par neuf entités d'exécution différentes du FEM et se trouvent à différents stades d'avancement, de la préparation du projet à l'évaluation à mi-parcours. L'investissement total dans ces projets s'élève à 320 millions de dollars de financements du FEM et à plus de 2 500 millions de dollars de cofinancements.

89. Une évaluation plus approfondie de dix projets NDT sélectionnés a révélé diverses bonnes pratiques et a permis de tirer des enseignements précieux au cours des premières phases de leur mise en œuvre. Parmi les meilleures pratiques appliquées dans les études de cas figurent la planification intégrée de l'utilisation des terres et les cadres de suivi de la NDT qui facilitent la coordination intersectorielle, l'utilisation du cadre NDT pour renforcer la cohérence des politiques, l'engagement des parties prenantes pour intégrer la NDT dans les processus de planification locale, la prise en compte du régime foncier et de l'égalité des sexes en tant que facteurs favorables à la NDT, l'engagement avec le secteur privé en tant que facteur de réussite et l'exploitation de mécanismes de financement innovants pour soutenir la mise en œuvre de la NDT.

90. Voici quels sont les principaux enseignements à tirer de l'évaluation du portefeuille :

- La NDT est un concept scientifique complexe qui doit être adapté aux réalités nationales et locales et au contexte de chaque pays. Les pays emploient des méthodes innovantes pour opérationnaliser le concept de NDT, ce qui demande du temps et des ressources. Il s'agit notamment d'expliquer ce concept aux différents ministères et aux niveaux administratifs et techniques inférieurs, ainsi que de sensibiliser le grand public.
- La définition, la mise à jour, la révision et le suivi des objectifs volontaires de NDT se heurtent encore à de nombreuses difficultés et lacunes en matière d'information. L'accessibilité des données varie d'un pays à l'autre : de la définition des niveaux de

[28] FEM, juin 2024*, Land Degradation Neutrality Knowledge Management and Learning Initiative: Learning from the GEF Portfolio of Projects*.

référence au suivi des progrès réalisés par rapport aux objectifs, l'accès aux données géospatiales permettant de recenser les gains et les pertes étant particulièrement complexe.

- Les lignes directrices des projets du FEM relatives à la NDT ont un impact positif sur l'intégration effective du concept de NDT dans la conception des projets. Cependant, elles ne sont pas toutes adaptées pour guider la mise en œuvre de la NDT. Le rapport sur les enseignements souligne l'importance que revêtent les lignes directrices théoriques pour la conception des projets, et le besoin urgent de lignes directrices axées sur la pratique pour la mise en œuvre ultérieure, en se concentrant sur une évaluation inclusive des points d'entrée des actions de NDT dans chaque pays, afin de prioriser les actions visant à soutenir la réalisation des objectifs de NDT.
- La gouvernance de la NDT est multidimensionnelle et doit prendre en compte la coordination verticale et horizontale (intersectorielle) comme première étape pour une meilleure cohérence politique, les mécanismes de planification participative, les arbitrages potentiels et les utilisations concurrentes des terres, la sécurité du régime foncier et un suivi précis.
- Le cadre de NDT offre aux pays la possibilité de renforcer la cohérence des politiques entre les ministères et les agences sur des enjeux multisectoriels liés à la biodiversité, à l'atténuation du changement climatique, à l'adaptation, à la sécheresse, à l'agriculture et à l'élevage, ainsi qu'aux forêts, par divers moyens, notamment l'aménagement intégré du territoire.
- Il est essentiel de favoriser l'inclusion par le biais de la NDT pour garantir la durabilité et l'impact. L'engagement avec les parties prenantes devrait être adapté au contexte et basé sur les conditions locales et régionales. Le rôle des populations autochtones et des collectivités locales dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets, ainsi que l'atténuation des conflits au niveau local, contribuent à la durabilité et à l'impact des projets de NDT. Il est essentiel de relever les défis liés à la prise en compte de la dimension de genre afin de parvenir à l'inclusion et à une représentation égale des représentants des deux sexes.

91. Les résultats et les enseignements ont une incidence sur le partenariat élargi du FEM et l'engagement avec les pays pour améliorer la mise en œuvre du mandat de la CNULD. Le cadre de NDT a un potentiel énorme en tant que point d'entrée pour la cohérence des politiques nationales et pour l'intensification de la gestion durable des terres au niveau mondial. Cependant, il est important de renforcer la diffusion du concept afin de le rendre plus attrayant politiquement pour les décideurs.

Mobilisation du secteur privé

92. La stratégie du DIDT mise en œuvre dans le cadre de FEM-8 se concentre sur trois aspects de la mobilisation du secteur privé : i) l'accès des agriculteurs et des petites entreprises

agroalimentaires au crédit ; ii) l'assistance technique et le renforcement des capacités ; iii) l'ensemble des chaînes de valeur des produits agricoles.

93. Les programmes intégrés de FEM-8 élargissent le champ d'intervention du secteur privé en lui permettant d'intégrer ses objectifs en matière de climat, de biodiversité et de solutions fondées sur la nature dans des programmes et des projets axés sur la gestion durable et la lutte contre la dégradation des terres. Les programmes intégrés favorisent la collaboration du secteur privé au niveau de la chaîne de valeur, entre les régions et les paysages, et mettent en rapport la demande et les sources d'approvisionnement durable. Ils permettent aux pays de s'attaquer aux facteurs de dégradation de l'environnement corrélés avec les chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales, permettant ainsi d'élaborer un éventail de solutions pour mettre le secteur privé à contribution, qu'il s'agisse de cofinancements, de financements parallèles ou de création de plateformes institutionnelles pour impulser des changements. Les approches intégrées permettent aussi de mobiliser un ensemble d'organismes du secteur privé, comme les MPME, les négociants, les institutions financières et des sociétés multinationales à l'échelle nationale, régionale et mondiale.

94. Par exemple, le Programme intégré sur les systèmes alimentaires (GEF ID 11214) comprend un pôle d'investissement pour le secteur privé et les chaînes de valeur ayant pour mission d'inciter le secteur privé à générer des avantages environnementaux en élaborant des voies d'investissement, des services financiers adéquats, des chaînes de valeur renforcées et des modèles agro-industriels innovants qui ciblent les petits exploitants et les MPME. Ce pôle s'appuiera sur les partenariats existants avec le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) et le Forum économique mondial afin de réunir les leaders du développement durable et du monde des affaires pour qu'ils prennent les engagements et allouent les ressources nécessaires à une transformation durable des systèmes alimentaires. Le programme renforcera les organisations de producteurs et de transformateurs de denrées alimentaires afin qu'ils aient un meilleur accès au financement et à l'assistance technique, ainsi que des capacités renforcées pour s'engager dans les marchés formels et les chaînes de valeur pour les produits écologiquement durables dans des conditions justes et équitables ; pour entrer dans des systèmes de chaîne de valeur basés sur la durabilité (comme les systèmes de certification par des tiers ou par l'industrie, ou les systèmes de garantie participatifs) ; et pour s'adapter de manière innovante à l'évolution des conditions et des opportunités du marché. Le programme investira également dans la sensibilisation des consommateurs et des détaillants aux niveaux national, régional et mondial (par exemple par des campagnes de sensibilisation, des partenariats avec le secteur privé et des influenceurs des médias sociaux) concernant les implications environnementales des options différentes d'achat, de consommation, d'emballage et d'élimination, les liens entre la durabilité et la bonne nutrition, et l'analyse de rentabilité pour donner la priorité aux modèles de vente au détail basés sur la durabilité.

95. Au cours de la période considérée, le FEM a renforcé son engagement auprès des acteurs de la chaîne de valeur et du secteur privé de la mode et du textile afin de faciliter le passage du secteur de la mode de l'engagement à l'action et aux résultats dans les domaines clés de l'impact sur l'environnement. Cette volonté d'agir se concentre sur les engagements

environnementaux du Pacte de la mode et vise à définir les actions et les résultats clés qui permettront aux entreprises d'ajuster leurs chaînes d'approvisionnement mondiales de manière à répondre aux priorités du FEM en matière de produits chimiques et de déchets, de changement climatique et d'utilisation des terres. Le projet du DIDT sur la compétitivité de la chaîne de valeur de la laine et du mohair (WaMCoP) (GEF ID 11210) en est un exemple. Il promeut une croissance inclusive et écologiquement durable des chaînes de valeur de la laine et du mohair en améliorant la gestion durable des terres, la gestion des bassins versants, la conservation de la biodiversité et la restauration des écosystèmes naturels au Lesotho. Les partenariats avec le secteur privé renforcent la coopération tout au long des chaînes de valeur afin d'atteindre les normes de certification. La traçabilité et la certification du projet contribueront à faire évoluer le marché du Lesotho vers une croissance de la laine et du mohair respectueuse de l'environnement.

96. Lancé fin 2023 avec la mise en œuvre par l'UICN et l'exécution du projet par l'Institut international de recherche sur l'élevage, le projet « Investissements durables pour la restauration des parcours à grande échelle » (STELARR) (GEF ID 10816) vise à débloquer des fonds du secteur privé pour l'amélioration et la restauration des parcours par le biais de chaînes de valeur de l'élevage durable, notamment le cachemire et le mohair, les gommes et les résines et le bœuf élevé en pâturage. En partenariat avec l'Alliance des fibres durables, une initiative soutenue par plus de 60 entreprises de la chaîne de valeur, le projet STELARR peut encourager les investissements, les normes et les systèmes de certification permettant aux acteurs de la chaîne de valeur qui respectent leurs engagements de restauration des pâturages de bénéficier de primes sur les produits. Le projet travaillera avec les éleveurs et d'autres acteurs de la chaîne de valeur de l'élevage, y compris le secteur commercial, pour rendre les chaînes de valeur plus durables et plus respectueuses du climat en veillant à ce que des investissements soient réalisés dans les parcours afin d'augmenter durablement leur productivité et de les restaurer là où c'est nécessaire. Il encouragera les pouvoirs publics et les autres parties prenantes des pâturages à s'engager en faveur de la restauration durable des pâturages à l'échelle mondiale.

97. En outre, le FEM a activement soutenu l'engagement du secteur privé dans les activités de NDT par le biais de la chaîne de valeur des produits de base et des approches paysagères au cours de la période couverte par le rapport. En juin 2023, il a participé au « Forum sur l'engagement du secteur privé dans l'initiative de la Grande Muraille verte » à Niamey (Niger). Ce forum rassemblait des représentants des pouvoirs publics, de la société civile et d'une série d'acteurs du secteur privé de toutes échelles, d'institutions financières et d'entrepreneurs, et visait à déterminer les possibilités d'investissements évolutifs et les conditions permettant de renforcer l'engagement du secteur privé dans l'initiative de la Grande Muraille verte par le biais d'incitations concrètes. L'objectif était de catalyser les activités de restauration et de résilience climatique et d'entamer une collaboration en vue d'atteindre l'ambition de l'initiative GMV qui est de restaurer 100 millions d'hectares de terres dégradées, de séquestrer 250 millions de tonnes de carbone et de créer 10 millions d'emplois verts dans les zones rurales.

Égalité des sexes

98. La stratégie du DIDT de FEM-8 intègre la dimension de genre dans sa programmation en s'alignant sur le plan d'action de la CNULD sur le genre[29] et ses directives[30]. La conception des projets et programmes est très sensible aux besoins pratiques des femmes comme l'amélioration de leurs conditions par le biais de la garantie de maintien dans les lieux pour des besoins de subsistance, de l'accès aux ressources, aux services et aux opportunités, et des interventions stratégiques visant à promouvoir leur participation et leur représentation au sein des organes décisionnels à tous les niveaux. De surcroît, tout au long de la période couverte par le présent rapport, le FEM a doté les pays des moyens de mettre en œuvre un grand nombre des actions prioritaires du plan d'action de la CNULD sur le genre.

99. Le Partenariat pour l'égalité des sexes du FEM continue de collaborer avec les responsables de l'égalité des sexes des entités d'exécution du FEM, l'équipe chargée de l'égalité des sexes au Secrétariat de la CNULD et le Caucus de la CNULD sur l'égalité des sexes, afin de partager les meilleures pratiques, les enseignements tirés et les stratégies visant à faire progresser la prise en compte de l'égalité des sexes et l'accès équitable des femmes et des organisations féminines aux avantages socio-économiques dans le cadre des programmes et des projets du FEM.

100. Les objectifs du DIDT consistant à soutenir la mise en œuvre sur le terrain du concept de neutralité en matière de dégradation des terres et à s'attaquer aux problèmes de désertification, de dégradation des sols et de sécheresse sur le terrain sont l'occasion idéale pour les projets d'accroître et de renforcer la participation et le leadership des femmes à tous les niveaux de prise de décision et d'application locale. En outre, l'accent mis par le DIDT sur les avantages socio-économiques et le maintien des moyens de subsistance permet la participation et l'autonomisation économique des femmes dans le développement de la chaîne de valeur pour les produits agricoles.

101. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes étant des conditions indispensables au progrès environnemental, les investissements du FEM continuent d'intégrer la dimension de genre dans l'ensemble de son portefeuille. De nombreux projets et programmes approuvés au cours de la période couverte par le présent rapport s'attaquent aux effets de la dégradation de l'environnement sur les femmes — notamment la violence sexiste —, soutiennent la gestion équitable des ressources et le partage des avantages, et favorisent l'autonomisation sociale et économique des femmes. Tous les programmes et projets recueillent des données ventilées par sexe et ont établi des cadres pour le suivi des indicateurs et des résultats ventilés par sexe et sensibles au genre.

102. Le projet mondial intitulé « *Addressing tenure governance and gender equality in land rights to strengthen Land Degradation Neutrality initiatives* » (Aborder les enjeux de

[29] Plan d'action pour l'égalité des sexes | CNULCD

[30] Manuel pour des projets et programmes transformateurs de neutralité de la dégradation des terres sensibles au genre | UNCCD

gouvernance foncière et d'égalité des sexes dans les droits fonciers pour renforcer les initiatives de neutralité en matière de dégradation des terres, GEF ID 11501) inclut des actions d'intégration de la dimension de genre au cœur de sa conception et de son fonctionnement. Le projet s'appuie sur les meilleures pratiques disponibles pour intégrer la notion d'égalité et d'équité des droits fonciers pour les femmes dans le contexte des projets de NDT. La formulation d'indicateurs transformateurs en matière de genre, l'intégration des questions de genre et le ciblage des femmes dans la formation, les consultations et la diffusion sont des priorités qui s'appuient sur les liens avec le plan d'action pour l'égalité des sexes de la CNULD, sur les chargés de liaison pour l'égalité des sexes de la CNULD et sur le caucus pour l'égalité des sexes dans les stratégies et la mise en œuvre de la NDT. Tous les modules de formation comprennent des orientations visant à garantir la prise en compte de la dimension de genre dans les actions en faveur de la NDT et à promouvoir l'inclusion de représentantes féminines dans le dialogue national et international. Le projet impliquera les parties prenantes du caucus sur l'égalité des sexes et partagera les outils et les leçons apprises avec ce forum afin de garantir l'intégration des résultats du projet dans les processus de la CNULD, y compris des manifestations propres à la COP et au CRIC.

CONCLUSIONS

103. Les activités et avancées enregistrées durant la période considérée témoignent de l'importance et de la pertinence constantes du rôle de mécanisme financier de la CNULD que joue le FEM. La stratégie de FEM-8 a été alignée pour soutenir la mise en œuvre du programme de la CNULD en incluant l'atténuation de la sécheresse dans l'énoncé de l'objectif du DIDT. La programmation axée sur les objectifs des domaines d'intervention et des programmes intégrés de FEM-8 permet de générer des avantages multiples et de créer des synergies avec les buts et objectifs d'autres conventions.

104. Au cours de la période de référence allant de janvier 2022 à juin 2024, un total de 1 582,76 millions de dollars de ressources du FEM a été mis à disposition pour la mise en œuvre de projets et de programmes liés à la CNULD. Le portefeuille du DIDT se caractérise par une solide programmation et comporte un nombre important de projets portant sur toutes les régions géographiques visées dans les annexes de la CNULD et un large éventail de zones agroécologiques et de questions thématiques. Grâce à cet ensemble de projets et de programmes, le FEM apporte un important soutien aux pays pour qu'ils s'attaquent aux problèmes de la désertification, de la dégradation des sols et de la sécheresse et atteignent leurs cibles volontaires de neutralité en matière de dégradation des terres.

105. La huitième reconstitution des ressources du FEM a alloué 618,37 millions de dollars au domaine d'intervention « dégradation des terres ». La programmation des deux premières années de FEM-8 est en bonne voie, ayant déjà consacré 428,59 millions de dollars à ses projets, soit un taux d'utilisation de 69,3 % à mi-parcours. Éviter et réduire la dégradation des sols, restaurer les écosystèmes et renforcer la résistance à la sécheresse sont des priorités essentielles.

106. Le présent rapport met en évidence l'approche intégrée adoptée par le FEM pour atténuer les effets de la sécheresse et s'y adapter, par le biais d'investissements dans des domaines d'intervention et dans des fonds d'affectation spéciale multiples. En effet, la gestion proactive de la sécheresse est une question complexe qui doit être abordée dans le cadre d'approches multisectorielles et intégrées, en tenant compte des enjeux météorologiques, environnementaux, socio-économiques et de développement. Plutôt que de l'aborder par le biais d'un seul domaine d'intervention, il conviendrait de l'intégrer dans les stratégies de tous les domaines d'intervention concernés, et les investissements devraient être coordonnés avec les initiatives du Fonds pour les PMA et du Fonds spécial, ainsi que d'autres donateurs soutenant l'adaptation au changement climatique.

107. Les conclusions, les résultats et les enseignements présentés dans le présent rapport permettront d'orienter la stratégie du DIDT dans le cadre du prochain processus de reconstitution des ressources de FEM-9, qui débutera en janvier 2025.

ANNEXES

Annexe 1 : Projets du domaine d'intervention « dégradation des terres » approuvés au cours de la période considérée

Annexe 2 : Projets du domaine d'intervention « dégradation des terres » approuvés dans le cadre de projets à plusieurs financements internes

Annexe 3 : Brève description des projets et programmes approuvés

Annex 1: Land Degradation Focal Area Projects Approved in the Reporting Period

GEF-7: January 1, 2022 – June 30, 2022

All amounts in $ million (rounded)

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11012	Global	IFAD	Knowledge Generation and Management to support the Implementation of the UNCCD COP15 Abidjan Legacy Program (KGM-LEGAP)	2.24	2.24	2.60	LD-1-1, LD-2-5	
11006	Global	CI	Building the next generation LDN investment pipeline through national Technical Assistance Hubs	2.24	2.24	0.49	LD-2-5	
11003	Burkina Faso	UNDP	Sustainable Land Management to Strengthen Social Cohesion in the Drylands of Burkina Faso	4.00	4.00	12.30	LD-2-5	
10998	Chad	UNEP	Innovative approach to protect Ouadis through the promotion of non connected mini-grid solar energy in 3 municipalities (Mao, Kekedena and Nokou) of Kanem region-Chad	3.34	1.86	21.50	LD-1-4	CCM-1-1
10993	Global	IUCN	Strengthening Civil Society Role in Achieving Land Degradation Neutrality	2.24	2.24	0.80	LD-2-5	
10992	Regional	UNEP	Demonstration of a Caribbean Mechanism Toward Establishment of a SIDS-SIDS Green-Blue Economy Knowledge Transfer Hub	2.00	2.00	3.03	LD-2-5	
10989	Namibia	UNIDO	Promoting technology innovation and entrepreneurship to mitigate climate change and combat land degradation in informal settlements and peri-urban areas	1.04	0.54	2.20	LD-1-4	CCM-1-4
10987	Türkiye	UNDP	Integrated Natural Resource Management in Very Humid Climatic Regions of Eastern Black Sea Region in Turkey	1.43	1.43	11.66	LD-1-1, LD-1-4	
10981	Cameroon	UNEP	Implementation and institutionalization of a National Monitoring and Management	1.60	0.37	6.83	LD-1-4	BD-2-6, BD-3-8

[31] This figure represents total GEF financing, including agency fees and PPG.

[32] This figures represents LDFA financing, including agency fees and PPG.

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
			Frameworks for Living Modified Organisms and Invasive Alien Species					
10980	Grenada	UNEP	Enhancing Land Management and Strengthening Ecosystem Resilience for Integrated Landscape Restoration and Climate-Resilient Food Systems in Carriacou, Grenada	1.00	1.00	2.89	LD-1-4, LD-2-5	
10900	Global	UNEP	Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella I	2.14	2.14	-	LD-EA	
10960	Global	UNEP	Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella II	2.14	2.14	-	LD-EA	
10959	Global	UNEP	Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella III	2.14	2.14	-	LD-EA	
10958	Global	UNEP	Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella IV	2.00	2.00	-	LD-EA	
10957	Global	UNEP	Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella V	2.10	2.10	-	LD-EA	
10956	Global	UNEP	Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella VI	2.10	2.10	-	LD-EA	
10930	Global	CI	Business Action and Advocacy for the Planet	2.21	0.74	-	LD-1-4	BD-1-1, CCM-1-3

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
10923	Global	CI	The Systems Change Lab (SCL): Accelerating Transformational Change Needed to Safeguard the Global Commons for All	2.23	1.11	-	LD-2-5	BD-1-1, CCM-3-8
10913	Indonesia	UNEP	Protection of biodiversity and sustainable land-use in conservation landscapes in South Sulawesi, Gorontalo and East Nusa Tenggara	8.40	2.00	38.93	LD-1-3, LD-1-4	BD-1-1
10909	Global	IUCN	Integrating Land Degradation Neutrality (LDN) into land use planning frameworks to strengthen national UNCCD enabling environments	2.18	2.18	-	LD-EA	
10895	Kazakhstan	UNDP	Seventh Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Kazakhstan	2.00	1.00	0.00	LD-1-1	CCM-1-1
10874	Djibouti	UNDP	Conserving Biodiversity and Restoring Ecosystem Functions in and around the Day Forest National Protected Area	3.72	2.70	9.00	LD-1-1	BD-2-7
10866	Argentina	CAF	Comprehensive land management in forestry and agri-food systems of three water basins in Argentina to contribute to Land Degradation Neutrality (LDN) and to mitigation and adaptation to climate change	2.96	2.96	24.97	LD-1-1, LD-1-2, LD-1-4, LD-2-5	
10589	Kenya	WWF-US	Lake Naivasha Basin Ecosystem Based Management	2.00	1.42	10.02	LD-1-1	BD-1-1

GEF-8: July 2022 – June 2024

11551	Mauritania	FAO	Rehabilitation and restoration of ecosystems in the Gum Arabic belt and sustainable use of forest resources in Mauritania	6.00	6.00	9.30	LD-1, LD-2	
11524	Kazakhstan	UNDP	Integrated Management of Seascapes of the Kazakhstani part of the Caspian Sea and Land Resources of Adjacent Territories	8.18	2.14	50.99	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-4, BD-3-1, BD-3-2, CCM-1-4

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11501	Global	FAO	Addressing tenure governance and gender equality in land rights to strengthen LDN initiatives	2.24	2.24	7.00	LD-4	
11495	Global	IUCN	Strengthening Conservation of Primary Forests through Partnership Enhancement and Coordination of Support	2.22	0.74	-	LD-1	BD-1-1, CCM-1-4
11481	Global	FAO	Enabling activities for implementing UNCCD COP15 decisions on drought	2.13	2.13	-	LD-EA	
11426	Iraq	UNDP	Restoration and Preservation of Key Biodiversity Areas and Ecosystems in Anbar Province, Iraq.	6.43	2.43	45.90	LD-3	BD-1-2, CCM-1-2
11414	Somalia	UNDP	Conserving terrestrial and marine biodiversity and restoring ecosystem services in globally relevant and vulnerable sites in Somalia	13.90	5.10	6.50	LD-1	BD-1-1
11408	Yemen	UNEP	Integrated Conservation and Sustainable Development in Socotra Archipelago and Aden Wetlands, Yemen	5.00	2.39	5.00	LD-2	BD-1-1
11402	Dominican Republic	FAO	Land Degradation Neutrality for Increased Resilience to Climate Change in Dominican Republic	2.00	2.00	15.16	LD-1	CCA-2-1, CCA-1-2
11400	Cambodia	FAO	Building climate resilience of communities in Cambodia's protected landscapes: biodiversity-friendly crop-livestock systems for adaptation	2.00	2.00	21.50	LD-1	CCA-2-1
11398	Tajikistan	IFAD	Tajikistan Ecosystem Restoration and Resilient Agriculture (TERRA) Project	9.00	7.33	11.98	LD-2	BD-1-1, BD-1-4, CCM-1-4
11396	Zambia	World Bank	Sustainable Management of Ecosystems in Miombo Ecoregions of Zambia	3.26	1.19	87.20	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-3, BD-1-4, CCA-1-1
11390	Regional	FAO	CSIDS SOILCARE Phase 2 - Caribbean Small Islands Developing States (SIDS) multi-country soil management initiative for integrated	19.91	19.91	26.50	LD-1, LD-3	

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
			Landscape Restoration and climate-resilient food systems					
11389	Tunisia	FAO	Adaptive management and restoration of degraded Aleppo pine forest in the Kasserine governorate (Tunisia) to strengthen resilience to climate change, conserve biodiversity, improve productivity and food security	3.00	3.00	29.30	LD-2	
11348	Lebanon	IFAD	Restoring Ecosystem Connectivity for Biodiversity and Sustainable Livelihoods in the Litani Watershed Project (ECONNECT)	3.32	3.32	9.02	LD-1	
11336	Argentina	UNDP	Recovering the Sustainability of Ecosystems Affected by Drought in Northeastern Argentina	3.30	3.30	20.00	LD-1, LD-2, LD-3, LD-4	
11335	Bosnia-Herzegovina	UNDP	Introducing Nature Based Solutions to Ensure Resilient Ecosystems, Green Recovery and Sustainable Livelihoods	5.46	1.46	40.15	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-4, BD-3-1, BD-3-2, CCM-1-4
11333	Ecuador	UNDP	Integrated landscape management in the Napo River Basin for sustainable land management and biodiversity conservation.	10.00	3.49	51.64	LD-1	BD-1-1, CCM-1-1
11331	South Africa	IUCN	Restoration and sustainable management of Land for improved livelihoods in the degraded landscapes of Free State and Northwest Provinces of South Africa	6.05	4.05	21.79	LD-1	BD-1-1
11304	Regional	IUCN	Enhancing transboundary fisheries management in the Lower Mekong Basin	12.00	0.50	77.60	LD-1	BD-1-2, IW-3
11285	Global	UNDP	Eighth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme (Part 1)	137.54	15.93	126.19	LD-1	BD-1-1, CCM-1-4
11284	Djibouti	UNDP	Sustainable management of water and rangeland resources for enhanced climate resilience of rural communities in Djibouti	3.30	3.30	63.30	LD-3	CCA-1-1

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11249	Mexico	FAO	Ecosystem restoration and sustainable livelihoods in the Biocultural Corridor of the Central West of Mexico (COBIOCOM)	10.00	1.70	51.16	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-2, BD-1-3, BD-1-4
11238	Haiti	FAO	Land degradation neutrality initiative in Southern Haiti	6.10	6.10	20.18	LD-1, LD-2, LD-4	
11213	Honduras	FAO	Generating opportunities for livelihoods and biodiversity through participatory governance of natural resources and the economic diversification of the communities of the central forest corridor of Honduras	6.00	0.97	39.90	LD-1, LD-2	BD-1-4, CCM-1-4
11212	Zambia	FAO	Resilient communities, land restoration and sustainable ecosystem management	3.96	1.96	91.20	LD-1	BD-1-3, BD-1-4, CCA-1-1, CCM-1-1
11210	Lesotho	IFAD	Sustainable Wool and Mohair Value chain Competitiveness project (WaMCoP)	6.00	2.29	67.44	LD-1	BD-1-1, CCM-1-4
11209	Panama	UNDP	Strengthening ecological connectivity in natural and productive landscapes between the Amistad and Darien biomes	7.43	1.28	42.80	LD-1	BD-1-1, BD-1-2, BD-1-4
11179	Algeria	UNDP	Restoration and sustainable forest management of the Algerian Aleppo pine forest, ecosystem	4.00	1.70	24.00	LD-2	BD-1-3, BD-1-4, CCM-1-4
11141	Georgia	UNEP	Transforming Policy and Investment through Improving Ecosystem Management and Restoration of Degraded Drylands of Dedoplistskaro Biosphere Reserve in Georgia to Generate Multiple Environmental and Socio-Economic Benefits	4.00	1.00	24.88	LD-1	BD-1-1
11140	Armenia	UNEP	Land Restoration and Ecosystem Service Improvement through Use of Fruit and Nut Tree Biodiversity in Armenia	2.21	1.42	5.00	LD-2	BD-1-2

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11117	Lebanon	World Bank	Community-based Wildfire Risk Management in Lebanon's Vulnerable Landscapes	3.79	1.98	126.00	LD-1, LD-4	BD-1-3, CCM-1-4
11116	Sri Lanka	UNDP	Promoting sustainable economic benefits through the conservation of critical biodiversity and ecosystem services in the Eastern Coastal Region of Sri Lanka	5.10	1.50	26.50	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-4, BD-3-1, BD-3-2, CCM-1-4
11114	Mongolia	FAO	Rehabilitating and conserving the mountain landscapes in Khangai region of Mongolia for improved ecosystem services and community livelihoods	3.00	1.50	25.00	LD-1, LD-2	BD-1-2, BD-1-3, BD-1-4, CCM-1-4
11101	Zambia	World Bank	Eastern Province Jurisdictional Sustainable Landscape Program	2.19	2.19	22.00	LD-1	
11066	Regional	IADB	Yield Lab Opportunity Fund I: Accelerating technology and local innovation for sustainable and decarbonized food systems in Latin America and the Caribbean.	6.57	-[33]	44.00	LD-1	CCM-1-4, CW-2
11062	Regional	ADB	Natural Capital Fund (NCF): Investing in Nature-Positive Agri-Food Enterprises in Asia and the Pacific	15.00	-[34]	656.22	LD-1, LD-2	CW-2
11061	Uruguay	FAO	Land Degradation Neutrality for Sustainable Use and Conservation of Uruguay Rangelands	2.00	2.00	11.30	LD-1	
11052	Brazil	FAO	Conservation of the Atlantic Forest through the sustainable management of cocoa agroforestry landscapes	5.31	2.06	52.81	LD-1	BD-1-3, BD-3-1
11046	Armenia	World Bank	RESILAND: ARMENIA RESILIENT LANDSCAPES PROJECT	6.03	2.77	43.90	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-3, CCM-1-4
Projects utilizing LDFA resources under the Program: Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall Initiative (TALSISI-GGWI) (GEFID 11455)								

[33] This Blended Finance project does not include LDFA financing but addresses LDFA objectives

[34] This Blended Finance project does not include LDFA financing but addresses LDFA objectives

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11465	Regional	UNEP	Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall (TALSIG)	8.00	8.00	523.00	LD-1	
11463	Niger	UNEP	Strengthening the resilience of populations and agrosilvopastoral ecosystems through the conservation of biodiversity and the development of value chains in the intervention communes of the Great Green Wall in Niger (SREPABIV)	11.38	5.84	722.84	LD-1, LD-3	BD-1-1, CCM-1-4
11462	Senegal	UNEP	Project for Landscape Restauration and Integrated management of ecosystem in St Louis Region of Senegal – ProLaRIME	5.00	4.00	28.17	LD-3	BD-1-1
11461	Nigeria	UNEP	Integrated Dryland Ecosystem Rehabilitation, Regeneration and Conservation (IDERRCN) to Support the Great Green Wall Initiative in Kebbi State in Nigeria.	3.41	1.51	1,400.00	LD-1, LD-2	BD-1-1
11460	Gambia	UNEP	Restauration of an ecological corridor for forest biodiversity conservation and ecosystem services to support implementation of the Great Green Wall in The Gambia (RECOSERV Gambia)	8.00	5.25	46.20	LD-1, LD-3	BD-1-3, BD-1-4
11459	Chad	UNEP	Promoting Integrated Natural Resources Management in Support of GGW in Chad (PINAMAC)	3.14	3.14	44.60	LD-3	CCA-1-1
11458	Ethiopia	UNEP	Scaling up integrated landscape re-Greening and livelihood diversification best practices along the Great Green Wall belt of Ethiopia (SILAGLID)	5.00	2.90	37.00	LD-1	BD-1-1, CCM-1-4
Projects utilizing LDFA resources under the Program: Central Asia Water and Land Nexus (CAWLN) for Ecosystem Restoration, Improved Natural Resource Management and Increased Resilience (GEFID 11378)								
11379	Regional	FAO	Coordinated approach for Land Restoration in Vulnerable Ecosystems of Central Asia	2.00	1.00	30.44	LD-4	IW-3

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11385	Uzbekistan	FAO	Integrated Natural Resources Management for Improved Ecosystem Conservation and Biodiversity Preservation	5.60	2.00	20.20	LD-1	BD-1-3, CCM-1-4
11384	Turkmenistan	FAO	Catalyzing the Nature-Positive Transformation of the Agricultural Sector in Turkmenistan towards Enhanced Resilience to Climate Change project	3.78	1.78	42.41	LD-3	BD-1-3, CCM-1-4
11383	Kyrgyz Republic	FAO	Integrated water resources management for the restoration of agro-woodlands in the Syrdarya River basin project	3.50	2.50	54.99	LD-1	BD-1-4
11382	Kazakhstan	FAO	Sustainable land management and restoration of degraded lands mainstreaming biodiversity conservation and ecosystem services in the Southern region of Kazakhstan	3.50	1.75	54.68	LD-1	BD-1-3
Projects under the GEF-8 Integrated Programs utilizing LDFA resources								
11473	Global	WWF-US	Greening Transportation Infrastructure Development: Global Platform	9.60	6.09	9.52	-[5]	Greening Infra-structure IP
11469	Malaysia	UNEP	Transforming Malaysia's Port Infrastructure Development through a Nature-Centric Approach for Biodiversity Conservation and Land Degradation Control	3.87	0.53	27.07	-	Greening Infra-structure IP
11364	Madagascar	UNDP	Green, blue and healthy investments to reduce land-based pollution affecting marine ecosystems in Madagascar	13.00	1.04	32.65	-	Healthy Oceans IP
11361	Moldova	World Bank	BBSEA Moldova WATERWISE (Wetlands and Terrestrial Ecosystem Restoration for Watershed Improvements and Sustainable Environments)	8.83	2.83	52.50	-	Healthy Oceans IP
11351	Venezuela	FAO	Conservation and sustainable development of the Maracaibo Lake basin as a contribution to the improvement of the large marine ecosystem of the Caribbean (Venezuela)	16.83	2.21	99.50	-	Healthy Oceans IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11300	Global	World Bank	Global Program - Sustainable Cities Integrated Program	19.53	10.90	19.53	-	Cities IP
11345	Algeria	FAO	Reshaping Algeria's Cities for a Clean and Healthy Environment Today and Tomorrow (REACT)	3.33	1.00	100.00	-	Cities IP
11344	Zimbabwe	FAO	UPRISE Zimbabwe: Urban and Peri-urban Resilience through Investment for Sustainable Ecosystems in Zimbabwe	4.00	0.67	14.00	-	Cities IP
11343	Malaysia	UNIDO	Decarbonisation and sustainable cities for a net-zero future in Malaysia	4.95	0.27	15.23	-	Cities IP
11341	Madagascar	UNIDO	Establishing the basis for clean, healthy and resilient cities through an integrated and smart approach in Madagascar	11.56	1.27	54.16	-	Cities IP
11340	Mali	UNDP	Integrated urban development in Bamako	5.33	4.44	35.50	-	Cities IP
11339	Chile	FAO	Enhancing Nature-based Solutions and Green Infrastructure networks to promote biodiversity conservation and climate change mitigation and adaptation in urban and peri-urban areas in Chile	5.33	0.20	33.30	-	Cities IP
11307	Congo	World Bank	Strengthening Urban Resilience and Electricity Services	7.20	1.33	75.00	-	Cities IP
11301	Serbia	UNDP	Green cities transformation – smart, sustainable and low-carbon urban solutions in triangular metropolitan area	7.92	2.09	133.60	-	Cities IP
11297	Mongolia	UNDP	Green and Inclusive Cities in Mongolia	8.13	2.77	70.00	-	Cities IP
11296	Kenya	UNEP	Supporting the shift towards Integrated, Low-Carbon and Nature-Positive Neighborhoods in Nairobi	5.20	0.40	35.70	-	Cities IP
11293	Guatemala	IUCN	Towards resilient cities in Guatemala: addressing biodiversity loss and recovery through integrated urban planning and development	4.39	0.69	35.08	-	Cities IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11292	Gabon	UNDP	Integrated governance and urban transformation for a sustainable “Grand Libreville”	9.04	1.20	127.80	-	Cities IP
11291	Cuba	UNDP	A Sustainable, Green, Blue, and Digital Havana	8.67	1.33	32.50	-	Cities IP
11290	Sri Lanka	UNEP	Climate Smart Sustainable Cities	5.33	0.13	12.90	-	Cities IP
11289	Benin	BOAD	The Greater Nokoue Greening Program (GNGP)	8.00	3.09	166.00	-	Cities IP
11288	Belize	World Bank	Belize Blue Cities and Beyond Program	4.10	1.15	7.73	-	Cities IP
11266	Global	UNDP	BGI IP Global Coordination Project	15.70	7.97	59.00	-	Islands IP
11265	Vanuatu	FAO	Restoring and protecting Biodiversity, Coastal Landscapes, and Climate Change Resilience through Nature Based Solutions, Women and Youth Entrepreneurship in Vanuatu	4.45	2.52	34.93	-	Islands IP
11262	Papua New Guinea	UNDP	Accelerating PNG’s Sustainable Blue Economy through Strengthened Governance and Investment in Marine Areas.	18.60	1.33	97.49	-	Islands IP
11261	Comoros	UNDP	Biodiversity Conservation through Nature-based Solutions as Pillars of the Blue & Green Economy in the Union of Comoros.	9.44	2.67	75.10	-	Islands IP
11260	Micronesia	IUCN	Micronesia: Tourism Support for Biodiversity Conservation	4.00	2.00	6.00	-	Islands IP
11259	Trinidad and Tobago	FAO	Trinidad and Tobago – Nature Based Solutions in Productive Landscapes	4.00	1.33	17.00	-	Islands IP
11258	Palau	IUCN	Transforming productivity in Palau's food systems through nature positive innovations	8.00	2.67	11.70	-	Islands IP
11257	Belize	WWF-US	Resilient, Bold Belize	5.33	1.33	40.79	-	Islands IP
11256	Timor Leste	UNDP	Nature-based Solutions for Intersectoral Nature-Positive Development in Timor-Leste	7.46	3.46	55.90	-	Islands IP
11255	Cabo Verde	FAO	Accelerating Cabo Verde's Transition to Blue and Green Economy	11.25	3.25	40.00	-	Islands IP
11254	Mauritius	FAO	Mainstreaming Nature-based Solutions in land-use systems for productive and resilient ecosystems	9.38	2.00	68.00	-	Islands IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11253	Cuba	FAO	Blue and green development in food and urban sectors of Cuba	9.33	1.33	55.00	-	Islands IP
11252	Seychelles	UNDP	GEF 8: Blue Green Islands Integrated Programme for the Seychelles Child Project	11.76	2.67	36.24	-	Islands IP
11251	Maldives	World Bank	Strengthening Biodiversity Conservation in Protected Areas in Maldives	10.67	2.67	98.90	-	Islands IP
11376	Uganda	IFAD	Promoting Low Carbon and Climate Resilient Livestock Value Chain in Uganda	9.33	3.33	147.00	-	Food Systems IP
11375	Ghana	World Bank	Ghana Sustainable Food System and Forest Management	15.20	6.18	240.00	-	Food Systems IP
11374	Grenada	IFAD	Advancing Transformative Agricultural Systems in Grenada through the Promotion of Integrated and Resilient Ecosystem approaches throughout the cocoa value chain (ASPIRE)	4.00	1.33	10.00	-	Food Systems IP
11371	Namibia	UNDP	Circular Integrated Aquaculture-Horticulture Systems for Climate Resilience in Namibia (NamiGreen)	8.33	1.67	51.70	-	Food Systems IP
11370	Angola	FAO	Sustainable aquaculture in the northern region of Angola	3.91	1.34	30.50	-	Food Systems IP
11368	Nauru	UNDP	Transforming Nauru's Food Systems through Climate Smart Agriculture	6.67	1.33	24.25	-	Food Systems IP
11237	Philippines	FAO	Transforming Agricultural Landscapes in Island Ecosystems and Key Biodiversity Areas towards Sustainable Food Systems and Climate Resilient Communities	10.66	2.39	73.22	-	Food Systems IP
11236	Nigeria	FAO	Transformation to sustainable crops, livestock and aquaculture food systems in Nigeria	8.00	2.00	61.20	-	Food Systems IP
11235	Ethiopia	IFAD	Participatory Agriculture and Climate Transformation Programme	10.67	1.71	78.20	-	Food Systems IP
11234	Türkiye	FAO	Increasing the sustainability and resilience of agriculture/food system through nature-based solutions	5.40	1.80	30.00	-	Food Systems IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11233	Sri Lanka	FAO	Sustainable, regenerative and resilient rice-based food systems to strengthen community and ecosystem health in three river basins of Sri Lanka1	5.33	0.67	21.00	-	Food Systems IP
11232	Solomon Islands	FAO	Revitalizing and transforming Solomon Islands' food system through sustainable agriculture and livestock production for enhanced environmental and community benefits.	5.33	2.67	15.50	-	Food Systems IP
11231	Pakistan	FAO	Sustainable and regenerative management of rice production in Pakistan	7.73	2.67	30.50	-	Food Systems IP
11230	Tanzania	FAO	Food Systems Transformation in Usangu Landscape	9.33	2.67	85.25	-	Food Systems IP
11227	South Africa	FAO	Catalyzing sustainable aquaculture systems for South Africa	5.33	1.33	30.00	-	Food Systems IP
11226	Eswatini	FAO	Catalyzing transformation to sustainable food systems in Eswatini	4.00	4.00	31.54	-	Food Systems IP
11225	China	FAO	Ecological and Low-Carbon Food Systems in China	20.00	4.04	140.00	-	Food Systems IP
11224	Chad	UNDP	Integrated production of rice and secondary crops using an agroecological approach in the Tandjilé province	4.33	1.33	23.00	-	Food Systems IP
11223	Bhutan	FAO	Productive and Sustainable Food Systems in Bhutan for Environmental Benefits and Gross National Happiness	10.67	2.67	49.54	-	Food Systems IP
11222	Burkina Faso	IUCN	Promoting Nature Positive Food Systems in Burkina Faso	12.00	7.33	65.00	-	Food Systems IP
11220	Chile	FAO	Scaling-up regenerative practices for the recovery and improvements of soils, biodiversity, and associated ecosystem services in the Chilean agricultural sector	6.67	1.33	30.12	-	Food Systems IP
11217	Benin	FAO	Sustainable food systems for greater resilience and food & nutrition security in Benin	6.67	4.00	20.00	-	Food Systems IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11216	Kenya	IFAD	Integrated land and water management for food, water and climate security in the dairy food system,	8.00	2.67	120.00	-	Food Systems IP
11215	Global	FAO	Global Coordination Project	20.20	5.27	200.00	-	Food Systems IP
11164	Global	World Bank	Global Coordination, Monitoring and Learning Platform for Wildlife Conservation for Development Integrated Program	16.02	1.76	41.00	-	Wildlife IP
11163	Thailand	IUCN	Recovering tiger population and landscape through the sustainable land use and ecosystem restoration	4.93	1.33	47.00	-	Wildlife IP
11159	Uganda	UNEP	Kidepo Landscape Integrated Conservation and Development Project (KLICDP)	4.00	0.67	19.05	-	Wildlife IP
11158	Paraguay	CI	Conserving the Paraguayan Chaco for the benefit of jaguars and for people	2.88	0.88	12.49	-	Wildlife IP
11156	Mexico	WWF-US	From conflict to coexistence, safeguarding wildlife corridors in Mexico for sustainable development	13.33	0.90	33.33	-	Wildlife IP
11155	Guinea	UNDP	Protection of wildlife in the Folonigbè reserve through participatory and integrated management	9.55	2.16	24.60	-	Wildlife IP
11154	Zambia	WWF-US	Securing the species, habitat, health, and livelihoods of the Lower Kafue Ecosystem	6.67	3.33	18.34	-	Wildlife IP
11153	Kenya	CI	Advancing human-wildlife conflict management effectiveness in Kenya through an integrated approach	10.67	1.33	16.97	-	Wildlife IP
11152	Ethiopia	UNDP	Promoting Integrated Conservation of Wildlife and Landscapes for Sustainable Development of Ethiopia	13.33	0.56	52.00	-	Wildlife IP
11151	Eswatini	UNDP	Establishment of Big 5 Nature Reserve	5.87	0.67	40.40	-	Wildlife IP
11149	Malawi	World Bank	Central Region Protected Areas and Landscapes Project	7.87	2.67	182.10	-	Wildlife IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11248	Regional	UNEP	Amazon Congo Critical Forest Biomes: UNEP's Regional Coordination Project for The Congo Basin Integrated Program (IP)	8.00	2.67	22.50	-	Critical Forest Biomes - Congo IP
11247	Equatorial Guinea	UNEP	Developing biodiversity and biocarbon finance financing instruments for conserving forests in Equatorial Guinea through improved livelihoods for Indigenous peoples and local communities (IPLCs)	4.67	1.33	33.00	-	Critical Forest Biomes Congo IP
11246	Central African Republic	UNEP	Integrated Community-based Management of High Value Forest Ecosystems in Southwestern Central African Republic, to safeguard globally outstanding biodiversity, carbon stock and ecosystem services from key threats, particularly unsustainable land use practice	9.13	1.33	32.54	-	Critical Forest Biomes Congo IP
11243	Sao Tome and Principe	IUCN	São Tomé e Príncipe's intact forests - the Obô Natural Parks and their buffer zones: a treasure to conserve and restore.	7.29	2.92	6.30	-	Critical Forest Biomes Congo IP
11242	Cameroon	UNEP	Strengthening governance and ecosystem connectivity for biodiversity conservation and improved livelihoods in the Dja landscape	12.00	0.67	90.00	-	Critical Forest Biomes Congo IP
11278	Regional	IUCN	Mesoamerica Critical Forest Biome IP Regional Coordination, Knowledge Sharing and Support Project	8.50	0.86	63.63	-	Critical Forest Biomes Meso-America IP
11279	Nicaragua	FAO	Nicaragua Mesoamerica Forest IP Project: Protection and conservation of forests of global importance located in the BOSAWAS Biosphere Reserve and the Indio Maíz Biological Reserve	13.03	2.33	88.47	-	Critical Forest Biomes Meso-America IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11277	El Salvador	IUCN	El Salvador Mesoamerican Forest IP Project: Promoting forest conservation and integrated water management in Trifinio	3.59	0.31	22.00	-	Critical Forest Biomes Meso-America IP
11276	Honduras	IUCN	Honduras Mesoamerica Forest IP Project: Conserving the Intact Forests of the Honduran Moskitia	4.00	1.07	28.00	-	Critical Forest Biomes Meso-America IP
11275	Guatemala	IUCN	Guatemala Mesoamerican Forest IP Project: Securing benefits for the well-being of local communities and the ecosystems of the Maya Forest	12.00	1.33	122.81	-	Critical Forest Biomes Meso-America IP
11206	Regional	World Bank	Amazon Regional Project – ASL Phase 3	10.50	0.80	20.00	-	Critical Forest Biomes Amazon IP
11205	Suriname	UNDP	Sustainable and Inclusive Development of West Suriname (SID-WS)	5.33	1.33	23.98	-	Critical Forest Biomes Amazon IP
11203	Peru	WWF-US	Promoting Integrated Sustainable Management of the Peruvian Amazonian landscape Madre de Dios	13.33	1.33	69.63	-	Critical Forest Biomes Amazon IP
11201	Colombia	World Bank	Life Amazon: Forest and biodiversity conservation and community-led sustainable management in the Colombian Amazon	26.67	2.67	217.51	-	Critical Forest Biomes Amazon IP
11147	Regional	CI	Guinean Forests Regional Coordination and Learning Project	7.00	1.78	0.94	-	Critical Forest Biomes

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
								Guinean Forests IP
11393	Guinea-Bissau	IUCN	Promoting and Strengthening Restoration and Conservation of Cantanhez Primary Forests in Guinea Bissau	6.67	2.00	20.00	-	Critical Forest Biomes Guinean Forests IP
11392	Togo	FAO	Strengthening conservation and resilience of forest landscapes in the sub-humid mountainous zone of Togo	4.68	2.67	25.50	-	Critical Forest Biomes Guinean Forests IP
11146	Guinea	IUCN	Strengthening restoration and conservation of the ecological corridor of Mount Nimba (Bossou) and Ziama National Park in Guinea	5.83	2.67	15.30	-	Critical Forest Biomes Guinean Forests IP
11144	Liberia	CI	Strengthening conservation and effective governance of Liberia's critical forests in the Northwest Liberia Landscape	3.55	0.67	27.01	-	Critical Forest Biomes Guinean Forests IP
11143	Sierra Leone	CI	Strengthening conservation and effective governance of Sierra Leone's critical forests in the Gola Forest Landscape	6.21	0.67	16.41	-	Critical Forest Biomes Guinean Forests IP
11107	Regional	IUCN	Indo-Malaya Critical Forest Biome Regional Coordination Project	7.17	0.83	28.37	-	Critical Forest Biomes Indo-Malay IP
11105	Papua New Guinea	FAO	Maintaining the integrity of globally significant intact tropical forest landscapes in the Gulf	18.00	1.33	32.50	-	Critical Forest

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
			Province and Western Province of Papua New Guinea					Biomes Indo-Malay IP
11104	Thailand	FAO	"Forests for life - Intact Tropical Forest Landscape conservation in Thailand	7.47	0.67	82.03	-	Critical Forest Biomes Indo-Malay IP
11103	Lao PDR	UNDP	Generating multiple benefits through strengthened protection of intact forest landscapes in Lao PDR (CFB-Lao)	10.00	1.20	42.70	-	Critical Forest Biomes Indo-Malay IP
11139	Madagascar	UNEP	Strengthening Ecosystem Restoration Investments in Madagascar	16.00	0.98	52.82	-	Restoration IP
11138	Chad	IUCN	Restoration of the ecological corridors of Mayo-Kebbi, Tandjilé and Fitri in Chad, in support of multiple land and forest benefits	4.67	1.67	10.00	-	Restoration IP
11137	Uzbekistan	UNDP	Integrated Conservation Management and Restoration of High-Value Landscapes in Uzbekistan	6.83	2.67	52.00	-	Restoration IP
11136	Mali	UNDP	Accelerating ecosystems restoration by mobilizing communities along the Great Green Wall corridor	8.00	1.33	100.53	-	Restoration IP
11135	Sierra Leone	UNDP	Enhancing Sustainable Land Management and biodiversity conservation through innovative financing for an integrated Climate resilience in Koinadugu District	4.80	2.13	19.93	-	Restoration IP
11134	Rwanda	World Bank	Ecosystem-Based Restoration Approach for Nyungwe-Ruhango Corridor	10.15	4.82	454.83	-	Restoration IP
11133	Mozambique	World Bank	Northern Mozambique Rural Resilience Project	16.00	8.00	154.00	-	Restoration IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11132	Cote d'Ivoire	FAO	Ecosystem Restoration in Northern & Central Savannas of Côte d'Ivoire	4.27	2.94	98.00	-	Restoration IP
11131	Viet Nam	FAO	Enhancing water security, biodiversity and resilience of livelihoods through integrated water resources management and ecosystem restoration in Viet Nam's Red River basin	11.84	0.64	103.60	-	Restoration IP
11130	Haiti	UNEP	Enabling Large-Scale Ecosystem Restoration in Haiti through the Piloting and Implementation of Payments for Environmental Services Schemes	5.33	1.81	34.60	-	Restoration IP
11129	Congo DR	IFAD	Integrated sustainable and adaptive management of natural resources to support ecosystem restoration and livelihoods in the Miombo landscapes of Southern Kwango	10.67	2.00	102.78	-	Restoration IP
11128	Mauritania	IUCN	Integrated Natural Resource Management of three Wetlands landscapes, two of which is located on the route of the Great Green Wall in Mauritania (Male, Djelliwar and Karakoro (PGIRN/3ZH)	6.00	6.00	9.00	-	Restoration IP
11127	South Africa	UNEP	A transdisciplinary approach towards restoring selected South African peatland ecosystems and their catchments	7.47	1.33	54.50	-	Restoration IP
11126	Nepal	FAO	Restoration of Forests and Mountain Ecosystems (ReFaME) in Far-West Nepal	2.67	1.33	14.00	-	Restoration IP
11123	Angola	UNDP	Ecosystem Restoration in Angola's Extended Central Plateau	16.00	3.60	57.00	-	Restoration IP
11122	Global	CI	Ecosystem Restoration Global Coordination Project	19.74	4.09	15.28	-	Restoration IP
11121	Mexico	CI	ORIGEN: Restoring Watersheds for Ecosystems and Communities	16.00	1.70	91.82	-	Restoration IP
11120	Sao Tome and Principe	FAO	Ecosystem restoration for enhanced biodiversity, productive landscapes and sustainable livelihoods in Sao Tome e Principe	5.33	1.33	26.00	-	Restoration IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11098	Global	UNEP	NZNP Global Platform	10.90	1.38	42.25	-	Net-Zero Accelerator IP
11097	Morocco	UNDP	Green Journey: Achieving Net Zero through Nature Positive Solutions in Morocco	6.00	2.67	55.00	-	Net-Zero Accelerator IP
11095	Indonesia	UNDP	Indonesia's Net Zero Acceleration through Integrated Actions in the Energy and FOLU sectors (INET-ZERO)	17.33	1.33	126.19	-	Net-Zero Accelerator IP
11094	Viet Nam	UNDP	Supporting the implementation of net-zero nature-positive (NZNP) solutions in Viet Nam	8.00	0.67	42.00	-	Net-Zero Accelerator IP
11093	Cote d'Ivoire	UNDP	Côte d'Ivoire Net-Zero Nature-Positive Integrated Program	6.67	1.33	20.53	-	Net-Zero Accelerator IP
11092	Nigeria	UNDP	Accelerating Nature and Climate Action to Advance Nigeria's Net Zero and '30x30' Targets	8.00	2.00	93.20	-	Net-Zero Accelerator IP
11091	Mexico	UNEP	Accelerating action to achieve a net-zero, nature-positive and climate-just Mexico (Mexico Net-zero)	13.33	0.67	94.00	-	Net-Zero Accelerator IP
11090	Tanzania	UNDP	Integrated Net-Zero Nature-Positive Solutions for Climate and Biodiversity Protection	5.33	0.67	33.20	-	Net-Zero Accelerator IP
11089	Costa Rica	UNEP	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Costa Rica	13.33	1.68	80.00	-	Net-Zero Accelerator IP
11088	Chile	UNEP	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Chile	5.33	0.80	37.00	-	Accelerator IP
11087	Mauritius	UNEP	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Mauritius	3.67	0.67	15.27	-	Net-Zero Accelerator IP

GEFID	Country	Agency	Project Title	GEF Financing [31]	LDFA Financing[32]	Co-finance	LDFA Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11086	Trinidad and Tobago	UNEP	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Trinidad and Tobago (TT Net-zero)	5.40	0.07	12.00	-	Net-Zero Accelerator IP

Annex 2: Land Degradation Focal Area Projects Approved as Multi-Trust Fund Projects

(January 2022 – June 2024) All amounts in $ million (rounded)

GEF ID	Country	Agency	Project Title	LDCF / SCCF Finance [35]	Co-finance	LD Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
Least Developed Country Fund (LDCF)							
11459	Chad	UNEP	Promoting Integrated Natural Resources Management in Support of GGW in Chad (PINAMAC)	1.86	44.60	LD-3	CCA-1-1
11400	Cambodia	FAO	Building climate resilience of communities in Cambodia's protected landscapes: biodiversity-friendly crop-livestock systems for adaptation	7.00	21.50	LD-1	CCA-2-1
11396	Zambia	World Bank	Sustainable Management of Ecosystems in Miombo Ecoregions of Zambia	7.89	87.20	LD-1, LD-2	BD-1-1, BD-1-3, BD-1-4, CCA-1-1
11284	Djibouti	UNDP	Sustainable management of water and rangeland resources for enhanced climate resilience of rural communities in Djibouti	20.00	63.30	LD-3	CCA-1-1

[35] This column includes total financing including Agency Fees and PPG.

GEF ID	Country	Agency	Project Title	LDCF / SCCF Finance [35]	Co-finance	LD Focal Area Objectives	Other Focal Area Objectives
11212	Zambia	FAO	Resilient communities, land restoration and sustainable ecosystem management	9.24	91.20	LD-1	BD-1-3, BD-1-4, CCA-1-1, CCM-1-1
Special Climate Change Fund (SCCF)							
11402	Dominican Republic	FAO	Land Degradation Neutrality for Increased Resilience to Climate Change in Dominican Republic	3.00	15.16	LD-1	CCA-1-2, CCA-2-1

Annex 3: Brief Description of Approved Projects and Programs

LDFA Approved Projects, GEF-7 (January 1, 2022 – June 30, 2022)

11012 Global: Knowledge Generation and Management to support the Implementation of the UNCCD COP15 Abidjan Legacy Program (KGM-LEGAP) (IFAD)

The project is designed as a cross-cutting knowledge management and learning pillar of the Abidjan Legacy Program, taking benefit of the political momentum of the UNCCD COP15 and its associated High-Level Summit in May 2022. The project aims to generate and use knowledge products to stimulate investments to support Parties to the UNCCD to successfully implement the Abidjan Legacy Program, with the following components: (i) Knowledge management, innovation, and exchange to facilitate investments in best practices and learning on inclusive and equitable climate resilient and low emission agricultural value chains, forest and land use, and (ii) Investment Tools and incentives are developed to foster sustainable investment into the most suitable value chains. Landscape restoration and sustainable value chains will result in significant gains in terms of carbon and biodiversity. The project will benefit 30,000 people (50 percent women).

11006 Global: Building the next generation LDN investment pipeline through national Technical Assistance Hubs (CI)

The Land Degradation Neutrality (LDN) fund was launched on 12 September 2017 at the UNCCD COP13 in China, with an initial target of $300.00 million. It includes a Technical Assistance Facility (TAF) which has supported 15 different project partners for eventual investment. This project expands the current work of the TAF with a new focus on locally owned projects, to enable investment in small and medium enterprises, smallholders and communal lands, and work with selected earlier-stage projects, providing coaching to develop an 'investment readiness roadmap' guiding the project/business through the stages towards investment readiness. These projects will range in investment size from approximately $0.10 million to $2.00 million. In countries to be selected during the project development phase, local business and investment providers will be selected and trained to provide these services to the project developers. This new phase of the TAF will offer increased potential for more inclusive and deeper social and environmental impact for locally initiated projects. Building on the realization that these locally initiated projects may require more hands-on support, and often also smaller sizes in early stages, this project will pilot the concept of a national LDN TA hub, with local business and investment coaches. This national 'Technical Assistance Hub' will be established in a Colombia.

11003 Burkina Faso: Sustainable Land Management to Strengthen Social Cohesion in the Drylands of Burkina Faso (UNDP)

The project's objective is to enhance the national framework for achieving the national LDN targets, while promoting social cohesion in selected landscapes in the Centre-Nord Region through the practical application of the LDN concept. The project has the following components: (i) national level frameworks, practices and capacities for the effective application of LDN at the Landscape-level enhanced; (ii) gender-sensitive and locally adapted solutions and practices that contribute to LDN targets are supported on the

ground in selected landscapes; (iii) legal, policy, institutional and financial barriers for the continued application of gender sensitive LDN at the landscape level are addressed; and (iv) project impacts and LDN indicators are monitored, and learning is shared for scale-up of results across the country. The project is expected to generate benefits through 10,000 ha of land restored, 250,000 ha of lands under improved practices, and will benefit more than 19,000 local men and women.

10998 Chad: Innovative approach to protect Ouadis through the promotion of non-connected mini-grid solar energy in 3 municipalities (Mao, Kekedena and Nokou) of Kanem region-Chad (UNEP)

The project's objective is to protect the integrity and productivity of Ouadi ecosystems and ameliorate access to renewable energy using solar pumping systems in three Municipalities of the Kanem region of Chad. The project will promote gender sensitive best Sustainable Land Management practices to protect Ouadi ecosystems, invest in support of local communities to access solar energy for irrigation and economic benefits, and establish long-term gender sensitive knowledge management and monitoring systems of Ouadi ecosystems. The project will generate GEBs that include 1,500 ha of natural grass and shrublands restored, 1,200 ha under SLM in production systems, and mitigate over 1,200,000 tCO2e of GHG emissions, and benefit 3,000 men and women in the project area.

10993 Global: Strengthening Civil Society Role in Achieving Land Degradation Neutrality (IUCN)

This project's objective is to enhance the role of Civil Society Organizations (CSOs) in delivering Land Degradation Neutrality (LDN), and in promoting adherence to LDN principles, including environmental and social safeguards, in public and private investments. The project has a global scope and will strengthen the capacity and the level of engagement of CSOs in the 5 regional annexes of the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD), namely: Africa (Annex I), Asia (Annex II), Latin America and the Caribbean (LAC) (Annex III), Northern Mediterranean (Annex IV), Central and Eastern Europe (Annex V). The project's objective is to increase capacities and recognition of the CSOs to contribute to the adherence of LDN principles in policies, programs and investments. This will be delivered through capacities and support to CSOs to ensure that LDN is better aligned with established principles and practices and to lead investments in LDN. The project will consist of two components: (i) Influencing LDN and (ii) Leveraging LDN. The project will influence LDN by increasing the recognition of CSOs as partners in delivering LDN and strengthening the capacity of CSO actors to implement and to monitor LDN projects.

10992 Regional: Demonstration of a Caribbean Mechanism Toward Establishment of a SIDS-SIDS Green-Blue Economy Knowledge Transfer Hub (UNEP)

This project's objective is to enhance knowledge uptake and application within academia and communities of policy and technical practice in SIDS by implementing a systematic approach for extraction and translation of green-blue knowledge elements generated by GEF projects. The project will work on (i) establishment of a SIDS-SIDS Green-Blue Environmental Knowledge Transfer Hub as a formalized mechanism; (ii) development of a demonstration model for extracting learning from GEF Projects into Green-Blue learning curricula formats for sectoral application; and (iii) mainstreaming of knowledge generated by GEF projects and scale-up applied within the work of national and regional partners, sharing of lessons learned and peer to peer exchange. The Land Degradation focal area provides a suitable entry point for the project, which will not only support activities to improve the enabling environment for LDN in SIDS, but also the nature of land as an integrator creates the potential to assist countries to generate global environmental benefits across all focal areas. The plan to develop a mechanism to harness, share

and apply best practices can eventually be scaled to other SIDS sub-regions. The project is expected to benefit 10,000 people including academia and knowledge management institutions.

10989 Namibia: Promoting technology innovation and entrepreneurship to mitigate climate change and combat land degradation in informal settlements and peri-urban areas (UNIDO)

The project's objective is to promote the acceleration of high-impact clean technology innovation for large-scale deployment and creation of green jobs in informal settlements and peri-urban areas of Namibia. The project will promote an innovation and entrepreneurship ecosystem in Namibia by: (i) identifying and nurturing innovative cleantech ideas into enterprises (cleantech is defined as products or services that bring significant benefits to climate change mitigation and/or sustainable land and forest management); (ii) strengthening the national capacity within institutions and partner organizations for the sustainable implementation of the cleantech CIEE and accelerator approach; (iii) supporting and working with national policy makers to provide a conducive policy framework for entrepreneurs; and (iv) engaging with partners to enable international scale-up and networking opportunities. The project is expected to achieve 45,000 tCO2e and 225,000 tCO2e of indirect emission reductions respectively. It is also expected to achieve 6,000 ha of land and ecosystems under restoration and bring 4,000 ha of landscapes under sustainable land management in production systems.

10987 Türkiye: Integrated Natural Resource Management in Very Humid Climatic Regions of Eastern Black Sea Region in Türkiye (UNDP)

The project's objective is to establish the institutional and technical infrastructure in Turkey to achieve integrated natural resource management (INRM) in regions with very humid climate through demonstration of SLM techniques that blend the new global approaches and traditional knowledge in Eastern Black Sea region of Turkey. This objective will be supported by components addressing (i) Improved systemic, institutional, and individual capacities for INRM planning in very humid climate zones, (ii) implementation of SLM practices in the agriculture and forest lands in the pilot micro-basin of Kireçhane and, and iii) enhancing gender sensitive learning and knowledge-sharing on SLM/LDN practices for agriculture and forest lands with particular focus on steep and humid areas. The project aims to improve the management of 99,153 ha of land, contribute to avoidance of 1,041,227 tCO2e of GHG emissions and benefits 11,100 people.

10981 Cameroon: Implementation and institutionalization of a National Monitoring and Management Frameworks for Living Modified Organisms and Invasive Alien Species (UNEP)

This project's objective is to strengthen institutional biosecurity frameworks in the management of invasive alien species and living modified organisms through a coordinated risk analysis measure. This will ultimately enhance the capacity of Cameroon to implement the Convention of Biological Diversity and fulfill the activities identified in its National Biodiversity Strategy and Action Plan 2015-2025. The proposal builds upon the results of previous projects and is designed to support the operationalization of the National Biosecurity Act and its purpose to lay down a biosecurity integrated approach in the prevention, control, and management of risks from the introduction of invasive alien species and living modified organisms and products thereof. At the national level, the project will aim to support the production of a National Biosecurity Strategy and the establishment of a National Biosecurity Agency to coordinate its implementation. The project outputs will add value to the activities carried out by the national program

for the prevention and fight against emerging and re-emerging zoonoses (also referred to as the "National One Health Program") piloted at the Prime Minister's Office.

10980 Grenada: Enhancing Land Management and Strengthening Ecosystem Resilience for Integrated Landscape Restoration and Climate-Resilient Food Systems in Carriacou, Grenada (UNEP)

The project's objective is to effectively address land degradation in Carriacou, through demonstration and application of ecosystems-based landscape restoration, sustainable land management and good agricultural practices, using community participatory approaches that expands diversification and sustainability of livelihoods options. Investment under the components will (i) address physical on-site restoration of degraded landscapes primarily in the southern part of Carriacou, and (ii) build the needed governance mechanism and capacities among all relevant stakeholders to effectively transform landscape restoration tools and methodologies into improved practice over wider landscapes on the island. The work is well aligned with Grenada's UNCCD National Action Plan and voluntary LDN targets. The project will directly contribute to the wider strategic national commitments on addressing land degradation and rehabilitating 383 ha of degraded land at Bellevue South in Carriacou by 2030. The project will also support efforts to strengthen institutional and stakeholder engagement through improved governance mechanisms for SLM on Carriacou.

10900 Global: Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella I (UNEP)

This project supports the Enabling Activities under the UNCCD, providing resources for the following 20 countries: Democratic Republic of Congo, Gambia, Cameroon, Tajikistan, Comoros, Cote d'Ivoire, Georgia, Niger, Nigeria, Iraq, Equatorial Guinea, Armenia, Suriname, Burkina Faso, South Africa, Ethiopia, Benin, Namibia, Eritrea, Mauritania. The project aims to enhance national-level institutional and technical capacities for the 2021-2022 UNCCD reporting process in the context of the UNCCD Strategic Framework 2018-2030 and SDG15.3. These enabling activities will also support the UNCCD national focal point to raise the profile of UNCCD in the country and improve public participation in the reporting process by: (i) involving key stakeholders in the national reporting process including the civil society, (ii) organizing inclusive meetings during the report elaboration process and validation, (iii) considering special meetings with Government officials to address the issues of SLM and national development policies and strategies and their linkage to the convention implementation, and (iv) involving targeted medias to deliver key messages to the larger public.

10960 Global: Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella II (UNEP)

This project supports the Enabling Activities under the UNCCD, providing resources for the following 20 countries: Antigua and Barbuda, Argentina, Barbados, Belize, Bhutan, Costa Rica, Grenada, Guatemala, Guinea-Bissau, Haiti, Jamaica, Libya, Nicaragua, Panama, Sierra Leone, St. Kitts And Nevis, St. Lucia, Trinidad and Tobago, Uzbekistan, and Venezuela. The project aims to enhance national-level institutional and technical capacities for the 2021-2022 UNCCD reporting process in the context of the UNCCD Strategic Framework 2018-2030 and SDG15.3. These enabling activities will also support the UNCCD national focal point to raise the profile of UNCCD in the country and improve public participation in the reporting process by: (i) involving key stakeholders in the national reporting process including the civil society, (ii) organizing inclusive meetings during the report elaboration process and validation, (iii) considering special meetings

with Government officials to address the issues of SLM and national development policies and strategies and their linkage to the convention implementation, and (iv) involving targeted medias to deliver key messages to the larger public.

10959 Global: Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella III (UNEP)

This project supports the Enabling Activities under the UNCCD, providing resources for the following 20 countries: Bosnia-Herzegovina, Cambodia, Chad, Chile, Dominican Republic, El Salvador, Eswatini, Guyana, Honduras, Kenya, Kyrgyz Republic, Mali, Mexico, Moldova, Morocco, Palau, Paraguay, Philippines, St. Vincent and Grenadines, and Togo. The project aims to enhance national-level institutional and technical capacities for the 2021-2022 UNCCD reporting process in the context of the UNCCD Strategic Framework 2018-2030 and SDG15.3. These enabling activities will also support the UNCCD national focal point to raise the profile of UNCCD in the country and improve public participation in the reporting process by: (i) involving key stakeholders in the national reporting process including the civil society, (ii) organizing inclusive meetings during the report elaboration process and validation, (iii) considering special meetings with Government officials to address the issues of SLM and national development policies and strategies and their linkage to the convention implementation, and (iv) involving targeted medias to deliver key messages to the larger public.

10958 Global: Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella IV (UNEP)

This project supports the Enabling Activities under the UNCCD, providing resources for the following 20 countries: Algeria, Botswana, Colombia, Djibouti, Dominica, Ghana, Madagascar, Malawi, Maldives, Marshall Islands, Mauritius, Micronesia, Montenegro, Papua New Guinea, Peru, Rwanda, Sri Lanka, Sudan, Tanzania, and Turkey. The project aims to enhance national-level institutional and technical capacities for the 2021-2022 UNCCD reporting process in the context of the UNCCD Strategic Framework 2018-2030 and SDG target 15.3. These enabling activities will also support the UNCCD national focal point to raise the profile of UNCCD in the country and improve public participation in the reporting process by: (i) involving key stakeholders in the national reporting process including the civil society, (ii) organizing inclusive meetings during the report elaboration process and validation, (iii) considering special meetings with Government officials to address the issues of SLM and national development policies and strategies and their linkage to the convention implementation, and (iv) involving targeted medias to deliver key messages to the larger public.

10957 Global: Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella V (UNEP)

This project supports the Enabling Activities under the UNCCD, providing resources for the following 21 countries: Angola, Azerbaijan, Bahamas, Cabo Verde, Central African Republic, Guinea, Jordan, Kazakhstan, Kiribati, Lebanon, Lesotho, Mozambique, Samoa, Sao Tome and Principe, Senegal, Solomon Islands, Tunisia, Turkmenistan, Tuvalu, Uganda, Zambia. The project aims to enhance national-level institutional and technical capacities for the 2021-2022 UNCCD reporting process in the context of the UNCCD Strategic Framework 2018-2030 and SDG target 15.3. These enabling activities will also support the UNCCD national focal point to raise the profile of UNCCD in the country and improve public participation in the reporting process by: (i) involving key stakeholders in the national reporting process

including the civil society, (ii) organizing inclusive meetings during the report elaboration process and validation, (iii) considering special meetings with Government officials to address the issues of SLM and national development policies and strategies and their linkage to the convention implementation, and (iv) involving targeted medias to deliver key messages to the larger public.

10956 Global: Strengthening national-level institutional and professional capacities of country Parties towards enhanced UNCCD monitoring and reporting – GEF 7 EA Umbrella VI (UNEP)

This project supports the Enabling Activities under the UNCCD, providing resources for the following 21 countries: Bangladesh, Brazil, Burundi, Colombia, Congo, Cook Islands, Cuba, Fiji, Gabon, Lao PDR, Liberia, Mongolia, Nauru, Nepal, Niue, Serbia, Seychelles, Somalia, South Sudan, Syria, and Uruguay. The project aims to enhance national-level institutional and technical capacities for the 2021-2022 UNCCD reporting process in the context of the UNCCD Strategic Framework 2018-2030 and SDG15.3. These enabling activities will also support the UNCCD national focal point to raise the profile of UNCCD in the country and improve public participation in the reporting process by: (i) involving key stakeholders in the national reporting process including the civil society, (ii) organizing inclusive meetings during the report elaboration process and validation, (iii) considering special meetings with Government officials to address the issues of SLM and national development policies and strategies and their linkage to the convention implementation, and (iv) involving targeted medias to deliver key messages to the larger public.

10930 Global: Business Action and Advocacy for the Planet (CI)

The project objectives are to (i) mainstream biodiversity across sectors as well as landscapes and seascapes through biodiversity mainstreaming in priority sectors, (ii) promote innovation and technology transfer for sustainable energy breakthroughs for accelerating energy efficiency adoption, and (iii) reduce pressures on natural resources from competing land uses and increase resilience in the wider landscape. It seeks to contribute to addressing the degradation of nature and loss of biodiversity globally caused to a large degree by unsustainable business practices which contribute to land- and sea use change, direct exploitation of organisms, climate change, pollution, and other drivers of environmental degradation. As businesses both impact and depend on nature, they need to be included in efforts to halt and reverse nature loss to achieve transformational change at a global scale. The project will unify and amplify the business voice through concrete policy tasks at key negotiations for biodiversity ensuring harmonious messaging via high level stakeholders of leading companies. Business-government dialogues at national level will take place in key countries, such as Colombia, Republic of South Africa, India and Malaysia.

10923 Global: The Systems Change Lab (SCL): Accelerating Transformational Change Needed to Safeguard the Global Commons for All (CI)

The project's objective is to support further development of Systems Change Lab (SCL), established in 2020 as a joint effort between the World Resources Institute (WRI), the High-Level Climate Champions, and Bezos Earth Fund, with WRI hosting and facilitating the Lab's work. In partnership with leading data providers and technical experts, the SCL aims to develop a centralized tracking platform where transformations across systems are monitored on a regular basis, providing the first complete picture of progress towards necessary transitions side-by-side, informing policy and practice. As a virtual and dynamic situation room, the SCL will monitor systems change globally, taking stock of where shifts are accelerating or stalling, and analyzing what's working, what isn't, and why. It will partner with visionary leaders and diverse coalitions, arming them with the evidence needed to mobilize more effective action

and cross positive tipping points. The platform will also track changes in the underlying drivers of systems changes – those forces that have historically enabled transformational change, including innovations in technologies, practices, and approaches, supportive policies, strong institutions, shifts in social norms, and leadership from critical change agents.

10913 Indonesia: Protection of biodiversity and sustainable land-use in conservation landscapes in South Sulawesi, Gorontalo and East Nusa Tenggara (UNEP)

The project's objective is to protect biodiversity and reduce land degradation in the Wallacea Hotspot through landscape-based conservation action, sustainable land management, and livelihood benefits linked to conservation outcomes. The project focuses on five key high-biodiversity landscapes located in the Indonesian range of the Wallacea Hotspot, this area includes Sulawesi and related islands and the Lower Sunda islands from Lombok to Timor. The project will implement integrated conservation landscape plans based on ecological and spatial criteria to strengthen biodiversity mainstreaming and area-based biodiversity protection in target landscapes. Working with local communities the project will support biodiversity stewardship and other area-based conservation measures at landscape scales, through People, Public, Private Partnerships, connecting commitments to address drivers of biodiversity loss to tangible investments in livelihood improvements through biodiversity-friendly business ventures such as bamboo and other non-timber forest products. The GEBs will be achieved through the protection of biodiversity and sustainable land-use in five high-biodiversity landscapes over 500,000 ha. The project will mitigate 10,000,000 tCO2e of GHG emissions and directly benefit 50,000 people.

10909 Global: Integrating Land Degradation Neutrality (LDN) into land use planning frameworks to strengthen national UNCCD enabling environments (IUCN)

This Enabling Activity project supports GEF eligible UNCCD countries to report to the convention on LDN specific indicators and provides the necessary capacity building support. The project is embedded in the UNCCD Strategic Framework 2018-2030. Its main objective is to support the implementation of some of the key decisions taken at UNCCD's COP14. The different decisions made at COP14 point at a stronger support to country Parties to implement the concept of LDN at national levels, through guidance for (i) raising awareness, building capacity and facilitate voluntary technology transfer related to LDN practices, (ii) strengthening national level coordination for LDN through among others land use planning, adequate land governance and integration in policy frameworks, (iii) Strengthening the national voluntary LDN target setting process, and (iv) mobilizing LDN financing and strengthening collaboration with GEF.

10895 Kazakhstan: Seventh Operational Phase of the GEF Small Grants Programme in Kazakhstan (UNDP)

The project's objective is to empower local communities and organizations to take integrated and adaptive actions for socioecological resilience and sustainable livelihoods in the seven target landscapes for local and global environmental benefits. The project aims to support 15,000 direct beneficiaries of rural and peri-urban communities to increase the social, ecological, and economic resilience of the seven target landscapes through community-level small grant interventions aiming at (i) conservation of land and water resources and promotion of climate adaptive solutions, with a focus on the agro-ecosystems that many rural communities rely upon and (ii) adoption of RE and energy efficient technologies and solutions. The project will contribute to the GEF's LDFA Objective 1 to support on the ground implementation of SLM to achieve LDN. It will restore approximately 15,000 ha of degraded agricultural

land, will bring approximately 10,000 ha in target landscapes under improved practices, and promote landscape level planning and management in seven target regions of Kazakhstan.

10874 Djibouti: Conserving Biodiversity and Restoring Ecosystem Functions in and around the Day Forest National Protected Area (UNDP)

The project's objective is to protect and restore biodiversity, forests and ecosystem functions and enhance the livelihoods of vulnerable communities in degraded mountain landscapes in Djibouti with hopes to break the vicious cycle of the poverty - land degradation nexus. The project will be implemented in the Day and Mabla Protected Areas, Djibouti's last vestiges of dense forests, harboring most of the country's terrestrial biodiversity. The project is designed on three components: enhance Protected Area system policy and financing framework and emplace management in Day and Mabla Protected Areas; safeguard and restore rangeland and forest ecosystem functions through forest restoration and sustainable land management in and around the Day and Mabla Protected Areas; and develop safeguards, gender, and knowledge management. The main expected GEBs include 10,000 ha of terrestrial protected areas under improved management, 200 ha of forest lands restored, 14,000 ha of productive landscapes under SLM, and will benefit 4,000 people.

10866 Argentina: Comprehensive land management in forestry and agri-food systems of three water basins in Argentina to contribute to Land Degradation Neutrality (LDN) and to mitigation and adaptation to climate change (CAF)

Argentina relies on a wide variety of natural resources for its domestic and export needs, in particular agricultural products. But the availability of these resources is undermined by increasing land degradation processes over 40% of the country's territory. Addressing key barriers such as inter-institutional governance and planning, lack of capacity to implement sustainable practices on the ground and inappropriate financial incentives, the project seeks to strengthen the territorial implementation of actions that simultaneously promote sustainable practices, land restoration, and increase climate resilience while guaranteeing social equity. The project's objective is help the country implement its strategy against land degradation in three targeted provinces, while also providing climate and biodiversity benefits. It is expected to restore around 37,000 ha of agricultural and forest lands, improve the management of more than 78,000 ha in production systems; mitigate 7,200,000 tCO2e of GHG emissions, and improve of the management effectiveness of terrestrial Protected Areas on 250,000 ha. In addition, the project will benefit 12,000 people.

10589 Kenya: Lake Naivasha Basin Ecosystem Based Management (WWF-US)

The project's objective is to restore forest ecosystems and reduce land degradation in the Lake Naivasha Basin's catchment for increased protection of the lake's water resources, biodiversity, and associated ecosystem services to support the local and national economy. Lake Naivasha is one of the two freshwater lakes in the Kenyan part of the Rift Valley and is an economic backbone of the Kenyan economy, supporting one of the most expansive horticultural industries in this part of the world with more than 250,000 employees. The Lake's basin is also one of the main water towers in Kenya and hosts globally significant biodiversity, such as elephants, black rhino, and over 250 species of both endemic and migratory bird species. The project has four components: (i) strengthening the enabling conditions for integrated natural resources management in Lake Naivasha Basin, (ii) market and financial mechanisms for implementation of the LNB integrated management plan, (iii) improved land management in upper

Lake Naivasha Basin, and (iv) Knowledge management. It will improve land use practices on 37,000 ha of land and restore 1,600 ha of forests. It will also have 3,200 direct beneficiaries and mitigate 1,400,000 tCO2e of GHG emissions.

LDFA Approved Projects, GEF-8 (July 1, 2022 – June 30, 2024)

11551 Mauritania: Rehabilitation and restoration of ecosystems in the Gum Arabic belt and sustainable use of forest resources in Mauritania (FAO)

The project's objective is to combat land degradation through the restoration, sustainable management and use of agro-silvopastoral landscapes and associated ecosystem goods and services. Restoring native landscapes and strengthening the valorization of Gum Arabic and other non-timber forest products is crucial for addressing land degradation, ensuring sustainable and diversified socio-economic livelihood opportunities for communities and generating biodiversity benefits. The targeted wilayas are Trarza, Brakna, Gorgol, Guidimakha, Assaba, Hodh Gharbi and Hodh Chargui. Restoration activities will focus on Trarza, Gorgol, and Assaba, and final project locations will be selected with local authorities and communities and in complementarity to relevant existing initiatives. By restoring the agro-silvopastoralist landscape, the project will support the preservation of Mauritania's unique biodiversity, which is a key co-benefit generated under this project. In addition, associated adaptation co-benefits include the enhanced resilience of ecosystems to climate change and the subsequent reduced socio-economic vulnerability of local communities to climate change and variability. The project is expected to directly benefit 60,000 community members, across the target wilayas, with 50 percent women targeted to be direct beneficiaries. The seven target wilayas have a total population of approximately two million people. Restoration and community-driven activities are planned for the wilayas of Assaba, Gorgol, and Trarza, where 80,000 ha of agro-silvopastoral land will be rehabilitated, and 40,000 ha brought under improved management.

11524 Kazakhstan: Integrated Management of Seascapes of the Kazakhstani part of the Caspian Sea and Land Resources of Adjacent Territories (UNDP)

The project's objective is to promote an integrated ecosystem-based approach to conserve key species and habitats of the Caspian Sea and ensure sustainable economic development. Through this integrated approach, the will generate the following Global Environmental Benefits: improve the management effectiveness of almost 1,700,000 ha and more than 662,000 ha of existing terrestrial and marine protected areas respectively and 47,000 ha and almost 600,000 ha of proposed terrestrial and marine protected areas respectively; (ii) improve management of 604,000 ha and almost 60,000 ha of terrestrial and marine habitats to benefit biodiversity; and (iii) restore 6,000 ha of pasture and degraded agricultural land and shallowing drawdown areas of the Caspian Sea. The project will directly benefit around 8,500 people through improved resource and livelihood opportunities.

11501 Global: Addressing tenure governance and gender equality in land rights to strengthen LDN initiatives (FAO)

The project's objective is to develop capacities to strengthen responsible tenure governance in LDN initiatives under the UNCCD, with particular emphasis on promoting gender equality and women's access to land and tenure rights. The project aims to establish an enabling environment for responsible land tenure governance and secure tenure rights to facilitate the attainment of LDN. Governance of tenure, including access, security, and rights, is crucial for the effectiveness and sustainability of LDN initiatives. Component 1 focuses on developing a comprehensive assessment tool addressing the LDN-Tenure-Gender equality nexus, in collaboration with selected countries. This tool will enhance decision-makers' capacity to integrate tenure and gender equality considerations into LDN policies, plans and investments aligning with the FAO Voluntary Guidelines on the Responsible Governance of Tenure of Land, Fisheries and Forests in the Context of National Food Security. Additionally, Component 1 will deliver a capacity development package tailored to countries' needs based on preceding assessments, to be implemented in Component 2 operating at the country level. Component 3 will focus on knowledge management and learning to support political reforms on tenure and gender equality, contributing to global environmental benefits such as LDN. Through collaboration and partnerships, building capacity and facilitating knowledge exchange at the project, regional, and global levels, this project seeks to advance gender equality in tenure rights, enhance tenure security, both key to achieving and sustaining LDN.

11495 Global: Strengthening Conservation of Primary Forests through Partnership Enhancement and Coordination of Support (IUCN)

The project's objective is to prevent the loss of tropical primary forests worldwide by strengthening their protection and conservation, which will in turn contribute to mitigating climate change, preventing biodiversity loss and land degradation, while improving the livelihoods of the communities that depend upon them. The objective will be accomplished through knowledge packaging and dissemination and capacity development that will raise the visibility of tropical primary forests among stakeholders, policymakers, and the public, transforming how they are perceived and ensuring their inclusion in forest financing strategies, conservation initiatives, and the global policy agenda. The project will facilitate and stimulate financing for tropical primary forest conservation by establishing robust donor-recipient dialogue and coordination mechanisms and providing information on financing opportunities. It seeks to enhance the work of the Global Forest Financing Facilitation Network (GFFFN), supporting countries in developing forest finance strategies that prioritize intact tropical primary forests. This transformative approach will strengthen financing mechanisms, foster innovative approaches, and mobilize resources towards the conservation of tropical primary forests. The project aligns with the Collaborative Partnership on Forests (CPF) in enhancing coordination on global forest issues among relevant international forest-related organizations.

11481 Global: Enabling activities for implementing UNCCD COP15 decisions on drought (FAO)

The project's objective is to enable the UNCCD Parties to address drought-related challenges and gaps through integrated land and water management approaches and land-based interventions. The project responds to the decisions of the COP 15 on drought, through enabling effective policies and partnerships on drought; identification and evaluation of global instruments and frameworks to manage drought under the Convention, identification of financing needs for drought risk reduction and resilience-building, scaling-up and facilitation of effective financing, knowledge and experience-sharing with transformative tools, and co-learning and collaboration with the communities of learning and practice.

11426 Iraq: Restoration and Preservation of Key Biodiversity Areas and Ecosystems in Anbar Province, Iraq (UNDP)

The objective of the project is to enhance Iraq's natural ecosystem resilience by integrating biodiversity and ecosystem services concerns into environmental land use planning and sustainable land management policies and practices. The project has four components: (i) strengthening the enabling environment at national and sub-national levels (Anbar Province) to enhance integrated natural resources management, (ii) establishment of protected areas and improved key biodiversity areas management through comprehensive planning, financing, and adaptive co-management approaches, (iii) integrated landscape management and enhanced resilience of natural resource-based livelihoods in Anbar Province, and (iv) monitoring and evaluation and knowledge management. The global environmental benefits of this project are: 388,847 ha of terrestrial protected areas created, improved management of 11,430,153 ha to benefit biodiversity, and 17,960 tCO2e of GHG emissions avoided. It is estimated that 15% of the population of Anbar Province will be directly benefiting from the project activities, i.e., 225,000 people (50 percent women).

11414 Somalia: Conserving terrestrial and marine biodiversity and restoring ecosystem services in globally relevant and vulnerable sites in Somalia (UNDP)

The project's objective is to conserve and restore biodiversity and sustainable use of ecosystem goods and services in Somalia by strengthening institutional and legal frameworks for biodiversity conservation management, establishing, and improving management of a network of community-led terrestrial and marine Protected Areas. The project includes three components: i) strengthened Federal Government and Federal Member States policy, regulatory and institutional frameworks for Protected Areas, ii) established and improved management of 11 selected terrestrial and marine areas, and iii) integrated Landscape Management in multiple use landscapes around the targeted PAs to increase the flow of ecosystem goods and services for improved livelihoods and conservation outcomes. The project will support the adoption of sustainable practices that promote sustainable use and conservation. It will generate the following GEBs: the creation of 193,000 ha of terrestrial protected areas, and 194,000 ha of marine protected areas, the restoration of 6,000 ha of degraded mangroves and forestlands inside protected areas through community-led interventions, improved management of 3,500 ha in production systems, and the mitigation of 1,200,000 tCO2e of GHG emissions. The project also targets 200,000 direct beneficiaries (including 50 percent women).

11408 Yemen: Integrated Conservation and Sustainable Development in Socotra Archipelago and Aden Wetlands, Yemen (UNEP)

The project's objective is to effectively conserve biodiversity in the Socotra Archipelago and sustainably manage the Aden wetlands in Yemen. This project addresses the urgent need for effective conservation and sustainable management of ecologically significant Aden wetlands and Socotra Archipelago, both renowned for their unique biodiversity. A decade of civil war and political conflicts in Yemen led to weak governance, unsustainable resource use, and environmental degradation in both regions. The proposed project aims to overcome these challenges by strengthening policy and governance frameworks for protected areas and wetlands, sustainably managing protected areas in Socotra and the Aden wetlands including wetland restoration, and focused conservation efforts for unique trees and sea turtles. The project will generate the following GEBs in protected areas and wetland ecosystems in Socotra and Aden: improve the management effectiveness of terrestrial protected areas totaling almost 10,000 ha and

marine protected areas totaling 750 ha, and 9,000 ha under improved management to benefit biodiversity, which will increase the provision of ecosystem services. The project will directly benefit 5,000 people.

11402 Dominican Republic: Land Degradation Neutrality for Increased Resilience to Climate Change in Dominican Republic (FAO)

The project's objective is to apply land degradation neutrality related and other adaptation approaches to build climate resilience of the food and agriculture sector for vulnerable communities of the Dominican Republic, a Caribbean SIDS. The Dominican Republic faces a range of climate change-induced threats, including sea-level rise, storm surges, flooding, and saltwater intrusion, which intensify existing stresses contributing to land degradation and disrupting livelihoods. Climate projections include reductions in annual precipitation and severe droughts, which will pose challenges to crop zones, damage infrastructure, and increase economic pressures and municipal management challenges. This multi-trust fund project will draw on SCCF-A and GEF Trust Fund Land Degradation resources to support a range of investment, policy and capacity interventions to build resilience. Actions include decision support systems, land restoration with endemic species, silvopasture, drought and flood risk management, drought and flood early warning systems, and agricultural value chain diversification and improvement. The multi-trust fund project will deliver climate resilience benefits to 19,732 people (50 percent women), improve the climate resilient management of 113,346 ha of land, mainstream climate resilience in two policies, and train 1,500 people on climate risks and adaptation. It will also restore 1,960 ha of forest and improve the sustainable land management of 15,700 ha.

11400 Cambodia: Building climate resilience of communities in Cambodia's protected landscapes: biodiversity-friendly crop-livestock systems for adaptation (FAO)

The project's objective is to strengthen climate resilience of local communities, ecosystems and livelihoods in protected landscapes in a way compatible with biodiversity conservation goals through integrated approach. The project will be implemented in two protected areas of Boeung Per Wildlife Sanctuary and Prey Lang Wildlife Sanctuary within the Northern Tonle Sap basin. The project complements GCF-funded "Public-Social-Private Partnerships for Ecologically-Sound Agriculture and Resilient Livelihood in the Northern Tonle Sap Basin (PEARL) to strengthen climate resilient management of ecosystems, farmlands, and livestock. The interventions will directly benefit 84,835 people (50 percent women), restore 2,000 ha of degraded land while bringing at least 92,300 ha of community protected areas under sustainable land management practices.

11398 Tajikistan: Tajikistan Ecosystem Restoration and Resilient Agriculture (TERRA) Project (IFAD)

The project's objective is to generate multiple environmental and socio-economic benefits by applying integrated landscape management approaches for restoration of degraded grassland ecosystems in the Lower Panjriver sub-basin in Khatlon province – a global priority area for ecosystem restoration, and an important production area where trends in land degradation and overall ecosystem health are deteriorating. The effort will result in multiple land degradation neutrality (LDN), biodiversity, as well as climate change adaptation and mitigation benefits through integrated landscape management (ILM) approaches – in areas of high priority for biodiversity conservation. As a result, 14,000 ha of ecosystems will be restored, 117,000 ha of landscapes will be brought under improved management practices for biodiversity benefits, ecosystem management plans implemented for a further 1.3 million ha, protected

area management effectiveness enhanced in 128,700 ha of existing reserves – resulting in the sequestration of 3,100,000 tCO2e and supporting improved/sustained livelihoods for 315,000 people (50 percent women).

11396 Zambia: Sustainable Management of Ecosystems in Miombo Ecoregions of Zambia (World Bank)

The project's objective is to sustainably restore and manage the Miombo forest ecosystems and agro-pastoral landscapes and enhance resilience of the vulnerable communities through the integration of adaptation considerations in land use planning and sustainable management of natural resources. The project's focus is in the Copperbelt, Central and Muchinga Provinces of Zambia where communities are highly vulnerable, and ecosystem degradation is high. With co-finance from the World Bank's Transforming Landscapes for Resilience and Development (TRALARD) project, it will strengthen the policy, legal and institutional environment for land rehabilitation, biodiversity conservation and climate change adaptation, promote an integrated landscape approach for sustainable ecosystem management practices and biodiversity conservation, and introduce community-based adaptation solutions including resilient livelihoods and climate risk insurance products for smallholders. The multi-trust fund project will deliver multiple adaptation and global environmental benefits which include improved climate adaptation of 100,000 people, 629,400 ha of land under improved management, and mitigation of 1,200,000 tCO2e of GHG emissions.

11390 Regional: CSIDS SOILCARE Phase 2 - Caribbean Small Islands Developing States (SIDS) multi-country soil management initiative for integrated Landscape Restoration and climate-resilient food systems (FAO)

The project's objective is to improve livelihoods, increase climate resilience of food systems and effectively restore lands in the Caribbean by applying principles of sustainable soil and land management. CSIDS SOILCARE Phase II, which builds on GEF funded Phase 1, will work to update soil information and data as a basis of strengthening sustainable soil management, SLM and LDN in 6 additional Caribbean Small Island Developing States (CSIDS). The project will design and implement strategic interventions in CSIDS for addressing the rehabilitation of degraded lands in support of the attainment of LDN, strengthening capability of CSIDS to manage soil, land and land resources and water to combat drought and flood through land degradation neutrality; undertake the baseline work for the preparation of a Regional LDN Transformative Initiative and strengthening the scientific and technical infrastructure and capacity of CSIDS to enhance sustainable and climate resilient soil and land management for LDN and food security. The project will restore 28,000 ha of agricultural lands in the target countries, improve management of 70,000 ha of land, and benefit at least 6,900 farmers directly (including 2,760 women). Through this project all 14 CSDIS will continue to be supported to implement their LDN targets.

11389 Tunisia: Adaptive management and restoration of degraded Aleppo pine forest in the Kasserine governorate (Tunisia) to strengthen resilience to climate change, conserve biodiversity, improve productivity and food security (FAO)

The Aleppo pine (*Pinus halepensis*), characterizing the natural forest ecosystem of Kasserine, plays an essential ecological, socio-economic, and environmental role. Recent episodes of drought, recurrent fires, and inadequate management have contributed to a severe dieback of the Aleppo pine on 19 percent of the forest in the region, leading to a sharp reduction of ecological services, as well as the goods and services benefitting to communities in one of the country's poorest regions. The project's objective is a

multi-stakeholder and science-based approach to develop adaptive, integrated, and participatory management plans to restore the ecosystem services and pay a particular attention to local populations and income generation through non-wood forest products and agroforestry value-chains. The project targets 15,000 ha of lands restored, 30,000 ha under improved practices, and mitigation of 4,400,000 tCO2e of GHG emissions, benefitting 20,000 people, including 50 percent women and youth.

11348 Lebanon: Restoring Ecosystem Connectivity for Biodiversity and Sustainable Livelihoods in the Litani Watershed Project (ECONNECT) (IFAD)

The project's objective is to implement sustainable landscape management approaches in the Upper Litani Basin, with a focus on biodiversity-friendly agriculture, aquaculture and the transformation of the heavily polluting crop and aquaculture sectors, while promoting innovation, learning, and upscaling. The project will foster the adoption of innovative practices in these sectors through a matching grant fund for small-scale producers, fostering the uptake of sustainable aquaculture and agroecological practices, generating new or additional sources of income, including for women and youth. Besides the improved policy and socio-economic framework, GEBs are generated through 3,523 ha area of land and ecosystems under restoration and 4,642 ha of landscapes under improved practices. Overall, the project will benefit an estimated number of 140,000 people (51 percent women).

11336 Argentina: Recovering the Sustainability of Ecosystems Affected by Drought in Northeastern Argentina (UNDP)

The project’s objective is to strengthen SLM of degraded ecosystems in accordance with LDN in drought-affected areas, prioritizing three landscapes in the Chaco, Formosa, and Santa Fe Provinces in northeastern Argentina. These landscapes were identified based on their potential for SLM and ecosystem restoration, the importance of providing ecosystem services for local social and economic development, the potential for GEBs associated with land degradation and climate, and a solid baseline and co-financing by a diverse group of stakeholders. The project is aligned with national priorities outlined in the National Drought Plan of Argentina and focuses on proactive drought management. Key national institutions responsible for drought mitigation such as the Drought Technical Commission (Secretariat of Agriculture, Livestock, and Fisheries) and the National Directorate for Agricultural Risk and Emergency/Secretariat of Agriculture, Livestock, and Fisheries, within the Ministry of the Economy, are involved in the project. The project will support efforts for monitoring drought in the prioritized landscapes through the National Drought Monitoring Database. GEBs will be generated in dry-arid and semi-arid forests, humid and flooded savannas, as well as agroecosystems, which comprise 5,100 ha of land and ecosystems under restoration and 45,900 ha of landscapes under improved SLM practices. In addition, a total of 4,070 people (60 percent women) will benefit from the investment.

11335 Bosnia-Herzegovina: Introducing Nature Based Solutions to Ensure Resilient Ecosystems, Green Recovery and Sustainable Livelihoods (UNDP)

The project’s objective is the integrated management of multiple use landscapes in Bosnia and Herzegovina to promote biodiversity conservation, improved land productivity, and economic benefits to local communities. This will be achieved by improving the management of Protected Areas, Key Biodiversity Areas (KBAs), Other Effective Area-based Conservation Measures (OECMs), and by intervening in land degradation hot spots that support agriculture, forestry, animal-husbandry, and other economic activities. The project’s intervention pathways entail improved governance, policies and

capacities of institutions, promotion of Integrated Spatial and Land Use Planning; and improved financing and incentives for nature-positive practices. Through an integrated approach, the project aims to: improve management effectiveness of more than 42,000 ha in 15 terrestrial protected areas, improve management effectiveness of over 151,000 ha of KBAs and identified OECMs through national policies and practices, improve and restore 1,500 ha of degraded agricultural lands, mitigate 2,000,000 tCO2e of GHG emissions, and benefit 100,000 people (50 percent women) through improved natural resource management, sustainable agricultural, grazing and forest practices, livelihood improvement, and promotion of small scale enterprises.

11333 Ecuador: Integrated landscape management in the Napo River Basin for sustainable land management and biodiversity conservation (UNDP)

The project's objective is to promote integrated landscape management to achieve SLM and sustainable forest management (SFM), along with integrated management of water resources, through the improvement of governance, the diversification of livelihoods, the increase of the efficiency of productive systems and the conservation of ecosystems and biodiversity in the Napo River Basin. The project includes three components: (i) multilevel governance and articulation framework for territorial management, (ii) adoption of practices that contribute to comprehensive landscape management for SLM, SFM and biodiversity conservation, and (iii) access to financing mechanisms to scale up actions that contribute to LDN and climate change adaptation. The project is expected to provide the following environmental benefits: 10,000 ha of newly created terrestrial Protected Areas, 115,000 ha of terrestrial Protected Areas under improved management effectiveness, 4,020 ha of degraded agricultural lands under restoration, 45,000 ha of landscapes under improved practices, and 600,000 tCO2e of GHG emissions mitigated. The project will benefit 7,676 people (40 percent women).

11331 South Africa: Restoration and sustainable management of Land for improved livelihoods in the degraded landscapes of Free State and Northwest Provinces of South Africa (IUCN)

This project builds on lessons from GEF-5 and GEF-7 Sustainable Land Management (SLM) projects "Securing multiple ecosystems benefit through SLM in the productive but degraded landscapes of South Africa" and "Mainstreaming SLM for large-scale impact in the grazing lands of Limpopo and Northern Cape Provinces". The project's objective is to support South Africa to achieve its LDN targets through implementing SLM, land rehabilitation and restoration practices and protection interventions in the Free State and Northwest Provinces. The project targets various land tenure systems and will explore private investments to facilitate access to financial services and strengthen rural value chains. The project targets 30,000 ha of forest lands under restoration, 20,000 ha under improved management for biodiversity benefits, and will benefit to 160,000 people (55 percent women).

11304 Regional: Enhancing transboundary fisheries management in the Lower Mekong Basin (IUCN)

The Lower Mekong Basin represents the world's largest inland fishery and home to nearly 1,200 fish species, making it the third most biodiverse river system in the world after the Amazon and Congo. The project aims to improve the management of cross-sectoral trade-offs taking sustainable fisheries management, fish habitat connectivity and rehabilitation as entry points while focusing on three of the Lower Mekong countries which make up 80 percent of fish catch and have the most limited resources. Lead by the Mekong River Commission working in close partnerships with national line agencies relevant for fisheries management, the project's objective is to harmonize fisheries governance and coherence of

water resources related policies and plans to support transboundary fisheries management. Project interventions will make substantial contributions to the safeguarding of food security of local communities as well as to the conservation of globally significant biodiversity. Thereby, the project targets to stabilize fish stocks at 2020 levels, bringing an estimated 350,000 ha of landscape, including 10,000 ha of protected wetlands under improved management, and bringing one shared freshwater ecosystem under improved coordination and management, directly benefitting 20,000 people.

11285 Global: Eighth Operational Phase of the GEF Small Grants Programme (Part 1) (UNDP)

The Eighth Operational Phase of the Small Grants Program (SGP) builds on 30 years' experience with empowering local civil society organizations (CSOs) and community-based organizations (CBOs) in environmental management. The first of two planned tranches of the program, implemented by UNDP, targets 99 countries. GEF approved $67.50 million of core funding from the GEF-8 corporate budget for this program. In addition to the core funding, countries utilized STAR resources to complement investments under the core program. The total amount of STAR resources approved for the SGP in the reporting period was $70.04 million, with $15.93 million utilized from their LDFA allocations under the STAR. The LDFA resources will support sustainable management of agro-ecosystems and production landscapes where deterioration of ecosystems services and goods undermines the livelihoods of grassroots communities in 56 countries. The program delivers technical and grant assistance to local CSOs and CBOs for interventions that enhance wellbeing and socioeconomic conditions and generate global environmental benefits by engaging them under landscape-seascape approaches and providing access to knowledge sharing and information, training and skills development. Aligned with the SGP 2.0 key features and with a strong focus on innovation, scaling up and social inclusion (including women, Indigenous Peoples, and youth as well elderly and peoples with disabilities), with the following expected results: 225,000 ha of land and ecosystems under restoration, 3,800,000 ha of landscapes under improved practices, 90,000 ha of marine protected areas under improved management, 270,000 ha of marine habitat under improved practices, and 500,000 direct beneficiaries, of whom 250,000 are women.

11284 Djibouti: Sustainable management of water and rangeland resources for enhanced climate resilience of rural communities in Djibouti (UNDP)

The project's objective is to promote food, water, and livelihood security in the context of increasing intensity and occurrence of floods and droughts in Djibouti's Ali Sabieh, Dikhil, Tajdoura and Obock regions. The project aims to enhance the climate resilience of agropastoral rural communities in Djibouti to achieve food, water, and livelihood security by improving water access through water resource management, infrastructure development, improved institutional capacity and climate risk preparedness. To achieve sustainable livelihoods for the rural communities, the project plans to improve national and regional capacity for incorporating ecosystem-based adaptation and integrate landscape management into national policies and plans. The project intends to address communities' need for improved water resources and land management by creating an enabling environment for gender-responsive early warning systems and ecosystem-based adaptation at the community level to strengthen the capacity of the communities to respond to extreme climate events. Additionally, the project also plans to create synergy with other initiatives relevant to Water access and climate resilience in Djibouti. The project is expected to benefit 200,000 people (50 percent women), place 154,000 ha of land under climate resilient management, adopt 10 new adaptation related policies/plans and frameworks, train 100,000 people (50 percent women) and engage 5 private sector enterprises in climate change adaptation and resilience

actions. The project is also expected to contribute directly to the implementation of Djibouti's national adaptation priorities as identified in its Intended National Determined Contributions (NDC) and the National Adaptation Program of Action (NAPA) documents.

11249 Mexico: Ecosystem restoration and sustainable livelihoods in the Biocultural Corridor of the Central West of Mexico (COBIOCOM) (FAO)

The project's objective is to rebuild ecological integrity and promote green recovery through integrated landscape management, improved multi-level governance and innovative financing. The project is expected to reverse ecosystem loss, habitat fragmentation and degradation improving the provision of ecosystem services in both natural and productive landscapes in the project area. Measures for land restoration and management will contribute to biodiversity conservation and sustainable use, food and water security, improved livelihoods, jobs, and avoided conflicts and migration. The project will promote a large multistakeholder cooperation of local communities, federal and subnational governments, private sector companies willing to participate in sustainable value chains, local and regional NGOs, and research institutions, to guarantee their respective needs, challenges, knowledge, and opinion are considered as needed. Expected GEBs include: 30,000ha of terrestrial protected areas newly created, 40,000 ha of degraded agricultural lands under restoration, 110,000 ha of under restoration, 120,000 ha of landscapes under sustainable land management in production systems; and 34,700,000 tCO2e of GHG emission mitigated in the AFOLU sector. 150,000 women and men will benefit directly from the project.

11238 Haiti: Land degradation neutrality initiative in Southern Haiti (FAO)

The project's objective is to promote SLM for the recovery and restoration of prioritized landscapes that sustain environmental services and food security. It will focus on four interrelated interventions to (i) strengthen the enabling environment for LDN target setting at landscape level for continued transformation in prioritized basins, (ii) demonstrate the LDN approach and promoting sustainable livelihoods through avoidance/ reduction of land degradation and restoration of ecosystems, (iii) promote innovative incentive mechanisms to promote SLM for sustainable climate-resilient agricultural systems in order to achieve LDN, and (iv) knowledge management and communication to support efforts to combat land degradation. The project is expected to restore 3,338ha of natural grass and woodland, bring 16,378 ha of productive landscapes under sustainable land management, avoid 1,254,147 tCO2e of GHG emissions and directly benefit 7,713 people.

11213 Honduras: Generating opportunities for livelihoods and biodiversity through participatory governance of natural resources and the economic diversification of the communities of the central forest corridor of Honduras (FAO)

The project's objective is to address the degradation and fragmentation of Honduras' natural capital and improve the livelihoods of local communities in the productive landscapes of the Olancho Department, with a particular focus on areas that have been affected by unsustainable land use practices and natural disasters. The project will adopt a landscape approach to improve the integrated national and local governance of sustainable production and biodiversity conservation, promoting the adoption and scaling-up of nature-based solutions by smallholder farmers and the implementation of restoration activities in degraded areas through increased technical capacities, inter-agency coordination, and engagement of the private sector. The project will seek to demonstrate the benefits of mainstreaming biodiversity conservation in productive landscapes, providing tools, knowledge, and lessons at scale, replicable in

other parts of the country The project is expected to bring 1,000 ha of land and ecosystems under restoration, 162,000 ha of landscapes under improved management to benefit biodiversity, and mitigate 1,000,000 tCO2e of GHG emissions. 26,400 women and men will directly benefit from the project.

11212 Zambia: Resilient communities, land restoration and sustainable ecosystem management (FAO)

The project's objective is to enhance climate change adaptation in local communities, reduce land degradation and enhance biodiversity conservation through an integrated climate-resilient landscape management approach in the Central and Southern Provinces of Zambia. These regions are highly vulnerable to climate change induced frequent droughts and are also important biodiversity regions which are affected by degrative practices in the recent years affecting the achievement of LDN targets of the country and threatening global biodiversity hotspots. The project aims to achieve its objective through (i) climate change adaptation approaches that reduce ecosystem degradation and strengthened biodiversity, (ii) climate-resilient restoration of degraded landscapes, (iii) climate-resilient natural resource-based livelihoods, and (iv) monitoring, evaluation, learning and knowledge for climate change adaptation and improved natural resource management. The project proposes innovative activities including social cash transfers to incentivize natural resources management, alternative clean energy solutions to reduce pressure on wood fuel and support youth and local entrepreneurs involved in climate-resilient natural resource-based livelihoods and value chains. The project will support adaptation of 180,000 people (50 percent women), bring 200,000 ha of land under improved practices and resilient management, 90,000 ha of forest and forest land under restoration, and mitigate 8,800,000 tCO2e of GHG emissions.

11210 Lesotho: Sustainable Wool and Mohair Value chain Competitiveness project (WaMCoP) (IFAD)

The project's objective is to promote inclusive, biodiversity friendly and environmentally sustainable growth of the wool and mohair value chain by improving sustainable land management, restoration of water and natural ecosystems, biodiversity conservation and catchment management. Through strategic key outcomes related to governance, environmental monitoring, market incentives, development of sustainable standards and value chain approaches, the project aims to increase the economic and climate resilience of wool and mohair farmers' livelihood. The expected GEBs are: 157,000 ha of degraded land and ecosystems under restoration, 7,000 ha of landscapes under improved practices, and 5,000,000 tCO2e of GHG emission mitigated. 225,000 stakeholders are expected to benefit directly from the project (50 percent women).

11209 Panama: Strengthening ecological connectivity in natural and productive landscapes between the Amistad and Darien biomes (UNDP)

The project's objective is to create an integrated system for conservation and sustainable management of natural resources, including biodiversity, in the corridor between the Amistad and Darien forests. This landscape as well as the Amistad and Darien biomes in Panama are facing biodiversity loss and fragmentation due to unsustainable land use practices and weak governance systems which is contributing to a decline in ecological connectivity between the two biomes and in the larger landscape. The project will adopt three main strategies to improve and sustain ecological connectivity between the Amistad and Darien biomes: (i) to improve and strengthen policies, regulations, and institutions for sustainable land management (SLM) and biodiversity conservation in forestry, agro-forestry, and tourism in the landscape that connects the Amistad and Darien biomes, (ii) to promote management and restoration of ecological connectivity corridors through applying circular economy principles in

biodiversity-friendly businesses, and (iii) establish partnerships, promotion of biodiversity-friendly businesses, and provision of low-value grants to support biodiversity-friendly enterprises. The project will help create or strengthen the management practices of biological corridors through the establishment and improved management of OECMs through private reserves and/or conservation set-asides as well as IPLC conservation areas. The expected GEBs are: 56,160 ha of terrestrial protected areas under improved management, 1,800 ha of land and ecosystems under restoration, 488,465 ha of landscapes under improved management, and 62,861,024 tCO2e of GHG emissions avoided. The project will benefit 12,542 people (47 percent women).

11179 Algeria: Restoration and sustainable forest management of the Algerian Aleppo pine forest, ecosystem (UNDP)

The project's objective is to combat land degradation and biodiversity loss partly caused by human activity and exacerbated by droughts, fires, and pest diseases. The project promotes inclusive conservation, restoration, and sustainable management of the Algerian Aleppo pine forest ecosystem. The project includes 3 components: (i) policy, regulatory and institutional capacity strengthening to enable inclusive forest conservation, sustainable management and forest landscape restoration, (ii) conservation, sustainable management and forest landscape restoration across the Algerian Aleppo pine forest landscapes, and (iii) knowledge management, awareness-raising. The project is expected to provide the following GEBs: 76,500 ha of forest and forest land under restoration, 265,000 ha of landscapes under sustainable forest management in production systems, and 16,000,000 tCO2e of GHG emissions mitigated. The project will benefit the 850,000 people living in vulnerable conditions in the region, 50 percent of whom are women facing heightened vulnerabilities.

11141 Georgia: Transforming Policy and Investment through Improving Ecosystem Management and Restoration of Degraded Drylands of Dedoplistskaro Biosphere Reserve in Georgia to Generate Multiple Environmental and Socio-Economic Benefits (UNEP)

The project's objective is to improve biodiversity conservation and sustainable management of ecosystems and restoration of degraded drylands of Dedoplistskaro Biosphere Reserve, which is part of the Caucasus Biodiversity Hotspot. The project is innovative and transformative by establishing the first biosphere reserves in Georgia and in the South Caucasus Region, which will demonstrate a new model of conservation and development that reconciles the protection of biodiversity with its sustainable use. The project will achieve its objective by (i) enhancing national legislation, policies and capacities for sustainable use of biodiversity in Georgia's biosphere reserves, (ii) applying and demonstrating collaborative management of Dedoplistskaro Biosphere Reserve, and (iii) managing knowledge effectively. The expected GEBs are 10,000 ha of land and ecosystems restored, improving practices on 20,000 ha of landscape, mitigating 1,700,000 million tCO2e of GHG emissions, benefiting about 5,000 people (53 percent women).

11140 Armenia: Land Restoration and Ecosystem Service Improvement through Use of Fruit and Nut Tree Biodiversity in Armenia (UNEP)

The project's objective is to address landscape degradation and promote ecosystem restoration in Armenia by harnessing the potential of indigenous fruit and nut tree biodiversity. The project objective is to restore the degraded lands, cultivated and wild ecosystems in urban and peri-urban areas in selected regions of Armenia by shifting current unsustainable practices on land and forest management relied on

exotic crops and plant species with improved access and utilization of the broad range of intra-specific diversity of indigenous fruit and nut tree crops and their wild relatives which are still available but neglected in the production systems of Armenia. Restoration with locally adapted fruit and nut tree varieties will enhance productivity with reduced needs for inputs (water, energy, pesticides, chemical fertilizers based on substantial evidence that biologically diverse farms can equal and even outperform conventional high-chemical input systems Restored land and forest ecosystems will enhance climate change mitigation and adaptation. Local food security will be improved, and local health will improve as currently nutritionally poor diets will be supplemented with increased availability and uptake of highly nutrient fruits and nuts supplied by restored lands and forest ecosystems. The project will restore 10,000 ha of degraded agricultural lands, bring additional 20,000 ha under sustainable management, and benefit approximately 10,000 people (50 percent women).

11117 Lebanon: Community-based Wildfire Risk Management in Lebanon's Vulnerable Landscapes (World Bank)

The project's objective is to reduce wildfire risks in selected fire hotspots in Lebanon by improving sustainable forest landscape management. The project is designed to increase the forest area under sustainable community-based management while enhancing the responsiveness of forest guards and early responders to wildfire risks and actual fire occurrences. At the same time, the project would improve the enabling environment for supporting wildfire risk management investments, by addressing solutions to regulatory constraints and by providing gender-sensitive technical assistance to relevant stakeholder groups with a view to improve women and youth empowerment. The project will contribute to the implementation of Lebanon's National Forest Plan (2015-2025) and the updated National Forest Fire Management Strategy (2023), which are the main forestry policy instruments currently being used by the Ministry of Agriculture, the Ministry of Environment and the Disaster Risk Management Unit. The project will not only reduce wildfire risks but also enhance people's livelihoods and create job opportunities while delivering global environmental benefits such as 10,000 ha of forests under restoration; 12,638 ha under improved management with third-party certification for biodiversity benefits, and 5,800,000 tCO2e of GHG emissions mitigated, with 30,000 people (50 percent women) directly benefitting from the investment.

11116 Sri Lanka: Promoting sustainable economic benefits through the conservation of critical biodiversity and ecosystem services in the Eastern Coastal Region of Sri Lanka (UNDP)

This project's objective is to conserve biodiversity and critical ecosystem services through an integrated, inclusive and climate-resilient resource management approach that generates commensurate benefits for the local economy and communities in Sri Lanka. It targets two mosaic landscapes that encompass more than 15 protected areas, including five national parks, and host globally significant biodiversity, from coral reef ecosystems to the endangered Asian elephant and endemic toque macaque. The project blends interventions on governance, policies, and institutions with interventions on biodiversity finance at the landscape scale and will support on-the-ground activities within the framework of spatially explicit land and sea management plans. It will strengthen the management effectiveness of 15 terrestrial protected areas and one marine sanctuary over a total ca. 254,000 ha, and improve practices over 96,000 ha of terrestrial, coastal and marine areas. It will further restore 3,800 ha of degraded wetland, forest and agricultural lands, mitigate 3,000,000 tCO2e of GHG emissions, and directly benefit 8,500 people.

11114 Mongolia: Rehabilitating and conserving the mountain landscapes in Khangai region of Mongolia for improved ecosystem services and community livelihoods (FAO)

The project's objective is to empower local-national level stakeholders to take actions in rehabilitating degraded lands and promoting community-based natural resources management in the Khangai mountain landscapes of Mongolia. Execution of this project will be overseen by the Ministry of Environment and Tourism, leveraging their expertise in environmental policies and legislations and their established institutional framework for environmental management. The project will be implemented and achieve its goals through four main interconnected components (i) informed land management policy and planning – incorporating critical environmental concerns, and strengthening policy implementation and institutional mechanisms, (ii) development and demonstration of sustainable and climate-adaptive methods – including nature-based solutions for rehabilitating lands degraded lands, (iii) community-based models of sustainable natural resources management – using gender-sensitive approaches for development and demonstration, (iv) knowledge management and learning. The project is expected to restore 38,000 ha of degraded land, improve the management practices of 742,850 ha of land, mitigate 4,900,000 tCO2e of GHG emissions, and directly benefit 14,500 people (49.5 percent women).

11101 Zambia: Eastern Province Jurisdictional Sustainable Landscape Program (World Bank)

The project's objective is to support systems that will enable generation of payments to the Program Entity for (i) measured, reported, and verified Emission Reductions (ERs) from reduced deforestation, forest degradation, enhancement of forest carbon stocks (REDD+), agriculture, and other land use (AFOLU) sectors, and (ii) to distribute the payments according to an agreed Benefit Sharing Plan. Specifically, the GEF grant strengthen communities and governance for sustainable land management with a set of interventions designed to strengthen the participation of local communities for climate resilience and mitigation in the jurisdictional program. This suite of activities aims to promote technical abilities and social cohesion, foster inclusiveness of women in all aspects of the initiative and reinforce a people-led approach to sustainable land management to achieve long-term and equitable distribution of benefits and overall social development of the province. Project activities will establish a strong base of technical capacity and community engagement for a successful Jurisdictional Program.

11066 Regional: Yield Lab Opportunity Fund I: Accelerating technology and local innovation for sustainable and decarbonized food systems in Latin America and the Caribbean (IADB)

The project's objective is to finance and mentor a portfolio of up to 30 early stage "Ag Tech" companies that will receive equity and specialized support of up to $2.00 million. The executing partner, Yield Lab Latam, is an investment fund supporting early-stage startups working on intensive crops in Central America, Mexico, and the Caribbean as well as livestock, agriculture and aquaculture in South America and the Andean Region. The GEF investment will complement other Venture Capital Funds such as SP Ventures (GEF-7 blended finance project with IADB), which typically invest in later stages and target more developed start-ups, offering bigger ticket sizes. GEF funds will be invested as an equity partner, with an expected internal rate of return (IRR) ranging from 13-22 percent. GEF reflows are estimated to be $13.6 million in the best case, less any defaults. The proposal is aligned well with the Food Systems IP (especially improved production and waste management across the value chain). Target countries also in the Food Systems IP include Argentina, Chile, Costa Rica, and Peru. The project aims to improve practices of 13.6 million ha of land, mitigating 12,600,000 tCO2e of GHG emissions and reducing over 5,000 tCO2e of globally concerning chemicals. The project will benefit 270,000 people (30 percent women).

11062 Regional: Natural Capital Fund (NCF): Investing in Nature-Positive Agri-Food Enterprises in Asia and the Pacific (ADB)

The project's objective is to establish GEF as an anchor investor for a comprehensive fund that is focused on climate smart agriculture, food enterprises, and small holders. The Natural Capital Fund (NCF) is a >$650 million catalytic natural capital blended finance fund designed to support the transformation of agri-food systems (increased productivity, enhanced resilience and reduced GHG emissions) that protect, restore, and sustainably use natural capital in ADB's Developing Member Countries. The NCF fills critical investment gaps by providing investment readiness support, and catalytic capital to de-risk investments and crowd-in commercial capital for agri-food systems and natural capital projects at various stages of the project cycle – that have clear transformational impact. The NCF creates opportunities for public and private sector investors to become fund contributors which will help test the feasibility of bringing a variety of investors together to foster nature-based solutions in the agri-food sector. The NCF will also test a variety of investment approaches, including debt, equity, and risk instruments, based on the sub-project needs. The NCF will also foster project preparation for small holders to create a pipeline of investable projects. With an estimated average return of 1.8 percent per annum, total reflows are estimated to be $20.00 million. The project will restore 1,600,000 ha of land and improved practices in 1,000,000 ha of land with over 1,000 tCO2e of chemical and agricultural plastics avoided. The project will benefit 300,000 people (51 percent women).

11061 Uruguay: Land Degradation Neutrality for Sustainable Use and Conservation of Uruguay Rangelands (FAO)

The project's objective is to enhance the health of rangelands and the ecosystem services they provide through sustainable management and a strengthened enabling environment in support of Uruguay's voluntary LDN targets. This transformative project will build on the potential that exists in Uruguay to achieve LDN through 4 interconnected components: (i) enhancing multi stakeholder engagement, awareness and capacities to achieve LDN for biodiversity conservation in Uruguay, (ii) leveraging a sound legal framework and innovative finance to avoid rangelands degradation in Uruguay, (iii) reducing and reversing land degradation in key biodiverse rangeland landscapes and (iv) tracking progress towards neutrality in rangelands and out-scaling of lessons learned. The improvements in the policy framework and territorial planning will help avoid the degradation of 10,000 ha of healthy grasslands and wetlands where the management will be improved to benefit biodiversity. The project will directly support the restoration of 4,000 ha of grasslands and wetlands and reduce the degradation of 5,000 ha in three watersheds located southeast Uruguay: Santa Lucia, Laguna Merin and Cuenca Atlantica. This will lead to carbon sequestration and avoid 1,800,000 tCO2e of GHG emissions. 8,000 people are expected to benefit directly from this project (50 percent women).

11052 Brazil: Conservation of the Atlantic Forest through the sustainable management of cocoa agroforestry landscapes (FAO)

The project's objective is to reduce and reverse the trends of ecosystem degradation and biodiversity loss in the Atlantic Forest, an important biodiversity hotspot. Targeting its interventions in Bahia State, where degradation has been significant in recent years, it will stimulate cocoa producers through a targeted set of policies and incentives to improve their Cabruca management systems that are recognized as contributing to the integrity of Atlantic Forest fragments and playing an essential role in conserving the biome. The project activities include the improvement of the governance system, improved land

management practices and cocoa value chain enhancement, and will contribute to the socio-ecological development of the territory that is more resilient to climate change and that makes biodiversity restoration and conservation of the Atlantic Forest more effective. The project will help conserve and restore environmental services in rainforest formations in Southern Bahia through the improved management of at least 50,000 ha of forest in the Pratigi protected area, and the improved management of 67,000 ha of productive landscapes. The project will also avoid the emissions of 3,700,000 tCO2e of GHG emissions and directly benefit to 3,000 cocoa producers (50 percent women).

11046 Armenia: RESILAND: Armenia Resilient Landscape Project (World Bank)

The project's objective is to strengthen community engagement and improve the management of forests, pastures, wetlands and protected areas in selected locations in Armenia. Landscape restoration in the context of Armenia is a sustainable way to improve biodiversity and increase resilience of ecosystems to external stresses, including climate change. The project follows an integrated landscapes approach to restore forests, pastures and wetlands and will create a formal legal basis for community engagement in the management of these landscapes. It focuses on three key issues: (i) reduction of forest fragmentation and increase in density of tree cover by managing pastures and grazing, restoring land in protected areas degraded due to mining and forest enrichment planting; (ii) improving management of neglected wetlands – mainly bogs and marshes of Ararat Plains which are important for biodiversity and, (iii) improving biodiversity management through establishment of a model Emerald Network site (Araks Wetland) to demonstrate community management. To enhance community engagement, the project will enhance the capacity of state forest agency officials on joint management efforts, and piloting eco-tourism and other livelihoods opportunities for communities. The project will bring 6,995 ha of protected areas und improved management, restore 18,000 ha of forests, woodlands, and wetlands, bring 17,000 ha of land under improved practices and mitigate 1,500,000 tCO2e of GHG emissions. The project will directly benefit 127,400 women and men.

Programs Approved including LDFA funding, GEF-8 (July 1, 2022 – June 30, 2024)

11455 Regional: Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall Initiative- TALSISI-GGWI (UNEP)

The Great Green Wall Initiative (GGWI) is a pan-African initiative that has evolved over the last decade into an integrated ecosystem management approach addressing the root causes of environmental degradation and strengthening the resilience of vulnerable communities to the impacts of climate change. A renewed GGWI vision and ambitious objectives that emerged from recent discussions between donors and GGW countries, under the leadership of the Africa Union have set the goals to restore 100 million ha of degraded land, sequester 250 million tons of carbon and create 10 million green jobs in rural areas by 2030.

The program's objective is to restore landscapes and ecosystems services for resilient communities living in arid and semi-arid environments across the Great Green Wall region of the Sahel using a transnational and coordinated approach, supported by adaptation activities, and strengthened local, regional capacity for SLM. Building on the existing baseline in the GGWI, the program aims to achieve its objectives through

four interrelated components: (i) strengthening the enabling environment for gender-responsive, climate-resilient restoration of landscapes across the Sahel, (ii) leveraging sustainable finance for scaling up investments in climate change adaptation, (iii) increasing the resilience of ecosystems and communities through SLM practices, and Ecosystem-based Adaptation, and (iv) enhancing knowledge management and information dissemination across the GGW countries. Through these components, the program will adopt a comprehensive approach to address the multifaceted challenges of environmental degradation, climate change, and socio-economic vulnerabilities. It will enhance institutional capacity to support gender-responsive climate change adaptation and sustainable land management, scale up investment in adaptation and SLM using innovative financing mechanisms, improve biodiversity and ecosystem health through conservation and restoration efforts, increase agricultural and pastoral productivity and ensure food security through the implementation of climate-smart techniques and resilient crop and livestock varieties, enhance water availability and quality through integrated water resource management strategies, and strengthen community resilience through diversified livelihood options. Given the rich knowledge existing in the region from past and ongoing efforts, the program will establish integrated knowledge management systems and facilitate learning, communication, and coordination by leveraging existing platforms.

The Program utilizes LDCF resources in Mali, Burkina Faso, Chad, and Mauritania, and GEF trust fund resources in Burkina Faso, Chad, Ethiopia, Mali, Mauritania, Niger, Nigeria, Senegal, and The Gambia to address institutional, socioeconomic, and environmental challenges—to generate large scale adaptation and GEBs. The program will directly improve climate change adaptation of 4,850,250 beneficiaries (52 percent women) and bring 394,000 ha of land under climate resilient management. It will bring 2,621,000 ha of terrestrial protected areas under improved management; restore 264,800 ha of land and ecosystems; implement improved practices across 6,938,600 ha of landscapes; and mitigate 550,000 tCO2e of GHG. The program is expected to contribute to the creation of green jobs and promote local enterprises and value chains by engaging with several private sector enterprises. The program will emphasize private sector engagement in strengthening the resilience of value chains, promoting small enterprises, and leveraging private sector investments for adaptation solutions.

The program will be implemented in close collaboration with the dedicated adaptation project funded by the LDCF and implemented by the International Fund for Agricultural Development (IFAD)—the Great Green Wall Climate Adaptation Regional Support Program, which is co-financed by the Green Climate Fund (GCF).

The program is aligned with the GEF-8 LDCF/SCCF thematic areas of agriculture and nature-based solutions and strategic priority areas such as scaling up adaptation finance, strengthening private sector engagement and technology transfer, and advancing whole of society approach for climate change adaptation. It will also directly contribute to GEF's strategy to support the implementation of voluntary LDN targets and national drought plans of the participating countries. The program approach is also aligned with the vision and key elements of the proposed GGW Accelerator Strategy under the leadership of UNCCD. Both approaches seek to enable Sahelian countries to harness the GGWI as a platform for addressing environmental and development challenges by transforming key economic systems in the region and play a supportive role in advancing the transformation within the framework of implementing the conventions. The platform will be invaluable for mobilizing and engaging diverse stakeholders, including the private sector, youth, and women organizations, in catalyzing resources and technological innovations. Overall, the program offers an opportunity to build on the momentum in the GGW region

and catalyze a holistic transformation through an integrated approach to enhance adaptation and sustainable land management in the GGW region by leveraging the strong baseline and growing political leadership, influencing policy coherence, and fostering partnerships among different actors and stakeholders at regional, national, and local levels.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[36]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11465	Regional	Transformation Approach to Large Scale Investment in Support of the Implementation of the Great Green Wall (TALSIG)	UNEP
11463	Niger	Strengthening the resilience of populations and agrosilvopastoral ecosystems through the conservation of biodiversity and the development of value chains in the intervention communes of the Great Green Wall in Niger (SREPABIV)	UNEP
11462	Senegal	Project for Landscape Restauration and Integrated management of ecosystem in St Louis Region of Senegal – ProLaRIME	UNEP
11461	Nigeria	Integrated Dryland Ecosystem Rehabilitation, Regeneration and Conservation (IDERRCN) to Support the Great Green Wall Initiative in Kebbi State in Nigeria.	UNEP
11460	Gambia	Restauration of an ecological corridor for forest biodiversity conservation and ecosystem services to support implementation of the Great Green Wall in The Gambia (RECOSERV Gambia)	UNEP
11459	Chad	Promoting Integrated Natural Resources Management in Support of GGW in Chad (PINAMAC)	UNEP
11458	Ethiopia	Scaling up integrated landscape re-Greening and livelihood diversification best practices along the Great Green Wall belt of Ethiopia (SILAGLID)	UNEP

11378 Regional Central Asia Water and Land Nexus (CAWLN) for Ecosystem Restoration, Improved Natural Resource Management and Increased Resilience (FAO)

Central Asia includes one of the most complex watersheds in the world, which comprises the Amu Darya Basin (Tajikistan, Turkmenistan, Uzbekistan) and Syr Darya Basin (Kazakhstan, Kyrgyzstan, Uzbekistan). It is the primary source of water for the five countries, supporting around 60 million people and much of their agriculture and energy generation, as well as being critical for other ecosystem services and livelihoods. The river basins see over-extraction of water by multipurpose water management schemes, especially for irrigated agriculture, along with other damaging land and natural resource uses and practices, including over-reliance on water-demanding monocultures, overuse of harmful pesticides and fertilizers, inappropriate forestation management schemes in mountainous areas, and overgrazing of natural grasslands.

The program's objective is to Enhance water-land nexus approaches and implementation for strengthening water security, increasing resilience and improving rural livelihoods in the Amu Darya and Syr Darya river basins. Expected GEBs are 5,370 ha of degraded land under restoration, 1,329,000 ha under SLM in production systems, two (2) shared water ecosystems under new or improved cooperative

[36] Please refer to Annex 1 and Annex 2 for financing amounts and focal area objectives.

management, and 11,000,000 tCO2e of GHG emissions mitigated. The program will benefit 487,000 people (48 percent women).

Child projects under the program utilizing LDFA resources[37]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11379	Regional	Coordinated approach for Land Restoration in Vulnerable Ecosystems of Central Asia	FAO
11385	Uzbekistan	Integrated Natural Resources Management for Improved Ecosystem Conservation and Biodiversity Preservation	FAO
11384	Turkmenistan	Catalyzing the Nature-Positive Transformation of the Agricultural Sector in Turkmenistan towards Enhanced Resilience to Climate Change project	FAO
11383	Kyrgyz Republic	Integrated water resources management for the restoration of agro-woodlands in the Syrdarya River basin project	FAO
11382	Kazakhstan	Sustainable land management and restoration of degraded lands mainstreaming biodiversity conservation and ecosystem services in the Southern region of Kazakhstan	FAO

GEF-8 Integrated Programs (IP) Approved Including LDFA Funding (July 1, 2022 – June 30, 2024)

11467 Global: Greening Transportation Infrastructure Development Integrated Program (WWF-US)

The objective of the Greening Transportation Infrastructure Development IP is to advance the transition towards sustainable transportation infrastructure that safeguard and enhance key coastal, marine, and terrestrial ecosystems. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 259,469 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 30,740 ha of land and ecosystems under restoration
- 582,200 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 71,976 ha of marine habitat under improved practices to benefit biodiversity
- 8,115,017 tCO2e (direct) of GHG emissions mitigated
- 267,858 people benefitting from GEF finance investments (143,101 women and 124,757 men)

The IP will strengthen policy, regulatory, and legal frameworks to incorporate social and environmental sustainability criteria from the earlier stages of the infrastructure project lifecycle, support integrated and inclusive planning and design practices to mainstream biodiversity, ecosystem services, and climate resilience into infrastructure transportation projects including developing methodologies for spatial planning, mapping of ecosystem services, and other interventions relevant to the planning and design stage of projects and mobilize green and inclusive financing and de-risking mechanisms.

[37] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[38]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11473	Global	Greening Transportation Infrastructure Development: Global Platform	WWF-US
11469	Malaysia	Transforming Malaysia's Port Infrastructure Development through a Nature-Centric Approach for Biodiversity Conservation and Land Degradation Control	UNEP

11349 Global: Clean and Healthy Ocean Integrated Program (FAO)

The objective of the Clean and Healthy Ocean IP is to curb coastal pollution from agriculture, industrial and municipal sources through policy and regulatory measures and infrastructure investments combined with nature-based solutions. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 3,320 ha of new terrestrial protected areas created
- 58,000 ha of new marine protected areas created
- 516,873 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 423,250 ha of marine protected areas under improved management
- 96,011 ha of forest, woodland, grasslands, and wetlands under restoration
- 274,397 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 995,705 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 6,629,347 ha of marine habitat under improved practices
- 9,170,093 tCO2e (direct) and 18,000 tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- Three (3) shared water systems under improved management
- 120 tCO2e of chemicals of global concern and their waste reduced
- 616,752 people benefitting from GEF finance investments (318,880 women and 297,872 men)

Child projects under the program utilizing LDFA resources[39]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11364	Madagascar	Green, blue and healthy investments to reduce land-based pollution affecting marine ecosystems in Madagascar	UNDP
11361	Moldova	BBSEA Moldova WATERWISE (Wetlands and Terrestrial Ecosystem Restoration for Watershed Improvements and Sustainable Environments)	World Bank
11351	Venezuela	Conservation and sustainable development of the Maracaibo Lake basin as a contribution to the improvement of the large marine ecosystem of the Caribbean (Venezuela)	FAO

11287 Global: Sustainable Cities Integrated Program (World Bank)

Cities have become pivotal in tackling the current triple planetary crises of climate change, biodiversity loss, and pollution and achieving the vision of Healthy Planet, Healthy People. The Integrated Program will

[38] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

[39] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

directly contribute to climate change mitigation and adaptation (UNFCCC) and sustainable management of land (UNCCD) and the Target 12 of the Global Biodiversity Framework's under CBD to significantly increase the area and quality and connectivity of access to, and benefits from green and blue spaces in urban and densely populated areas sustainably. The IP's focus on circularity approaches is also anticipated to contribute to the reduction of plastic waste and hazardous chemicals.

The objective of the Sustainable Cities IP is to support cities and local governments to undertake integrated urban planning, implement policies and invest in nature-positive, climate-resilient, and carbon-neutral urban development. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 500 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 367,802 ha of land and ecosystems under restoration
- 2,397,945 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 5,118 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 300,061 ha of marine habitat under improved practices
- 39,113,415 tCO2e (direct) and 87,130,689 tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- 110,804 tCO2e avoided of residual plastic waste
- 26,896,611 people benefitting from GEF finance investments (13,399,495 women and 13,497,116 men)

Child projects under the program utilizing LDFA resources[40]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11300	Global	Global Program - Sustainable Cities Integrated Program	World Bank
11345	Algeria	Reshaping Algeria's Cities for a Clean and Healthy Environment Today and Tomorrow (REACT)	FAO
11344	Zimbabwe	UPRISE Zimbabwe: Urban and Peri-urban Resilience through Investment for Sustainable Ecosystems in Zimbabwe	FAO
11343	Malaysia	Decarbonisation and sustainable cities for a net-zero future in Malaysia	UNIDO
11341	Madagascar	Establishing the basis for clean, healthy and resilient cities through an integrated and smart approach in Madagascar	UNIDO
11340	Mali	Integrated urban development in Bamako	UNDP
11339	Chile	Enhancing Nature-based Solutions and Green Infrastructure networks to promote biodiversity conservation and climate change mitigation and adaptation in urban and peri-urban areas in Chile	FAO
11307	Congo	Strengthening Urban Resilience and Electricity Services	World Bank
11301	Serbia	Green cities transformation – smart, sustainable and low-carbon urban solutions in triangular metropolitan area	UNDP
11297	Mongolia	Green and Inclusive Cities in Mongolia	UNDP
11296	Kenya	Supporting the shift towards Integrated, Low-Carbon and Nature-Positive Neighborhoods in Nairobi	UNEP

[40] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11293	Guatemala	Towards resilient cities in Guatemala: addressing biodiversity loss and recovery through integrated urban planning and development	IUCN
11292	Gabon	Integrated governance and urban transformation for a sustainable "Grand Libreville"	UNDP
11291	Cuba	A Sustainable, Green, Blue, and Digital Havana	UNDP
11290	Sri Lanka	Climate Smart Sustainable Cities	UNEP
11289	Benin	The Greater Nokoue Greening Program (GNGP)	BOAD
11288	Belize	Belize Blue Cities and Beyond Program	World Bank

11250 Global: Blue and Green Island Integrated Program (UNDP)

The objective of the Blue and Green Islands IP is to facilitate nature-positive development and reduce ecosystem degradation in SIDS by valuing nature and applying nature-based solutions with specific application to the food, tourism, and urban sectors. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 20,057 ha of new terrestrial protected areas created
- 1,453,483 ha of new marine protected areas created
- 243,712 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 2,284,348 ha of marine protected areas under improved management
- 77,356 ha of land and ecosystems under restoration
- 178,540 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 628,282 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 398,005 ha of marine habitat under improved practices
- 2 fisheries under third-party certification incorporating biodiversity considerations
- 51,324,458 tCO2e (direct) and 892,793 tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- Two (2) shared water systems under improved management
- 237,019 tCO2e of globally over-exploited marine fisheries moved to more sustainable levels
- 2,701 tCO2e of chemicals of global concern and their waste reduced
- 734,422 people benefitting from GEF finance investments (351,024 women and 383,398)

In addition, the IP aims to advance policy coherence through strengthening capacity to incorporate the value of nature into key economic sectors at the national level including in sectoral planning as well as national finance planning and domestic resource mobilization.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[41]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11266	Global	BGI IP Global Coordination Project	UNDP
11265	Vanuatu	Restoring and protecting Biodiversity, Coastal Landscapes, and Climate Change Resilience through Nature Based Solutions, Women and Youth Entrepreneurship in Vanuatu	FAO

[41] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11262	Papua New Guinea	Accelerating PNG's Sustainable Blue Economy through Strengthened Governance and Investment in Marine Areas.	UNDP
11261	Comoros	Biodiversity Conservation through Nature-based Solutions as Pillars of the Blue & Green Economy in the Union of Comoros.	UNDP
11260	Micronesia	Micronesia: Tourism Support for Biodiversity Conservation	IUCN
11259	Trinidad and Tobago	Trinidad and Tobago – Nature Based Solutions in Productive Landscapes	FAO
11258	Palau	Transforming productivity in Palau's food systems through nature positive innovations	IUCN
11257	Belize	Resilient, Bold Belize	WWF-US
11256	Timor Leste	Nature-based Solutions for Intersectoral Nature-Positive Development in Timor-Leste	UNDP
11255	Cabo Verde	Accelerating Cabo Verde's Transition to Blue and Green Economy	FAO
11254	Mauritius	Mainstreaming Nature-based Solutions in land-use systems for productive and resilient ecosystems	FAO
11253	Cuba	Blue and green development in food and urban sectors of Cuba	FAO
11252	Seychelles	GEF 8: Blue Green Islands Integrated Programme for the Seychelles Child Project	UNDP
11251	Maldives	Strengthening Biodiversity Conservation in Protected Areas in Maldives	World Bank

11214 Global: Food Systems Integrated Program (FAO)

This Integrated Program provides the opportunity to addressing land degradation challenges in landscapes with a focus on sustainable, regenerative and nature positive food productions systems for globally important food crops, commercial commodities, and livestock. In line with LDFA objective 1, it will help countries to implement and scale-out SLM and regenerative farming approaches to increase food security for smallholders and communities avoiding deforestation from commercial commodities. It will link smallholder producers and pastoralists, and small-scale food and agro-processing enterprises to markets and sustainable supply chains, assist with crop and systems resilience, and create stable revenues with agricultural commodities. The Program will pursue policy changes in the enabling environment to shift financial flows from perverse subsidies and nature-degrading investments toward nature-positive investments like PES.

The objective of the Food Systems Integrated Program is to catalyze the transformation to sustainable and regenerative food systems that are nature positive, climate resilient, and pollution-free conserve. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 870,434 ha of forest, woodlands, and natural grassland under restoration
- 8,142,528 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 5,417,194 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 4,220 ha of marine habitat under improved practices
- 174,017,500 tCO2e (direct) and tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- 3,356,681 people benefitting from GEF finance investments (1,649,341 women and 1,707,340 men)

The IP will also support integrated spatial planning; promote improved management practices along the value chain of agricultural commodities to reduce pollution risks and the negative impact of pollution; enable business to disclose their risks, dependencies and impacts on biodiversity and provide information needed to consumers to promote sustainable consumption patterns; address food consumption and waste issues related to food; engage a spectrum of financiers to shift investment screening practices toward environmental sustainability and mobilize additional and larger scale financing, including through blended finance mechanisms.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[42]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11376	Uganda	Promoting Low Carbon and Climate Resilient Livestock Value Chain in Uganda	IFAD
11375	Ghana	Ghana Sustainable Food System and Forest Management	World Bank
11374	Grenada	Advancing Transformative Agricultural Systems in Grenada through the Promotion of Integrated and Resilient Ecosystem approaches throughout the cocoa value chain (ASPIRE)	IFAD
11371	Namibia	Circular Integrated Aquaculture-Horticulture Systems for Climate Resilience in Namibia (NamiGreen)	UNDP
11370	Angola	Sustainable aquaculture in the northern region of Angola	FAO
11368	Nauru	Transforming Nauru's Food Systems through Climate Smart Agriculture	UNDP
11237	Philippines	Transforming Agricultural Landscapes in Island Ecosystems and Key Biodiversity Areas towards Sustainable Food Systems and Climate Resilient Communities	FAO
11236	Nigeria	Transformation to sustainable crops, livestock and aquaculture food systems in Nigeria	FAO
11235	Ethiopia	Participatory Agriculture and Climate Transformation Programme	IFAD
11234	Türkiye	Increasing the sustainability and resilience of agriculture/food system through nature-based solutions	FAO
11233	Sri Lanka	Sustainable, regenerative and resilient rice-based food systems to strengthen community and ecosystem health in three river basins of Sri Lanka1	FAO
11232	Solomon Islands	Revitalizing and transforming Solomon Islands' food system through sustainable agriculture and livestock production for enhanced environmental and community benefits.	FAO
11231	Pakistan	Sustainable and regenerative management of rice production in Pakistan	FAO
11230	Tanzania	Food Systems Transformation in Usangu Landscape	FAO
11227	South Africa	Catalyzing sustainable aquaculture systems for South Africa	FAO
11226	Eswatini	Catalyzing transformation to sustainable food systems in Eswatini	FAO
11225	China	Ecological and Low-Carbon Food Systems in China	FAO
11224	Chad	Integrated production of rice and secondary crops using an agroecological approach in the Tandjilé province	UNDP

[42] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11223	Bhutan	Productive and Sustainable Food Systems in Bhutan for Environmental Benefits and Gross National Happiness	FAO
11222	Burkina Faso	Promoting Nature Positive Food Systems in Burkina Faso	IUCN
11220	Chile	Scaling-up regenerative practices for the recovery and improvements of soils, biodiversity, and associated ecosystem services in the Chilean agricultural sector	FAO
11217	Benin	Sustainable food systems for greater resilience and food & nutrition security in Benin	FAO
11216	Kenya	Integrated land and water management for food, water and climate security in the dairy food system,	IFAD
11215	Global	Global Coordination Project	FAO

11148 Global: Wildlife Conservation for Development Integrated Program (World Bank)

The objective of the Wildlife Conservation for Development Integrated Program is to conserve wildlife and landscapes to maximize global environmental benefits and ensure that countries and communities are benefiting from these natural assets. The Integrated Program aims to achieve the following outcomes:

- 206,300 ha of new terrestrial protected areas created
- 19,336,738 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 30,740 ha of land and ecosystems under restoration
- 5,681,030 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 1,351,286 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 61,694,190 tCO2e (direct) and tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- 1,068,489 people benefitting from GEF finance investments (544,942 women and 523,547 men

The Wildlife Conservation for Development IP is structured to contribute directly to achieving the Kunming-Montral Global Biodiversity Framework (KMGBF), with Targets 3, 4 and 5 of central importance. Support to representative and well-managed protected area networks will flow mainly from site-based conservation, threat reduction and community engagement, with contributions also from expanded conservation financing, improved governance and strengthened community livelihoods. Extinction of threatened species will be prevented through a range of management actions, including site-based conservation and improved financing and benefit-sharing. Reduction of human-wildlife conflict is included as a specific outcome in the IP. Sustainable, safe and legal trade of wild species will particularly be supported by efforts across wildlife trade supply chains, and also by anti-poaching interventions in key landscapes and sustainable use value chains.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[43]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11164	Global	Global Coordination, Monitoring and Learning Platform for Wildlife Conservation for Development Integrated Program	World Bank
11163	Thailand	Recovering tiger population and landscape through the sustainable land use and ecosystem restoration	IUCN

[43] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11159	Uganda	Kidepo Landscape Integrated Conservation and Development Project (KLICDP)	UNEP
11158	Paraguay	Conserving the Paraguayan Chaco for the benefit of jaguars and for people	CI
11156	Mexico	From conflict to coexistence, safeguarding wildlife corridors in Mexico for sustainable development	WWF-US
11155	Guinea	Protection of wildlife in the Folonigbè reserve through participatory and integrated management	UNDP
11154	Zambia	Securing the species, habitat, health, and livelihoods of the Lower Kafue Ecosystem	WWF-US
11153	Kenya	Advancing human-wildlife conflict management effectiveness in Kenya through an integrated approach	CI
11152	Ethiopia	Promoting Integrated Conservation of Wildlife and Landscapes for Sustainable Development of Ethiopia	UNDP
11151	Eswatini	Establishment of Big 5 Nature Reserve	UNDP
11149	Malawi	Central Region Protected Areas and Landscapes Project	World Bank

Amazon, Congo, and Critical Forest Biomes Integrated Program

The CFB IP is delivered as five separate programs to accommodate the ecological, economic, social, and cultural realities associated with each of the targeted biomes: Amazon, Congo, Guinean Forests of West Africa, Indo-Malaya, and Mesoamerica. Consistent with the overall IP framing, each program aims to improve the conservation and effective governance of the primary forests to sustain flow of vital ecosystem services that underpin lives and livelihoods in the targeted biome, while contributing to multiple global environment and development benefits.

11198 Regional: Amazon Sustainable Landscapes Integrated Program

The objective of the Amazon Sustainable Landscapes Program's third phase (ASL3) is to improve regional collaboration and national investments towards integrated landscape conservation and sustainable management in targeted areas, including primary forests, in the Amazon region. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 78,000 ha of terrestrial protected areas created
- 36,033,577 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 104,500 ha of land and ecosystems under restoration
- 11,463,923 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 1,899,416 of landscapes under sustainable land management in production systems
- 76,779,193 tCO2e (direct) of GHG emissions mitigated (tCO2e)
- 403,517 people benefitting from GEF finance investments (201,963 women and 201,554 men)

Child projects under the program utilizing LDFA resources[44]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11206	Regional	Amazon Regional Project – ASL Phase 3	World Bank

[44] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11205	Suriname	Sustainable and Inclusive Development of West Suriname (SID-WS)	UNDP
11203	Peru	Promoting Integrated Sustainable Management of the Peruvian Amazonian landscape Madre de Dios	WWF-US
11201	Colombia	Life Amazon: Forest and biodiversity conservation and community-led sustainable management in the Colombian Amazon	World Bank

11241 Regional: Congo Critical Forest Biome Integrated Program

The objective of the Congo Critical Forest Biomes IP is to improve the conservation and effective governance of critical landscapes in the Congo Basin Forest Biome. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 12,384 ha of terrestrial protected areas created
- 1,044,410 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 917 ha of marine protected areas created
- 99,423 ha of land and ecosystems under restoration
- 2,102,608 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- One (1) shared water system under improved management
- 111,719,431 tCO2e (direct) of GHG emissions mitigated
- 207,000 people benefitting from GEF finance investments (106,000 women and 101,000 men)

The IP will also strengthen policies and regulatory frameworks that enhance conservation, forest carbon sequestration and effective forest governance in critical landscapes including addressing subsidies to forest-impacting sectors that are harmful to biodiversity. Finally, the IP will mobilize additional resources to sustain conservation and forest carbon sequestration efforts in the Congo Basin, including through partnerships with the private sector.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[45]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11248	Regional	Amazon Congo Critical Forest Biomes: UNEP's Regional Coordination Project for The Congo Basin Integrated Program (IP)	UNEP
11247	Equatorial Guinea	Developing biodiversity and biocarbon finance financing instruments for conserving forests in Equatorial Guinea through improved livelihoods for Indigenous peoples and local communities (IPLCs)	UNEP
11246	Central African Republic	Integrated Community-based Management of High Value Forest Ecosystems in Southwestern Central African Republic, to safeguard globally outstanding biodiversity, carbon stock and ecosystem services from key threats, particularly unsustainable land use practices	UNEP

[45] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11243	Sao Tome and Principe	São Tomé e Príncipe's intact forests - the Obô Natural Parks and their buffer zones: a treasure to conserve and restore	IUCN
11242	Cameroon	Strengthening governance and ecosystem connectivity for biodiversity conservation and improved livelihoods in the Dja landscape	UNEP

11142 & 11391 Regional: Guinean Forests Critical Forest Biome Integrated Program

The objective of the Guinean Forests Critical Forest Biomes IP is to protect and improve the effective governance of the Guinean Forests to maximize global environmental benefits, contribute to the health of the planet and the flow of vital ecosystem services that underpin human well-being. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 347,875 ha of new terrestrial protected areas created
- 814,281 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 44,433 ha of land and ecosystems under restoration
- 378,075 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 100,000 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 30,851,413 tCO2e (direct) and 3,500,000 tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- 185,667 people benefitting from GEF finance investments (88,290 women and 97,377)

The IP will also support the development of integrated, participatory land-use and spatial plans and update the necessary data and information to do so effectively. In addition, the IP aims to improve the policy framework and enabling conditions for forest conservation and management including addressing incentives and subsidies harmful to biodiversity. Finally, a key outcome of the program will be the development of sustainable financing strategies for protected areas management and forest conservation.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[46]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11147	Regional	Guinean Forests Regional Coordination and Learning Project	CI
11146	Guinea	Strengthening restoration and conservation of the ecological corridor of Mount Nimba (Bossou) and Ziama National Park in Guinea	IUCN
11144	Liberia	Strengthening conservation and effective governance of Liberia's critical forests in the Northwest Liberia Landscape	CI
11143	Sierra Leone	Strengthening conservation and effective governance of Sierra Leone's critical forests in the Gola Forest Landscape	CI
11393	Guinea-Bissau	Promoting and Strengthening Restoration and Conservation of Cantanhez Primary Forests in Guinea Bissau	IUCN
11392	Togo	Strengthening conservation and resilience of forest landscapes in the sub-humid mountainous zone of Togo	FAO

[46] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11102 Regional: Indo-Malaya Critical Forest Biome Integrated Program

The objective of the Indo-Malaya Critical Forest Biomes IP is the integrity of globally important primary forests of Indo-Malaya is maintained to maximize multiple global environment benefits related to carbon and biodiversity, as well as human well-being. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 865,335 ha of new terrestrial protected areas created
- 2,316,723 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 8,500 ha of land and ecosystems under restoration
- 7,120,000 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 217,224,041 tCO2e of GHG emissions mitigated (direct)
- 13,400 people benefitting from GEF finance investments (7,200 women and 6,200 men)

The IP will also support the development and strengthening of the enabling environment for forest conservation at multiple scales. In addition, sustainable financing strategies for protected areas management and forest conservation will be developed.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[47]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11107	Regional	Indo-Malaya Critical Forest Biome Regional Coordination Project	IUCN
11105	Papua New Guinea	Maintaining the integrity of globally significant intact tropical forest landscapes in the Gulf Province and Western Province of Papua New Guinea	FAO
11104	Thailand	"Forests for life - Intact Tropical Forest Landscape conservation in Thailand	FAO
11103	Lao PDR	Generating multiple benefits through strengthened protection of intact forest landscapes in Lao PDR (CFB-Lao)	UNDP

11273 Regional: Mesoamerica Critical Forest Biome Integrated Program

The objective of the Mesoamerica Critical Forest Biomes IP is to conserve Mesoamerica primary forests through strengthened governance, protection, restoration, regional cooperation, and the mobilization of stable long-term funding, ensuring a sustainable flow of ecosystem services:

- 5,329,143 ha of terrestrial protected areas under improved management
- 63,600 ha of land and ecosystems under restoration
- 178,382 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 16,203 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- One (1) shared water system under improved management
- 81,294,163 tCO2e (direct) and 2,678,551 tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- 182,350 people benefitting from GEF finance investments (82,210 women and 100,230 men)

[47] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

The IP will provide technical assistance and support participatory processes to review, update or develop instruments that foster the protection and conservation of primary forests using intersectoral processes to encourage policy coherence. These instruments will include, among other, land use plans, forest harvesting regulations, policies and regulations for granting mining concessions, indigenous peoples life plans, procedures for consultations with indigenous peoples. In addition, the IP aims to mobilize investments from a range of sources to support long-term primary forest conservation and sustainable use.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[48]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11278	Regional	Mesoamerica Critical Forest Biome IP Regional Coordination, Knowledge Sharing and Support Project	IUCN
11279	Nicaragua	Nicaragua Mesoamerica Forest IP Project: Protection and conservation of forests of global importance located in the BOSAWAS Biosphere Reserve and the Indio Maíz Biological Reserve	FAO
11277	El Salvador	El Salvador Mesoamerican Forest IP Project: Promoting forest conservation and integrated water management in Trifinio	IUCN
11276	Honduras	Honduras Mesoamerica Forest IP Project: Conserving the Intact Forests of the Honduran Moskitia	IUCN
11275	Guatemala	Guatemala Mesoamerican Forest IP Project: Securing benefits for the well-being of local communities and the ecosystems of the Maya Forest	IUCN

11118 Global: Ecosystem Restoration Integrated Program (CI)

The Ecosystem Restoration Integrated Program aims to generate multiple durable global environmental and socioeconomic benefits by applying integrated and innovative approaches to restore degraded ecosystems. It aligns with the UN Decade on Ecosystem Restoration (2021-2030) and supports global restoration commitments by mobilizing a coalition of multi-sectoral stakeholders, policy, finance, fostering capacity building, learning and global cooperation. The UN Decade reflects the growing global attention and ambitions for restoration as reflected in commitments made by countries through voluntary programs such as the Bonn Challenge, Initiative 20x20 and AFR100.

The objective of the Ecosystem Restoration IP is to generate multiple durable global environmental and socioeconomic benefits by applying integrated and innovative approaches to restore degraded ecosystems. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 2,228,334 ha of land and ecosystems under restoration
- 7,698,005 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 2,908,225 ha of landscapes under sustainable land management in production systems
- 132,083,839 tCO2e (direct) and 924,631 tCO2e (indirect) of GHG emissions mitigated
- One shared water freshwater ecosystem under improved management

[48] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

- 1,824,397.00 people benefitting from GEF finance investments (896,788 women and 927,609 men)

In addition, the IP will make contributions to advance policy coherence with regards to ecosystem restoration at the national level through policy changes to overcome restoration barriers and/or disincentives to enable more private sector participation. The IP will also support integrated, spatially analyzed plans supporting the restoration of targeted ecosystems.

Child projects under the program utilizing LDFA resources[49]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11139	Madagascar	Strengthening Ecosystem Restoration Investments in Madagascar	UNEP
11138	Chad	Restoration of the ecological corridors of Mayo-Kebbi, Tandjilé and Fitri in Chad, in support of multiple land and forest benefits	IUCN
11137	Uzbekistan	Integrated Conservation Management and Restoration of High-Value Landscapes in Uzbekistan	UNDP
11136	Mali	Accelerating ecosystems restoration by mobilizing communities along the Great Green Wall corridor	UNDP
11135	Sierra Leone	Enhancing Sustainable Land Management and biodiversity conservation through innovative financing for an integrated Climate resilience in Koinadugu District	UNDP
11134	Rwanda	Ecosystem-Based Restoration Approach for Nyungwe-Ruhango Corridor	World Bank
11133	Mozambique	Northern Mozambique Rural Resilience Project	World Bank
11132	Cote d'Ivoire	Ecosystem Restoration in Northern & Central Savannas of Côte d'Ivoire	FAO
11131	Viet Nam	Enhancing water security, biodiversity and resilience of livelihoods through integrated water resources management and ecosystem restoration in Viet Nam's Red River basin	FAO
11130	Haiti	Enabling Large-Scale Ecosystem Restoration in Haiti through the Piloting and Implementation of Payments for Environmental Services Schemes	UNEP
11129	Congo DR	Integrated sustainable and adaptive management of natural resources to support ecosystem restoration and livelihoods in the Miombo landscapes of Southern Kwango	IFAD
11128	Mauritania	Integrated Natural Resource Management of three Wetlands landscapes, two of which is located on the route of the Great Green Wall in Mauritania (Male, Djelliwar and Karakoro (PGIRN/3ZH)	IUCN
11127	South Africa	A transdisciplinary approach towards restoring selected South African peatland ecosystems and their catchments	UNEP
11126	Nepal	Restoration of Forests and Mountain Ecosystems (ReFaME) in Far-West Nepal	FAO
11123	Angola	Ecosystem Restoration in Angola's Extended Central Plateau	UNDP
11122	Global	Ecosystem Restoration Global Coordination Project	CI

[49] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11121	Mexico	ORIGEN: Restoring Watersheds for Ecosystems and Communities	CI
11120	Sao Tome and Principe	Ecosystem restoration for enhanced biodiversity, productive landscapes and sustainable livelihoods in Sao Tome and Principe	FAO

11085 Global: Net-Zero Nature-Positive Accelerator Integrated Program (UNEP)

The Net Zero Nature Positive Accelerator IP is designed to address two closely related global issues. The first one relates to the significant ambition gap that still exist between the pace of current global efforts to slow down and reverse climate change and ecosystem loss and the investments in systems transformation that the scientific consensus indicate is needed during this decade to meet the objectives of the Paris Agreement. The second issue relates to the lack of coordination that currently exists between responses to the climate and biodiversity crises, as they are inextricably linked.

The objective of the Net-Zero Nature-Positive Accelerator IP is to strengthen institutions and catalyze investments for accelerated nature-positive, net-zero pathways. The IP aims to achieve the following outcomes:

- 346,956 ha of land and ecosystems under restoration
- 645,600 ha of landscapes under improved practices to benefit biodiversity
- 29,029,617 (direct) and 45,704,117 (indirect) tCO2e of GHG emissions mitigated
- 1,917,354 people benefitting from GEF finance investments (952,154 women and 965,200 men)

Child projects under the program utilizing LDFA resources[50]:

GEF ID	Country	Project Title	Agency
11098	Global	NZNP Global Platform	UNEP
11097	Morocco	Green Journey: Achieving Net Zero through Nature Positive Solutions in Morocco	UNDP
11095	Indonesia	Indonesia's Net Zero Acceleration through Integrated Actions in the Energy and FOLU sectors (INET-ZERO)	UNDP
11094	Viet Nam	Supporting the implementation of net-zero nature-positive (NZNP) solutions in Viet Nam	UNDP
11093	Cote d'Ivoire	Côte d'Ivoire Net-Zero Nature-Positive Integrated Program	UNDP
11092	Nigeria	Accelerating Nature and Climate Action to Advance Nigeria's Net Zero and '30x30' Targets	UNDP
11091	Mexico	Accelerating action to achieve a net-zero, nature-positive and climate-just Mexico (Mexico Net-zero)	UNEP
11090	Tanzania	Integrated Net-Zero Nature-Positive Solutions for Climate and Biodiversity Protection	UNDP
11089	Costa Rica	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Costa Rica	UNEP

[50] Please refer to Annex 1 for financing amounts and focal area objectives.

11088	Chile	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Chile	UNEP
11087	Mauritius	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Mauritius	UNEP
11086	Trinidad and Tobago	Accelerating the transition to a net-zero, nature-positive economy in Trinidad and Tobago (TT Net-zero)	UNEP